

MAGAZINE D'INFORMATION RÉGIONALE

# NEWS D'ILL



*Près de vingt ans après les accords d'Oslo, le territoire palestinien à l'épreuve de la paix économique*

## Cisjordanie

# Le fardeau de l'espoir





## REMERCIEMENTS

Du 9 mai au 3 juin 2012, le CUEJ a installé la délocalisation annuelle des étudiants de deuxième année du master journalisme dans les Territoires palestiniens (Cisjordanie), première étape d'une exploration du Moyen Orient.

Merci à la Mission de Palestine en France, son Ambassadeur Hael Al Fayoum et Taghrid Senouar-Schwarz

À l'Ambassade d'Israël en France et son Porte-parole, Yaron Gamburg

À l'Ambassade de France en Israël

Au Consulat général de France à

Jérusalem et à Olivier Plançon, Consul général adjoint

Au Service de coopération et d'action culturelle du Consulat général de France à Jérusalem, son directeur, Benoit Tadié, et l'attachée cinéma et audiovisuelle, Laetitia Pelé

Au Centre culturel franco-allemand de Ramallah et son directeur, Julien Chiappone-Lucchesi

À l'Alliance française de Bethléem et sa directrice, Fayrouz Abboud

À l'Association France Hébron et sa coordinatrice, Chantal Abu Eishah

À l'Institut des médias de l'Université Al

Quds à Ramallah et sa directrice, Lucy Nusseibeh

À l'Université An-Najah de Naplouse et sa Vice-présidente chargée des relations internationales, Kherieh Rassas

À l'Université d'Hébron, sa faculté des Arts et ses départements de médias et de langue française, à Qays Abu Ayache et Brahim Melouki

À nos conférenciers, Jean-Baptiste Humbert et Jean-Michel de Tarragon de l'Ecole biblique de Jérusalem, Ilona Kassissieh de l'UNRWA, Catherine Cook de l'OCHA, Dr Hanna Nasir de la Commission centrale des élections

À l'agence d'informations Wafa et son président Riyad El Hassan

À Anouar Abu Eisheh, Ramzi Abu Redwan, Hassan Balawi, Mickaël Blum, Loyal Dorra, Carmen Ghattas, Hala Kaileh, Yasmine Shahrouh

À tous les journalistes qui nous ont aidés de leurs conseils : Philippe Agret, Emilie Baujard, Najet Bokri, Mouhssine Ennaïmi, Nicolas Falez, Gregory Philipps, Selim Saheb Ettaba

Et à tous ceux qui ont accepté de nous consacrer du temps.

« *Merci de porter avec nous le fardeau de cet espoir* » - Mahmoud Darwich, 1941-2008

## NEWS D'ILL

**CUEJ (Centre universitaire d'enseignement du journalisme) -**  
Université de Strasbourg.

11, rue du Maréchal Juin  
CS 10068  
67 046 Strasbourg  
Tél. : 03 68 85 83 00  
www.cuej.info.fr  
www.cuej.unistra.fr

**DIRECTRICE DE LA PUBLICATION :**  
Nicole Gauthier

**ENCADREMENT :**  
Xavier Delcourt, Sophie Dufau, Nicole Gauthier, Gilles Kraemer

**RÉDACTRICE EN CHEF :**  
Laure Siegel

**CHEF D'ÉDITION :**  
Marjorie Lenhardt

**ICONOGRAPHIE :**  
Marion Michel

**RÉALISATION :**  
Marine Daviller, Leyla Doup Kaigama, Renaud Février, Thibaut Gagnepain, Claire Gandanger, Marjorie Lenhardt, Marion Michel, Fabien Piégay, François Régnier, Laure Siegel

**PHOTOS DE UNE :**  
Thibaut Gagnepain, Claire Gandanger, Laure Siegel

**DERNIÈRE DE COUVERTURE :**  
Matthieu Gorisse-Mondoloni

**INFOGRAPHIES :**  
Simon Castel, Claire Gandanger, François Régnier, Thomas Richard

**ENCADREMENT TECHNIQUE :**  
Guillaume Bardet, Jean-Christophe Galen

**MULTIMÉDIA :**

**ENCADREMENT :** Matthieu Gorisse- Mondoloni, Stéphanie Peurière

**ÉTUDIANTS :**  
Anna Benjamin, Fanny Bleichner, Simon Castel, Esther Degbe, Aurélie Delmas, Catherine Deunf, Cédric Dolanc, Magali Fichter, Eléa François, Marion Garreau, Marion Kremp, Arthur de Laborde Noguez, Floriane Leclerc, Adèle Paquelier, Victor Patenôte Anne-Claire Poirier, Jeanne Richard, Thomas Richard, Elsa Sabado

**TÉLÉVISION :**

**ENCADREMENT :**  
Marie Pouchin, John Reichenbach

**ÉTUDIANTS :**  
Mathilde Bournique, Guillaume Clere, Clothilde Hazard, Lan Hui, Fabienne Hurst, Céline Jankowiak, Brice Lambert, Marion Lippmann, Chloé Michelon, Natacha Muzy, Frank Rauschendorf

**RADIO :**

**ENCADREMENT :**  
Olivier Danrey

**ÉTUDIANTS :**  
Benjamin Edgard, Maria-Dominique Illès, Valentine Joubin, Clara Lecocq-Reale, Aude Raso

**AVEC LE CONCOURS des étudiants de l'Institut des médias de l'Université Al-Quds à Ramallah :**  
Moaz Amle, Rama Yousef, Hussein Al-Khawaja, Layaly Eid, Abed Adhami

**des étudiants de l'Alliance française à Bethléem :**  
Saja Shami, Mariam Fares, Eman Wahsh, Samar Ghneim, Amal Bandak

**des étudiants des facultés des médias et de français de l'Université An Najah à Naplouse :**  
Ayah Rami Abdel Majid, Zaid Abu Arah, Yasmeen Ali Ahmad Oudeh, Hamad Awad, Isam Omar Faqha, Iman Abo Salteh, Nedat Ahmad Husni Halaisheh

de Dana Mansour, professeur de français à l'Université An-Najah de Naplouse

**des étudiants de la faculté des Arts et des départements des médias et de français de l'Université d'Hébron :**  
Anjad Rae, Shadi Seikh, Abed Sweity, Zahra Tomaizy, Odai S'eed, Nidal Darawish, Hiba Natsheh, Nu'man Saiyori, Nida'Homouz, Riim Za'tari, Salma Oridat, Niveen Madiéh, Wafa Heeh, Ashwok Qaissi

de Dima Al Serfi, Nedat Malayska à Naplouse de Qassam Muaddi à Ramallah

**Impression :** El Ayyam, Ramallah

## REPERES

**1947 :** L'ONU adopte la résolution 181, un plan de partage de la Palestine en deux Etats indépendants, un juif (56% du territoire) et un arabe (44%).

Jérusalem est placé sous régime international.

**1948 :** David Ben Gourion, président du Conseil national juif, proclame l'indépendance de l'Etat d'Israël.

La première guerre israélo-arabe éclate, jusque fin 1949.

**1987 :** Début de la première Intifada (« soulèvement » en arabe), ou « guerre des pierres » dans les Territoires occupés jusqu'à la signature des accords d'Oslo.

**Déc. 1987 :** Le Hamas (mouvement de résistance islamique) est créé par les Frères musulmans.

**1988 :** Le 19e Conseil national palestinien (Parlement en exil) proclame l'indépendance de l'Etat de Palestine. Devant l'ONU à Genève, Yasser Arafat, chef de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), reconnaît le droit d'Israël à vivre « en paix ».

**1993 :** Yasser Arafat et le Premier ministre israélien, Yitzhak Rabin, signent à Washington le premier accord d'Oslo, qui prévoit un

## Fonder l'État

La métamorphose des hommes en uniforme p.5 ● trois monnaies p.8 ● La petite Bourse qui monte ● Payer l'eau avant d'ouvrir le robinet p.12 ● Les déclassés du fayyadisme p.13 ● Santé sous ass ● Sois diplômée... et marie-toi ! p.16 ● Les mécènes ● Hébron est entre leurs mains p.19 ● 10 000 dinars

## Produire et consommer



Vertiges immobiliers p.21 ● Rawabi ● Bethléem recherche industriels ● L'or blanc de la Palestine p.25

## Rompre l'encerclement

La bataille du lait p.28 ● Blocus fatal au savon de Na des colonies p.31 ● Les colonies de croissance p.32 ● Ses courses chez l'Israélien du coin p.35 ● L'écor ● Les Bédouins passent le mur p.38 ● Chasse aux v ● Boulevard des clandestins p.40 ● L'étable de Beth ● Micro-tourisme à Taybeh p.42 ● "S'ils veulent m

## Points de vue



Sam Bahour : "Croissance ? Non ● Ephraïm Kleinman : "Israël utilis pour écraser une cacahuète" p.4

un gouvernement intérimaire autonome palestinien.

**1995 :** Les deux hommes signent les accords dits Oslo II. La Palestine est divisée en trois zones. (A, B et C)

**1996 :** Yasser Arafat est élu président de l'Autorité palestinienne avec plus de 80 % des suffrages.

**2000 :** Début de la deuxième Intifada après la visite d'Ariel Sharon, Premier ministre israélien,

sur l'esplanade des Mosquées.

**2002 :** Israël lance la construction d'un mur de séparation qui ne respecte pas la « Ligne verte », délimitation qui sépare Israël de la Cisjordanie selon la communauté internationale.

**2004 :** La Cour internationale de justice déclare illégal le tracé de cette barrière de séparation.

**2006 :** Un gouvernement Hamas, dirigé par Ismaël Haniyeh, est mis en place à

Gaza. Début des tensions avec le Fatah.

**2007 :** Salam Fayyad devient Premier ministre de l'Autorité palestinienne.

**2011 :** La Palestine obtient le statut de membre à part entière de l'Unesco. **20 mai 2012 :** Un nouvel accord de réconciliation entre le Hamas et le Fatah est signé, planifiant des élections dans les six mois et la formation d'un gouvernement d'union nationale.

Jéricho, la police suit ses cours p.7 ● Vivre entre  
p.9 ● 4 700 prisonniers aux frais de l'Autorité p.10  
pragmatisme du patron des patrons israéliens p.12  
assistance p.14  
de la diaspora p.17  
maximum le mariage p.20

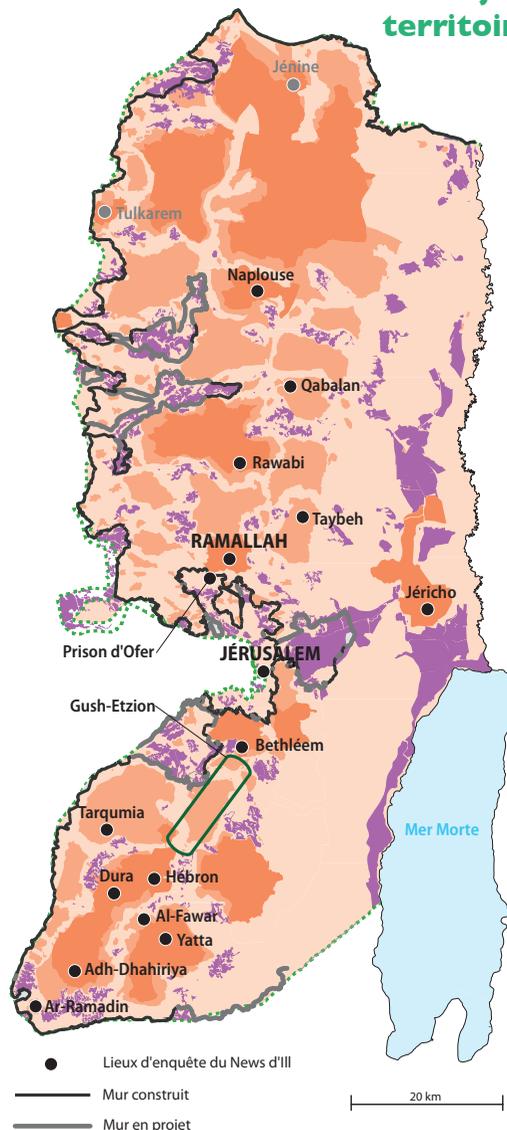


rêve de vie moyenne p.22  
p.23 ● Les bons coups de téléphone p.24  
● Des bijoux à la carte bancaire p.26

plouse p.30 ● Barrage aux produits  
● Tarqumia peu d'export, beaucoup d'import p.34  
nomie de fortune du camp d'Al-Fawwar p.36  
oitures fantômes p.39  
léem, un tourisme inexploitable p.40  
on magasin, il faudra me tuer" p.43

, dépendance !" p.44  
ise un marteau-piqueur"  
5

## La Cisjordanie, un territoire morcelé



**Zone A : 17%**  
L'Autorité Palestinienne (AP) exerce une juridiction civile incluant des pouvoirs de police. Elle comprend Gaza et Béthléem, Hébron, Jéricho, Qalqilva, Ramallah et Tulkarem.

**Zone B : 24%**  
L'AP exerce des compétences civiles, la sécurité intérieure étant exercée en coordination avec l'armée israélienne.

**Zone C : 59%**  
Aire totalement sous contrôle de l'Etat hébreu. Elle inclut les colonies israéliennes

**Ligne verte**  
établie après la guerre de 1948, base de négociations pour les frontières d'un futur Etat palestinien.

# Le pari de Salam Fayyad

**D**epuis 2007, un homme s'échine à donner consistance à la Palestine, Etat inexistant pour la communauté internationale, occupé à l'intérieur de ses frontières, balbutiant dans ses attributions. Le nom de cet homme de 60 ans, en costume cravate, loin de l'image emblématique du keffieh d'Arafat : Salam Fayyad, le Premier ministre. Originaire de Dayr Al-Ghassun, à 15 kilomètres de Naplouse, il devient haut fonctionnaire au siège de la Banque mondiale à Washington de 1984 à 1995 après un doctorat en économie décroché aux Etats-Unis. Il revient dans les Territoires palestiniens au titre de représentant du Fonds monétaire international, jusqu'en 2001. En 2002, la communauté internationale cherche à canaliser Yasser Arafat,

**Le Premier ministre nettoie les finances palestiniennes, rongées par la corruption.**

fraîchement sorti de sa Moqat'a assiégée. Le profil de cet inconnu davantage rompu aux arcanes de l'économie qu'à l'entre-soi politique palestinien le propulse au gouvernement. Soutenu par Tony Blair et Georges Bush fils, il hérite du portefeuille du ministère des Finances, créé sur injonction des donateurs étrangers. A la gestion discrétionnaire de Yasser Arafat, mort en 2004, succède la rationalisation budgétaire. Salam Fayyad nettoie les finances palestiniennes, écuries d'Augias rongées par la corruption.

Le budget annuel est rendu public. Les recettes de l'Autorité palestinienne et de ses ministères, jusqu'ici dispersées, sont réunies dans le compte central du Trésor sous tutelle du ministère des Finances. Surtout, le trésor de guerre >>>



**Salam Fayyad a été nommé Premier ministre en 2007.**

© Renaud Février /Cuej

>>> de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) est rapatrié d'Israël et placé dans un fonds souverain, sous la responsabilité de Mahmoud Abbas, président depuis 2005. En juin 2007, dans le marasme de l'après Arafat, sa carrière politique prend une nouvelle tournure. L'état d'urgence décrété par Mahmoud Abbas, la bande de Gaza aux mains du Hamas, sa nomination au poste de Premier ministre et au ministère des Finances se fait dans la quasi indifférence. Pourtant, une doctrine révolutionnaire pour la Palestine émerge. L'influent éditorialiste du *New-York Times*, Thomas Friedman, lui donne un nom : le fayyadisme.

Loin de la lutte armée, revenu des processus de paix interminables, sa stratégie rompt avec celle de ses prédécesseurs. Le technicien veut poser les pierres d'un Etat fonctionnel avec des institutions et des infrastructures, afin de le rendre inéluctable, pensant mettre un jour Israël devant le fait accompli : un véritable Etat s'est constitué à ses portes. L'objectif d'un Etat à l'automne 2011 échoue, mais le processus est lancé. Etape par étape, l'Etat embryonnaire prend forme. A commencer par la sécurité. Sous l'impulsion d'Israël et des donateurs étrangers, Fayyad a fait de ce secteur une priorité. Derrière lui, Yasser Arafat a laissé 17 corps armés à l'organisation anarchique. Soucieux de regagner le monopole public de la force armée, Fayyad en redessine le périmètre et y consacre un tiers du budget.

La sécurisation du territoire amorcée, l'autre volet du fayyadisme passe par l'essor économique. Fortement inspiré par Tony Blair, Fayyad joue la carte de la libéralisation. Sur le territoire cisjordanien, morcelé par la présence israélienne, les infrastructures se développent. Des partenariats public - privé sont annoncés - sans toujours être couronnés de succès. Le Premier ministre reçoit le soutien de donateurs. Les indicateurs passent au vert. Au plus haut, en 2009, la croissance atteint 8,5% ; entre 2007 et 2011, le dépôt dans les banques et les prêts bondissent. L'explosion immobilière et le bal de voitures neuves témoignent de ce nouveau mode de vie. En avril 2011, FMI et Banque Mondiale estiment que l'Autorité palestinienne dispose d'institutions dignes d'un Etat.

Mais le fayyadisme a un coût. D'abord pour le peuple. Désormais, le Palestinien est un contribuable et un consommateur comme les autres. L'eau et l'électricité occasionnent des factures, jusqu'ici quasiment absentes du budget familial. Les priorités de la dépense publique et l'économie du crédit creusent le fossé entre riches et pauvres. Des manifestations contre la hausse du coût de la vie éclatent début 2012. Salam Fayyad est conscient du risque d'implosion sociale. « *Notre politique aurait accru les inégalités ? C'est tout le contraire, a-t-il soutenu lors d'une rencontre avec le Cuej, le 12 mai. La pauvreté a reculé. Mon approche est pragmatique : offrir des opportunités, faire acquérir du pouvoir aux gens via l'éducation, l'amélioration de la qualité du capi-*

*tal humain, tout en instaurant un filet de sécurité pour ceux qui ne peuvent pas suivre. Un système d'assurance de santé pour tous est d'ailleurs en cours de fabrication.* » Le scepticisme ne gagne pas seulement les tranches populaires. Des chefs d'entreprises, jusque là fayyadistes convaincus, montrent des signes d'exaspération. La récente hausse des impôts est critiquée par un secteur pourtant grand bénéficiaire des années Fayyad. Imposer un état de droit dans un pays jusque là structuré autour des familles et des factions a tout d'une gageure.

Le contexte mondial vient compliquer la donne. Le ralentissement économique pèse sur les recettes publiques et met en évidence la dépendance du fayyadisme aux dons venus de l'étranger. En mars 2012, il faut près d'un milliard d'euros des donateurs pour assurer le paiement des dépenses courantes. L'économie palestinienne est entrée dans "une phase difficile" selon le FMI. A défaut d'aide internationale, l'Autorité palestinienne devra réduire ses dépenses, notamment les salaires dans la fonction publique et les prestations sociales aux familles démunies. La Banque Mondiale s'inquiète de la « crise fiscale » qui menace l'économie palestinienne. La croissance de l'an 2011 en Cisjordanie est retombée à 5,7%.

Le système Fayyad est à la peine.

Dans une économie sous contrainte israélienne, les marges de manœuvre se restreignent à mesure que l'aide internationale s'essouffle. Car en pratique, Salam Fayyad administre moins de 40% du territoire cisjordanien. De là naissent des situations ubuesques propres aux Territoires palestiniens. Un système de douanes est prêt à l'emploi, mais l'Autorité ne maîtrise aucune frontière ; l'Autorité monétaire n'a pas de monnaie, la Direction des impôts aucun moyen de perception. Le tout sur fond de scission territoriale et politique entre la Cisjordanie et la bande de Gaza, sur laquelle le Premier ministre n'a aucune emprise. A titre personnel, celui-ci se heurte à un plafond politique. En poste par la seule volonté de Mahmoud Abbas, il ne bénéficie que d'une faible légitimité politique et les caciques du Fatah, parti au pouvoir, verraient d'un bon œil le départ du technocrate. Même son de cloche chez la Hamas à Gaza. Le Premier ministre paie son image de candidat « choisi par l'Occident » et son retrait paraît être la clé d'une réconciliation nationale.

Que restera-t-il du fayyadisme ? Les réformes structurelles, les liens avec la communauté internationale et l'émergence d'une société de consommation semblent avoir profondément changé la société palestinienne. Mais la stratégie Fayyad s'essouffle alors que le peuple est sous pression. Impasse politique et crise sociale : le cocktail est aussi craint que familier dans cette région du monde.

**Fabien Piégay**

N.B. : Article achevé le 30 mai 2012, alors que les négociations entre le Fatah et le Hamas se poursuivent.

## MOTS-CLES

**OLP** : Créée en 1964, l'Organisation de libération de la Palestine regroupe des partis dont le Fatah, majoritaire. Le Hamas n'en est pas membre. Yasser Arafat a été président du Comité exécutif de l'OLP de 1969 à sa mort.

## Cogat

(Coordinator of Government Activities in the Territories) : Section du ministère de la Défense israélienne qui gère toutes les questions civiles en zone C.

**IDF** (Israel Defense Forces) : Nom officiel de l'ensemble des forces armées de l'État hébreu, couramment désignées par le terme Tsahal. **Quartet** : Groupe de médiation dans le processus de paix formé par les Etats-Unis, la Russie, l'Union européenne, les Nations Unies. L'émissaire spécial est Tony Blair, l'ancien Premier ministre britannique.

## CHIFFRES

**1 shekel** : 0,20 €, 0,26 US\$, 0,18 dinar jordanien (salaire moyen : 1600 shekels)

**4,2 millions** : nombre de Palestiniens dans les Territoires dont 2,6 millions, en Cisjordanie.

**9,5 milliards de dollars** : le PIB des Territoires palestiniens en 2011.



# La métamorphose des hommes en uniforme

La sécurité publique nationale se veut plus professionnelle et éthique.

**Entraînement des futures forces de sécurité nationale à l'école de police de Jéricho, ouverte en 1994.**

© Marion Kremp /Cuej

**P**remier poste de dépense, le secteur de la sécurité représente au bas mot un tiers du budget de l'Autorité palestinienne. Dans l'agenda du président Mahmoud Abbas publié à son accession à la tête de l'Autorité en 2007, la réforme de la sécurité est une priorité, conformément aux vœux d'Israël et des donateurs internationaux. Après la seconde Intifada, suivi du conflit entre le Hamas et le Fatah, l'urgence était d'éradiquer les factions dans les rues et de désarmer la société. Purge au sein des services de sécurité des éléments les plus radicaux, formation et spécialisation poussées des nouvelles recrues, efforts d'ouverture à la presse et aux citoyens, code disciplinaire régulant l'éthique et le comportement de ces fonctionnaires en uniforme : cette vaste politique vise à monopoliser l'usage de la force armée, de légitimer l'action des services de

sécurité auprès des citoyens, et surtout de la rendre plus efficace. Selon une étude menée par le Centre gouvernemental des médias palestiniens, la police recueillait 78% d'opinions positives parmi la population fin 2011. 91,7% des gens choisiraient d'appeler les services de sécurité s'ils se sentaient en danger selon un sondage du programme des Nations unies pour le développement.

*« En 1994-95, tout de suite après les accords d'Oslo, la mentalité du policier n'était pas du tout la même.*

**« Nous avons des comptes à rendre à l'opinion publique. »**

*Il était moins conscient de ses responsabilités, des droits de l'Homme, il y avait plus de violences contre les gens et dans les prisons. Aujourd'hui on veut inculquer le respect strict du citoyen », assure*

Haroon Khader, à la tête des ressources humaines de la police de Ramallah. *« Une telle interview n'aurait pas été possible il y a dix ans. Maintenant, nous savons que nous avons des comptes à rendre à l'opinion publique et que nous devons contribuer à préserver notre image auprès de la communauté internationale »,* ajoute l'officier, en place depuis 14 ans.

La première mesure de cette réforme a consisté à regrouper les 17 corps armés hérités de l'ère >>>

>>> Yasser Arafat en trois services. La police civile en uniforme bleu, qu'on voit gérer la circulation dans les rues de Ramallah, reçoit les plaintes courantes et piste la route de l'ecstasy par Israël. Les forces de sécurité nationales, en kaki, sont présentes aux limites entre les zones A, B et C (voir carte en p. 3) et escortent les convois officiels. Ces deux services dépendent du ministère de l'Intérieur, au contraire des renseignements, le troisième service placé directement sous l'autorité du Président. La plupart des chefs de district de la police sont aujourd'hui titulaires d'un doctorat.

Dans ce grand nettoyage, la communauté internationale joue un rôle important depuis le début : l'organisme européen EUPol Copps conseille et fournit en logistique la police civile, et les États-Unis via l'USSC (United States Security Coordinator) se concentrent sur la coordination des forces de sécurité nationale.

« Nous avons passé un cap : avant, nous nous contentions de les entraîner physiquement et de leur apprendre à arrêter les gens correctement, aujourd'hui nous formons des entraîneurs palestiniens et nous mettons l'accent sur les connaissances et le respect des droits de l'Homme. L'objectif est que la police s'approprie nos conseils et qu'elle devienne peu à peu autonome »,

explique-t-on à EUPol Copps.

Autonome et éthique. Depuis 2009, un bureau des plaintes enregistre les abus policiers sur les citoyens et poursuit les coupables : radiation, rétrogradation dans la hiérarchie, les sanctions sont décidées par la Cour militaire. Des accusations de corruption, de ventes d'armes de service, d'espionnage pour Israël ou de conspiration avec le Hamas valent aussi un passage devant ce tribunal. Mais le code disciplinaire mis en place en 2009 n'est toujours pas entièrement appliqué.

**Dans la sécurité, les syndicats sont interdits, la première loyauté doit être envers l'État.**

L'ICHR (Commission indépendante pour les droits de l'Homme), créée par mandat présidentiel en 1993, traque ces résidus de violence. Dans les rues, dans les prisons et dans les médias, l'institution envoie ses enquêteurs, en civil mais reconnaissables par

leurs badges. 214 cas de torture par les services de sécurité ont été enregistrés en 2011. Le nombre de cas baisse tous les ans mais les morts en prison non élucidées, les détentions arbitraires, et le non accès des familles à leurs prisonniers entachent la situation humanitaire palestinienne. Des dérives dénoncées fin mai par Amnesty International et le département d'État américain.

Le principal abus reste les arrestations arbitraires au motif d'affiliation politique. Malgré le processus de réconciliation, le Hamas a été viré manu militari des services de sécurité. Des membres du parti islamique sont régulièrement arrêtés sans preuve. Retour de bâton, le Hamas a interdit à l'ICHR la visite des prisons palestiniennes à Gaza. Là-bas, 30 000 policiers du Fatah sont au chômage technique, toujours rémunérés par l'Autorité palestinienne qui assure une présence coûte que coûte.

Pour apaiser les tensions en Cisjordanie, le premier ministre Salam Fayyad a d'ores et déjà lancé une grande entreprise de dépolitisation de ses fonctionnaires. Dans la sécurité, les syndicats sont interdits et la première loyauté des salariés doit être envers l'État en construction et ses institutions. Tous ces efforts se heurtent à un obstacle : l'occupation par le voisin israélien. La police ne peut en fait agir en autonomie qu'en zone A, c'est-à-dire 18% du territoire palestinien. En zone C, soit 60% de la superficie, elle est absente, ce qui a fait dire au général américain Dayton, une des figures emblématiques de la réforme, que « certains villages n'ont pas vu d'uniforme palestinien depuis 1967 ». En zone B, sous le régime de la coordination, les forces de sécurité palestiniennes demandent à Israël la permission d'agir, qui met parfois trop longtemps à arriver. Les conséquences sont parfois tragiques : fuite de criminels, incendie non maîtrisé, bagarre généralisée.

Malgré ces changements, la vision de policiers impuissants devant les villages nuit à la crédibilité de la sécurité version Fayyad. L'opposition dénonce une réforme pensée pour « répondre aux exigences d'Israël et embellir l'occupation ».

Laure Siegel

## LES FINANCES PUBLIQUES DANS L'IMPASSE

En 2011, Israël contrôlait 70% des recettes nettes de l'Autorité palestinienne, qui accusait un déficit de 1,6 milliard de dollars, soit 17% du PIB. Pour le financer, elle dépendait des donateurs étrangers et des emprunts bancaires. Malgré cela, il lui manquait encore 318 millions de dollars. La diminution continue de la contribution des donateurs, qui font eux-mêmes face à la crise, met les finances publiques palestiniennes dans une situation critique.

Claire Gandanger

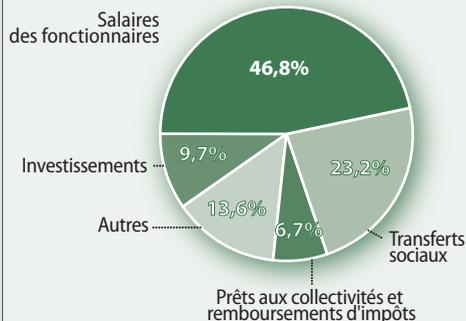
### ► Financement du budget

Recettes propres : 2,15 milliards \$ Déficit public

■ Recettes intérieures ■ Dons internationaux  
■ Recettes reversées par Israël ■ Emprunts bancaires



### ► Dépenses publiques : 3,8 milliards \$



Source : Autorité palestinienne - Ministère des Finances. © Simon Castel/Cuej



# À Jéricho, la police fait ses classes

L'école est un laboratoire des techniques internationales.

**D**ans la torpeur matinale, une trentaine de policiers en uniforme bleu camouflage s'entraînent au maniement du bâton, au rythme des ordres criés par leur supérieur. L'école de police de Jéricho forme environ 500 nouvelles recrues par an, affectées dans toute la Cisjordanie selon les besoins de chaque district. Créé à la suite des accords d'Oslo, le centre s'étale sur près de neuf hectares et compte une dizaine de bâtiments modernes : un gymnase, des salles de cours équipées d'ordinateurs, une bibliothèque,

un réfectoire, des dortoirs. Et aussi une maison palestinienne pour que les futurs policiers s'initient à l'art de la fouille à domicile, et un faux bureau de police « pour que les élèves s'entraînent à recevoir les plaintes », explique le capitaine Iyad Daraghma, responsable des relations publiques de l'école de police. « Le premier cours a eu lieu le 1<sup>er</sup> novembre 1994. Les moyens étaient très modestes, les cours avaient lieu sous les arbres ou contre un mur, et les

élèves soulevaient des poteaux électriques en guise d'entraînement physique. Le défi était de construire un appareil de police efficace », se souvient le directeur de l'école de police, Zaher Sabbah, lieutenant-colonel à la mine affable.

En 2008, un effort financier de 15,3 millions d'euros de plusieurs pays a permis de développer logistique et spécialisations. Dans une salle de travail, un major tient une liasse de billets dans chaque main : l'une fausse, l'autre authentique. Pendant

trois jours, un groupe de policiers apprend à déceler à l'œil nu les faux certificats de naissance, passeports, et surtout les billets. Un autre groupe s'initie au réseau intranet de la police et se concentre sur les cours en ligne, consacrés aux droits de l'Homme, à la circulation, à la lutte anti-drogue.

« Notre projet est de devenir une police informatisée et digitale », annonce l'expert en charge du cours, le major Samir. Il tient à préciser fièrement que l'intégra-

**Ahlam est sortie première de sa promotion l'an dernier, avec 19 autres femmes aux côtés de 250 homologues masculins.**

© Marion Kremp /Cuej

lité de sa formation a eu lieu en Palestine, mais aussi qu'elle a été entièrement assurée par des Palestiniens.

## Des experts étrangers pour former les troupes

La plupart des gradés du centre ont étudié les techniques et sciences de la sécurité dans les pays alentours (Turquie, Jordanie, Syrie), en Afrique (Soudan, Mauritanie) ou en Occident (France, Allemagne, Espagne, États-Unis). Des experts étrangers viennent régulièrement former les troupes, les Allemands aux investigations et les Français aux stratégies anti-émeutes par exemple. En Cisjordanie, l'autonomie sécuritaire est un but, et un rêve : « Si nous sommes indépendants ce soir, notre police doit être opérationnelle demain matin, explique le directeur de l'école. Nos cours sont très complets, les jeunes n'ont plus besoin d'aller à l'étranger. Mais nos officiers vont continuer à voyager pour prendre exemple sur les meilleures techniques mondiales. »

Le métier de policier est plutôt prisé. Sur 5000 candidats, seuls 100 sont sélectionnés, sur des critères physiques, de résultats aux concours et de parcours judiciaire. « Les prétendants ne doivent pas avoir été condamnés pénalement. La seule chose qu'on laisse passer, ce sont les infractions de la route », sourit le lieutenant-colonel qui jure qu'Israël n'a pas son mot à dire dans la sélection.

Ahlam, 18 ans, voile noir et montre rose vient de sortir première de sa promotion. Elle aspire à devenir professeur d'auto-défense, sa matière préférée. Ahmad, diplômé des forces spéciales turques, explique l'évolution de la discipline avec un grand sourire : « Avant les policiers tapaient et tiraient tout de suite. Maintenant, on leur apprend à neutraliser un suspect sans lui faire mal. »

La belle image de la nouvelle police palestinienne passe aussi par le social : cours d'alphabétisation aux femmes des villages de cette région agricole, visites de casernes pour enfants.

Laure Siegel

La première année, un policier de base gagne 1050 shekels, puis peut évoluer jusqu'à 2500 shekels.

# Vivre avec trois monnaies



Depuis près de vingt ans, les Palestiniens tentent de créer leur devise. En attendant, shekels, dinars et dollars se mélangent dans les porte-monnaie.

Chez le concessionnaire automobile Al-Salam à Hébron, les prix des Fiat sont indiqués en shekels. À l'étage supérieur, les Volkswagen se vendent en dollars. Ici, la monnaie d'achat dépend de l'importation d'origine des véhicules. Les Palestiniens ont l'habitude de jongler avec trois monnaies : le nouveau shekel israélien, le dinar jordanien et le dollar américain. L'euro commence à être utilisé pour

le commerce ou les donations des pays européens. Dans la vie courante, ces monnaies ont des usages propres. « On utilise le shekel pour les petits achats quotidiens et le dinar ou le dollar pour des dépenses plus importantes telles que la construction ou les voitures, parce que ces deux monnaies sont plus stables », détaille Abdel Ghani, chargé de la protection des consommateurs au ministère de l'Économie. Les factures d'eau, d'électricité et les consultations chez le médecin se règlent en shekels. Cette même monnaie est la clé des importations de marchandises, fuel ou

béton via Israël pour les hommes d'affaires.

Les salaires n'échappent pas à ce trio infernal. Les enseignants sont payés en dinars, la devise utilisée pour les frais d'inscription à l'université, les fonctionnaires de l'administration publique en shekels, et les fonctionnaires des ONG sont payés en dollars américains.

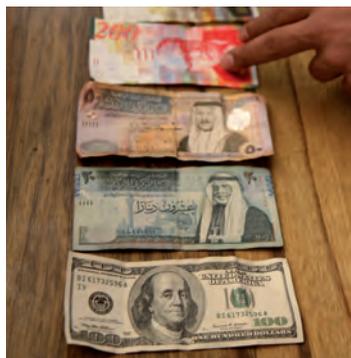
Les bureaux de change sont donc devenus un lieu incontournable pour les Palestiniens. Certains s'y rendent toutes les semaines, d'autres une fois par mois, dès que leur salaire est versé. « Chaque jour, nous échangeons plus de dinars en shekels (75%) que de dollars en shekels (25%) », explique Fadel Abdeen, le directeur des agences de change palestiniennes. Mais avant de convertir leur argent, les Pa-

lestiniens surveillent au quotidien la bourse pour tenter de bénéficier d'un meilleur taux, car le shekel est très instable. Sa valeur est descendue de 10% par rapport à 2011. Le dinar jordanien et le dollar sont liés : un dollar vaut toujours 0,71 dinar quand un dinar vaut environ 5,30 shekels.

**La plupart des échanges se font en dinars et en shekels.**

© Marine Daviller, Leyla Doup Kaigama /Cuej

(1) L'article 4 sur les questions monétaires et financières des accords de Paris signés le 26 avril 1996 renforce la position du shekel.



lestiniens surveillent au quotidien la bourse pour tenter de bénéficier d'un meilleur taux, car le shekel est très instable. Sa valeur est descendue de 10% par rapport à 2011. Le dinar jordanien et le dollar sont liés : un dollar vaut toujours 0,71 dinar quand un dinar vaut environ 5,30 shekels.

## Salaires variables

Les opérations de change sont rarement rentables, surtout avec la chute de la valeur du shekel. « Regarder la bourse, patienter pour changer son salaire en shekels, attendre le lendemain... pour quoi faire ? Je ne réfléchis plus, de toute façon, on est toujours perdant », lance Anwar Abu Eisheh, professeur de droit à l'université d'Hébron. Même discours pour Raya Sbitany, chargée des relations avec les investisseurs à la banque de Palestine : « On n'a jamais le même salaire à la fin du mois. L'année dernière je gagnais 1000 dollars, soit 4000 shekels. Mais quand la valeur du shekel chutait, je pouvais perdre près de 700 shekels. »

L'usage de ces différentes monnaies dans les Territoires palestiniens remonte à la fin du mandat britannique en 1948. Lorsque les Anglais mettent fin à la circulation de la livre palestinienne, Israël prend le contrôle et instaure sa monnaie, le shekel. De 1950 à 1967, la Jordanie s'empare de la Cisjordanie et impose le dinar jordanien. Puis en 1967, Israël reprend possession des Territoires palestiniens et réintroduit le shekel, mais sans supprimer le dinar. Le dollar américain, lui, va être introduit avec l'arrivée des ONG internationales. Les accords économiques (1) entre Israël et les Territoires palestiniens signés à Paris en 1996 stipulent que le nouveau shekel israélien (NIS) est l'une des monnaies en circulation et sera utilisée au quotidien, y compris pour les transactions officielles.

Il existe pourtant depuis 1994

une autorité monétaire palestinienne qui fait également office de banque centrale. Sa principale mission est d'accorder des licences aux banques, les superviser, les inspecter et contrôler toutes les opérations de change.

### La livre, projet avorté

Elle se prépare depuis 1996 à la création d'une monnaie palestinienne, la livre, pour se libérer de la tutelle de la banque d'Israël, dont les taux d'intérêts dictent la politique financière

du gouvernement. Celle-ci était d'ailleurs envisagée pour l'année 2011, mais le projet n'a pas abouti. « *Le Premier ministre Salam Fayyad l'avait annoncé, sans doute parce que le contexte économique s'y prêtait*, explique Mohammed Atallah, le directeur du département de la recherche et de la politique monétaire. *La crise de l'euro et les révolutions dans les pays arabes nous ont plongés davantage dans l'incertitude.* ». Quand bien même les Palestiniens pourraient avoir

leur monnaie, elle ne serait pas fabriquée dans les Territoires palestiniens. « *Nous ferons appel à des compagnies spécialisées en Allemagne ou en Suède, explique Mohammed Atallah. Nous n'avons ni la matière première ni l'expérience et encore moins un système de sécurité pour éviter les fraudes et les contrefaçons.* » Mais avant de créer une monnaie, il faut d'abord un État et une économie.

Marine Daviller  
Leyla Doup Kaigama

## La petite Bourse qui monte

Avec 47 sociétés cotées, la Bourse palestinienne, à Naplouse, se voit comme un outil du développement économique.

Des petits bureaux, quelques employés silencieusement installés derrière leurs ordinateurs, des valeurs qui défilent sur des écrans plats et une salle de réunion : c'est la Palestine Exchange (PEX), la Bourse palestinienne. Créée en 1995, au lendemain des accords d'Oslo, sur une initiative de la Palestine development and investment company (Padeco), une société financière détenue par le milliardaire palestinien Mounib Al-Masri, la PEX ouvre en 1997. Elle compte alors quatre sociétés cotées et s'implante dans la capitale économique de

Naplouse et de Ramallah gèrent une plateforme informatique innovante, à laquelle se connectent, par Internet, les sociétés de courtage ou les particuliers désireux d'investir. « *Tout est automatisé et gérable à distance, se targue le PDG dans un français parfait. On est bien plus avancé dans ce domaine que les autres bourses du monde arabe.* » La PEX a également mieux résisté à la crise économique mondiale et aux révolutions arabes que ses voisines, exception faite du Qatar et de l'Iraq. L'Al-Quds n'a cédé que 2,59% en 2011. « *C'est parce que nous sommes une Bourse entièrement privée, un cas unique dans la région* », assure Ahmad Aweidah.

### Peur d'investir

Le PDG regarde l'avenir avec confiance. « *Les investisseurs savent très bien que ce n'est pas la Suisse ici. Ce sont des valeurs défensives qui tirent la Bourse : les gens n'arrêteront pas de téléphoner, même en cas de troisième Intifada.* » La stratégie est la même que celle des premiers jours : « *Nous étions là bien avant Fayyad. L'Autorité palestinienne ne peut pas nier que nous sommes utiles au développement économique de la Palestine. Mais nous n'attendons pas la paix ou la création d'un État palestinien pour travailler. Nous continuons à augmenter le nombre d'entreprises cotées et à rechercher de nouveaux investisseurs.* »

Les Palestiniens se font toutefois plus prudents, refroidis par les lendemains difficiles du boom de l'année 2005 (l'Al-Quds avait bondi de plus de 300%, avant de se rétracter violemment). « *Les gens préfèrent placer leur argent à la banque* », explique Mohammad Ahmad Abu Baker, qui est à la tête du département surveillance de la Bourse palestinienne. Jordanien de 33 ans, il est entré à la PEX il y a six ans avec le souhait d'apporter sa pierre à l'édifice palestinien. Déçu, il a perdu l'enthousiasme des premiers temps : « *La Palestine a de jeunes diplômés créatifs et des épargnants mais ils ne se rencontrent pas. La Bourse est mal utilisée.* »

Renaud Février



L'entrée des bureaux de la Bourse de Ramallah.

© Renaud Février /Cuej

Source : *15 years of challenges and achievement*, rapport annuel 2011 de la Palestine Exchange Company.

l'époque, Naplouse. Quinze ans plus tard, malgré la seconde Intifada, les couvre-feux et les coups d'éclat du Hamas, elle possède son propre indice, le Al-Quds, "Jérusalem" en arabe, équivalent du CAC 40 parisien, et affiche fièrement 47 sociétés cotées pour une capitalisation de près de trois milliards de dollars (environ 300 fois moins que la capitalisation du CAC 40). « *Les actions des compagnies cotées sont détenues par 110 000 investisseurs, explique Ahmad Aweidah, le PDG de la PEX. 95% d'entre eux sont Palestiniens mais les 5% d'investisseurs étrangers (aucun Israélien) possèdent 40% des actions !* » Ces derniers parient majoritairement sur les gros poissons de la petite place financière : le géant des télécommunications Paltel (Palestinian Telecommunication Company) qui concentre à lui seul 30% de la capitalisation boursière, Bank of Palestine, Padeco et Wataniya, le concurrent direct de Paltel sur le marché de la téléphonie mobile, entré en bourse en 2011 (lire p. 24).

La Bourse n'accueille aucun trader. Les 60 em-

# 4700 prisonniers aux frais de l'Autorité

Promus au rang de héros nationaux, les détenus politiques en Israël bénéficient du soutien de l'Autorité palestinienne.

**F**arideh, 50 ans, se tient fière sur sa chaise en plastique, un portrait de son fils dans une main et une petite bouteille d'eau dans l'autre. Tous les jours, entourée d'autres proches de prisonniers, elle est venue manifester sur la place Arafat de Ramallah, en solidarité avec la grève de la faim de son fils Rafat et de 1600 autres détenus palestiniens qui a duré un mois. Employée au Congrès palestinien, personne ne lui a fait de réflexion sur ses absences et elle a été payée normalement. Ici, les prisonniers politiques sont des héros de la nation et leurs mères, des saintes.

Dans ce territoire où cette cause est une idéologie nationale, personne ne remet en question la médiatisation des mères en pleurs sur les places publiques, des affiches à tous les coins de rues et surtout l'effort financier considérable consacré aux 4700 prisonniers et à leurs familles, dans un pays à genou financièrement.

Chaque prisonnier reçoit chaque mois une « pension de cantine » de 300 shekels du ministère des Détenus et des ex-détenus, destinée à l'achat d'aliments non servis en cuisine, comme le chocolat, le café, le thon, et de produits d'hygiène. Aucun retour pour l'État palestinien : Dadash, une entreprise israélienne a décroché le marché des listes de courses dans ces prisons. Par le biais des autorités israéliennes, les familles peuvent faire passer de l'argent supplémentaire à leurs proches, pour leurs cigarettes et pour des vêtements, deux fois par an.

Les pensions de cantine représentent une dépense de près de 1,5 million de shekels pour l'Etat palestinien, le seul au monde à avoir mis en place un ministère consacré à ses prisonniers dont le budget est l'un des cinq mieux dotés du gouvernement. Ceux-ci font intimement partie de la société : depuis 1967, près de 750 000 Palestiniens sont passés par les geôles israéliennes. Au moins 40% de la population masculine a été détenue depuis la première Intifada.

En compensation d'un manque de revenus, dans un pays où une famille compte en moyenne 6,2 enfants, l'État verse chaque mois de 1400 à 12 000 shekels aux familles de prisonniers se-

lon la durée d'emprisonnement (de un à plus de 30 ans). S'y ajoutent 300 shekels si le prisonnier est marié, 50 shekels par enfant, 300 s'il vient de Jérusalem Est ou 500 s'il est un Palestinien vivant en Israël, non déplacé lors de l'exode de 1948 suite à la création de l'Etat hébreu. Ces aides grèvent le budget du ministère de 11 millions de shekels par mois.

L'Etat prend soin de ses prisonniers pendant leur détention, mais se préoccupe aussi de leur réinsertion. A leur sortie, ils peuvent reprendre des études ou monter leur entreprise grâce à un programme de micro-crédit, Ideal P. Celui-ci a été plafonné à 10 000 dollars depuis que les subventions européennes qui le portaient ont été supprimées en 2008. Ce qui limite les possibilités à l'ouverture d'une supérette, d'un salon de coiffure, d'achat de bétail ou d'un commerce ambulancier. « Si nous avions les moyens, nous aimerions pouvoir prêter davantage. Ce programme, qui nous coûte 1,5 million de dollars par an, est surtout un investissement pour notre société », argue-t-on au ministère. Des quartiers de relogement réservés aux ex-détenus sont également en projet.

## Reconversion facile

Les hauts fonctionnaires du gouvernement et les responsables du Fatah, le parti au pouvoir, ont moins de souci de reconversion. Actuellement, vingt-huit parlementaires et trois anciens ministres passent leurs nuits en prison israélienne. Selon la femme de l'un d'eux, ils sont le plus souvent placés en isolement cellulaire afin de les empêcher

**Ils sont certains de retrouver une bonne place à leur retour sur la scène publique, précédés de leur auréole de légitimité.**

d'organiser une rébellion et de disséminer leur idéologie au sein de la prison, et sont régulièrement privés de visite. Mais comme d'autres avant eux, ils sont certains de retrouver une bonne place à leur retour sur la scène publique, précédés de leur auréole de légitimité. Malgré des scandales de corruption et des accusations de mauvais traitements sur des opposants politiques impliquant d'anciens ministres, les responsables n'ont jamais été condamnés par la justice, du moins pour l'instant. Mieux, certains retrouvent rapidement des postes importants.

Face aux accusations de collusion du gouvernement Fayyad avec Israël, le soutien inconditionnel aux prisonniers, qui se glisse jusque dans la loi de finances annuelle, fait aussi office de posture politique et symbolique contre les pratiques de l'occupant.

Laure Siegel



**À Al Bireh, les parents d'un prisonnier en grève de la faim sont venus soutenir leur fils, détenu en Israël.**

© Marine Daviller /Cuej



## Toujours plus d'ONG

L'apparition des organisations charitables dans les territoires palestiniens remonte à 1948. Leur mission est alors de répondre aux besoins immédiats des Palestiniens réfugiés après la création de l'État d'Israël. Subventionnées par des donateurs étrangers, d'abord arabes et européens, elles se multiplient au fil des ans. Selon une étude de l'Institut de recherche économique palestinien publiée en 2011, 10% de l'aide extérieure est consacrée aux ONG locales. Entre 2000 et 2007, leur nombre est passé de 930 à 1500. Leurs subventions ont atteint 275 millions de dollars en 2008 contre 48 millions en 1998.

Leyla Doup Kaigama

وتدفع السلطة الفلسطينية معاشاً لكل عائلة أسير، كتعويض عن نقصان دخلها نتيجة أسر أحد أفرادها، في بلد يصل فيها معدل الأطفال للعائلة الواحدة إلى 6,2 أطفال. ويتراوح هذا المعاش بين 1400 و 12000 شيكل، حسب طول فترة الأسر، التي قد تمتد من عام واحد إلى 30 عاماً. يضاف إلى ذلك المبلغ 300 شيكل إن كان الأسير متزوجاً، و 50 شيكل لكل طفل. يضاف إليها 300 شيكل إن كان الأسير من القدس الشرقية، أو 500 شيكل إن كان الأسير من فلسطيني الداخل، الذين لم يتم تهجيرهم عند إقامة الدولة العبرية. وتستهلك هذه المساعدات ما قيمته 11 مليون شيكل من ميزانية السلطة الفلسطينية شهرياً. وتعنتي السلطة بأسرها خلال فترة أسرهم، ولكنها تهتم أيضاً بإعادة اندماجهم في المجتمع بعد الإفراج عنهم. يعند خروجهم من السجن، بإمكانهم متابعة تعليمهم، أو بدء مشاريع من خلال برنامج القروض الصغيرة المخصص لهذا الغرض.

Ce résumé en arabe de l'article 4700 prisonniers aux frais de l'Autorité a été réalisé par Qassam Muaddi.

Source : *The human right to water in Palestine*, Life source/ Planète bleue, mars 2012.

## موارد الأسرى بلا رصيد

يتلقى كل أسير فلسطيني شهرياً مبلغاً "للكتاتين" قيمته 300 شيكل من وزارة الأسرى والمحررين. هذا المبلغ مخصص لشراء الأطعمة التي لا تقدمها إدارة السجون مثل الشوكولاتة، والظون، والقهوة، إضافة إلى مواد النظافة. ولا تحقق هذه المشتريات أي عائد للسلطة الفلسطينية، إذ أن شركة "اداش" الإسرائيلية هي التي تهتم بتوفير قوائم المشتريات للأسرى. معاشات الكتاتين تشكل عبئاً قدره 1,5 مليون شيكل على كاهل السلطة الفلسطينية، الوحيدة من بين كل دول العالم التي تملك وزارة خاصة بأسرها الحاليين والسابقين. فهؤلاء، هم جزء لا يتجزأ من المجتمع الفلسطيني. فمئذ عام 1967، مر قرابة 750000 فلسطينية بحرية السجن.

## Payer l'eau avant d'ouvrir le robinet

Un système de carte prépayée oblige désormais les consommateurs à régler leur dû.

Environ 95% de l'électricité distribuée par les trois compagnies cisjordanienne est fournie par la Israel Electric Corporation (IEC). Jusqu'en 2010, la municipalité de Qabalan, au sud de Naplouse, fermait les yeux sur les quittances d'électricité impayées et augmentait son ardoise auprès de la société israélienne. Depuis, les villageois de Qabalan peuvent seulement consommer la quantité d'électricité que contient leur carte à puce. S'ils sont à court d'argent, ou s'ils ne peuvent se rendre à temps à la mairie pour la

recharger, ils doivent se passer de courant. Le village adoptera bientôt le même système pour l'eau. Introduits sur le territoire depuis 2004, les compteurs électriques prépayés sont depuis 2007, soutenus par le gouvernement Fayyad qui promeut la gestion privée des services publics. Pour l'eau, les villageois sont censés régler leur consommation à leur commune qui s'acquitte de la facture émise par la compagnie israélienne Mekorot. Une obligation jusqu'ici très théorique. Mais en 2009, devant l'accumulation des

arriérés, Israël décide de retenir 600 millions de shekels (120 millions d'euros) d'impayés sur la TVA perçue pour l'Autorité palestinienne. Depuis, cette dernière somme les collectivités locales de rembourser leurs dettes, contractées auprès d'Israël. Pour obliger les villageois à payer leur eau, les conseils locaux se tournent donc vers le système des compteurs prépayés. Les habitants, eux, ont développé un système de stockage de l'eau courante pour parer aux coupures pratiquées par Mekorot. Les ménages achètent >>>

>>> des citernes qu'ils installent sur leurs toits. En ville, l'eau passe par ces bidons pour arriver aux robinets. Le système permet d'échapper aux restrictions d'eau. Mais dans la zone B, où sont situés la plupart des villages, ce système n'empêche pas la pénurie en été.

Moaz Amle

Claire Gandanger



© Claire Gandanger/Cuej

À Qabalan, comme ailleurs en Palestine, chaque habitation a sa citerne d'eau sur le toit.

## « Les Palestiniens ont besoin de travailler pour Israël. »

Pour le représentant des patrons israéliens, il faut développer les contacts restés jusqu'à confidentiels.

**D**ani Katarivas est le directeur des relations internationales de l'Association des industriels d'Israël.

**Comment qualifier les relations économiques entre Israël et les Territoires palestiniens ?**

Les Palestiniens sont très dépendants de leurs relations avec Israël. L'inverse n'est pas vrai. Pour l'État hébreu, la Palestine est un partenaire important mais loin d'être le principal. Devant, il y a l'Europe et les Etats-Unis, où on trouve plus de marchés et de pouvoir d'achat. Les accords de Paris (1994), censés être provisoires, sont les seuls qui servent de base juridique au commerce entre les deux. Ils prévoient le libre commerce et une enveloppe douanière entre Israël et la Palestine. Nous collectons les droits de douane pour les Palestiniens, puis on leur redistribue selon un mécanisme très compliqué. Dans les faits, après des actes de terrorisme (des camions censés contenir des légumes sont entrés dans Tel-Aviv bourrés d'explosifs), des mesures ont été prises pour empêcher le commerce. Le long de la ligne verte, tous les produits sont contrôlés pour des raisons sécuritaires. Malgré cela, nous essayons de trouver un équilibre entre les besoins sécuritaires et les nécessités économiques. Depuis trois ou quatre ans, la situation sécuritaire s'est stabilisée, le nombre de check-points a diminué. Selon nos derniers chiffres, 3,6 milliards de dollars de produits israéliens ont été exportés vers la Palestine et 436 millions de dollars de services. Dans l'autre sens, 603 millions de produits palestiniens et 216 millions de services ont été exportés vers Israël.

**« Les pays sont trop liés. Soyons pragmatiques. »**

**Une part de l'économie israélienne repose aussi sur les travailleurs palestiniens...**

Nous faisons pression auprès du gouvernement pour qu'il autorise plus de main-d'œuvre palestinienne à venir travailler en Israël, notamment dans le domaine de la construction. De 40 000 à 50 000 Palestiniens travaillent légalement, ou non, en Is-

raël, dont près de 25 000 dans les colonies.

**Quels sont les mécanismes de coopération ?**

Il y a des contacts permanents entre hommes d'affaires palestiniens et israéliens. Il y a même une chambre de commerce israélo-palestinienne à Tel-Aviv, qui essaie d'organiser des rencontres par secteur. Pour l'instant, c'est seulement de l'achat-vente. Nous aimerions développer des joint-ventures et de la sous-traitance. Il y a beaucoup de contacts dans le domaine du high-tech, car ce secteur ne nécessite pas de transferts physiques de marchandises, toujours très complexes. Nous organisons aussi des forums de jeunes entrepreneurs israéliens et palestiniens. Mais pour des raisons idéologiques cela se passe loin de l'opinion publique, derrière des portes fermées, et c'est sûrement mieux comme ça pour l'instant. Nous espérons que l'économie puisse favoriser un changement de mentalité et contribuer à la paix.

**La politique Fayyad facilite-t-elle les relations entre Israël et les Territoires palestiniens ?**

Le gouvernement Fayyad a réussi à établir des règles et à augmenter le pouvoir d'achat des Palestiniens, ce qui a favorisé les relations avec Israël. Cela ne sert à rien d'avoir un voisin dans la misère. Nous essayons de séparer le politique et l'économique.

**La déclaration de Benyamin Netanyahu en 2008 (« Nous devons tisser une paix économique à côté d'un processus politique ») est-elle compatible avec le fayyadisme ?**

Sa déclaration a été mal perçue par les Palestiniens, qui ont cru qu'Israël voulait substituer les relations économiques à un accord politique. Or Israël veut vraiment faciliter les échanges économiques et les bonnes relations de voisinage - ce qui n'exclut pas un accord politique. Les Palestiniens ont appelé à l'arrêt de la normalisation des relations, au boycott des produits des colonies et de l'embauche de travailleurs palestiniens dans les colonies. Cela a été très peu suivi. Le ministre palestinien du Travail a reconnu lui-même que ce n'était pas possible ; les Palestiniens ont besoin de travailler pour nous. Pourquoi vouloir arrêter une coopération étroite qui existe déjà sur le terrain ? Ce n'est plus possible, les pays sont trop liés. Il faut être pragmatique.

Recueilli par Laure Siegel



# Les déclassés du fayyadisme

Taxes en hausse, pouvoir d'achat en berne, pour une partie de la population, les difficultés quotidiennes sont imputables aux réformes du gouvernement.

**S**alam Fayyad ne nous soutient pas. Il nous avait promis le développement mais il n'a rien fait. Ses réformes font la souffrance des Palestiniens », lance Basim Alzir, 49 ans, en tirant sur sa cigarette, son fils sur ses genoux. Il travaille dans l'antenne hébronite du Comité pour les ouvriers palestiniens. Même avec

2000 shekels (400 euros), soit près de 25% de plus que le salaire moyen palestinien (1600 shekels), les fins de mois de Basim sont difficiles. Le coupable de l'augmentation des prix et des prélèvements obligatoires est tout trouvé : le Premier ministre et ses réformes. « A partir du 20, plus personne n'a d'argent », renchérit Atef Ayada, secrétaire de l'organisation ouvrière. Ce petit homme trapu de 46 ans a quatre enfants à nourrir. « Le gouvernement ne distribue plus l'argent des pays arabes. Il le dépense pour développer la police et payer le sa-

laire des fonctionnaires. »

Au fil de leur discussion, les deux hommes dénoncent leurs factures d'eau et d'électricité d'environ 100 shekels devenues un gouffre. « Avant, le gouvernement ne forçait pas les gens à payer s'ils ne pouvaient pas », raconte Basim

Alzir. Mais aujourd'hui, les chantiers de l'État en construction ont besoin de recettes fiscales. « Je dois 15 000 shekels pour l'électricité que je ne paie plus depuis 2005. Je n'ai pas d'autre solution que vendre une partie de mon héri-

**« Je ne mangeais de la viande que cinq fois par mois. Maintenant, plus du tout. »**

**Du souk de Naplouse aux rues de Ramallah, les vendeurs ambulants font partie du paysage urbain.**

© Renaud Février /Cuej

**Atef Ayada peine à élever quatre enfants avec 2000 shekels par mois.**

© Marion Michel /Cuej



tage et donner l'argent au gouvernement.» Sinon, il risque la coupure.

Alors que Basim Alzir termine sa confidence, un homme de grande taille coiffé d'un fez prend place sur un troisième canapé. Anas Al Atrach, 50 ans, est chauffeur de taxi depuis 35 ans. Il a vu le prix de l'essence multiplié par huit depuis 2000. Mais son revenu n'a pas suivi. « Le prix des courses est fixé par le gouvernement et il n'a quasiment pas bougé. » Avec le même revenu que ses deux camarades, ce père de dix enfants estime qu'aujourd'hui « la situation est trop difficile pour vivre » : « L'un de mes fils vient d'avoir son bac. Il aimerait devenir avocat. Mais je n'ai pas les moyens de lui payer les 25 000 shekels de la licence », regrette-t-il, chapelet en main. En Cisjordanie, les études supérieures se font dans des établissements privés ou semi-privés, comme l'université d'Hébron. Les frais d'inscription universitaire ont doublé depuis 2007.

« Les gens ne croient plus en l'Autorité palestinienne. Ils ont l'impression de payer des impôts sans rien avoir en retour. Le gouvernement ne répond pas à leurs attentes, notamment en termes d'infrastructures et de services publics », affirme Basel Al Natsheh, professeur d'économie de l'université d'Hébron. Les habitants de la ville déplorent par exemple l'absence de routes pavées et le manque d'écoles. Pour répondre à la croissance démographique de la ville, il faudrait ouvrir plusieurs classes par semaine. >>>

>>> L'absence d'un réseau de transports en commun pèse également sur le porte-feuille des Palestiniens. Chacun est obligé de se déplacer en taxi. À Hébron, un millier de ces véhicules jaunes sillonnent inlassablement la ville en klaxonnant. Mais même en optant pour le taxi collectif, tout le monde n'en a pas les moyens. « Un de mes élèves a manqué les cours pendant un mois parce qu'il ne pouvait pas payer les 30 shekels quotidiens de taxi entre l'université et son village », rapporte l'enseignant.

### Fins de mois difficiles

Depuis 2001, la baisse du pouvoir d'achat est estimée à 50% par les économistes. « C'est un cercle vicieux. Les salaires n'augmentent pas et le coût de la vie augmente plus vite que la croissance, du coup la consommation diminue », poursuit Basel Al Natsheh. Le prix du kilo de la viande est passé de 30 shekels au début des années 2000 à plus de 80 aujourd'hui. « Avant, je n'en mangeais que cinq fois par mois.

**Depuis 2001, le pouvoir d'achat a baissé de 50%.**

© Marion Michel / Cuej



Maintenant, plus du tout », s'exclame Mohammed, rencontré dans la cour d'une mosquée de la vieille ville. L'homme de 46 ans fait le ménage des lieux depuis 28 ans. « C'est pareil pour le riz. Avant on payait 55 shekels les 25 kilos. Désormais, c'est le double », poursuit-il. À ses côtés, Aisam, le muezzine de la mosquée, qui ne gagne que 900 shekels par mois,

ajoute : « Depuis que Fayyad est là, il y a beaucoup plus de pauvres, de chômeurs et d'ouvriers qui ne gagnent pas ou peu d'argent. » Pour faire face à ses fins

de mois difficiles, ses quatre fils lui viennent en aide. « Avec leur groupe de musique, ils jouent dans des fêtes, des mariages, pour ramener quelques shekels. » Son ami Mohammed, lui, emprunte à ses frères.

Ahmad Ashoor a 28 ans. Comme son père avant lui, il a ouvert une boutique de vêtements de deux étages dans l'avenue Ein Sarah d'Hébron. En avril, son chiffre d'affaires est resté nul. « Les gens n'ont plus d'argent et ils achètent moins. Avant l'Intifada, cette boutique permettait de faire vivre quatre familles », constate-t-il, accoudé à son comptoir. Aujourd'hui, le magasin ne suffit même plus pour faire vivre la sienne. « Je vis chez mes parents aux côtés de ma femme et de ma fille. Avec mes 2000

shekels, on s'en sort. Mais si nous avions notre propre appartement, ça deviendrait plus compliqué. »

**Marine Daviller  
Marion Michel**

## Santé sous assistance

Entre les organisations étrangères, le gouvernement et le secteur privé, les Palestiniens piochent où ils peuvent pour se soigner, selon leur situation géographique et financière.

**M**ercredi matin, dans la salle d'attente du dispensaire de Taybeh, le dernier village chrétien de Palestine. Des petites filles en chemise rayée d'écolière, des mères de famille et des personnes âgées attendent leur tour en buvant un café et en papotant avec les trois infirmières. Depuis 1997, le docteur Riyad Maaddi reçoit 25 à 30 personnes par jour à l'étage d'une grande bâtisse blanche, accueillie à l'église. Entièrement financé par l'association chrétienne Caritas, le centre médical emploie plusieurs spécialistes : un pédiatre, un dentiste, un gynécologue, une psychologue-nutritionniste, et un ophtalmologue qui vient d'un hôpital de Jérusalem une fois par mois. « Pour l'instant, nous avons encore besoin d'aide extérieure car nous sommes sous un régime d'occupation, analyse le docteur. Mais j'ai confiance dans la stabilité du financement car c'est la solidarité chrétienne qui est en jeu et non des enjeux géopolitiques, ce ne sont

pas des États qui nous aident. » Le personnel peut également compter sur un laboratoire et une pharmacie, où les médicaments sont moins chers qu'en ville, et même gratuits pour ceux qui n'ont pas les moyens.

Ici, seuls 10% des patients payent les 10 shekels demandés pour une consultation générale. Le diabète, les maladies cardio-vasculaires et les cas de stress post-traumatique sont les maux les plus fréquents en Palestine. En cause, le thé sucré à outrance, la génétique et la situation de conflit qui pèsent sur les corps.

Depuis un an, le centre a lancé une campagne de sensibilisation : « Il est très rare que le gouvernement prenne ce genre d'initiative, explique Nibal Kort, originaire de Taybeh et coordinatrice du programme. Dans notre société, l'accent n'est pas assez mis sur l'alimentation et sur ce qui est bon ou non pour la santé. Nous suivons 400 personnes dans les villages alentours, les informons

**« L'accent n'est pas assez mis sur l'alimentation et sur ce qui est bon ou non pour la santé. »**

et organisons des rencontres entre personnes âgées. » Ibtissen Aranki dit avoir 59 ans, elle en fait 75. Elle souffre de diabète et de problèmes respiratoires : « Je viens chercher ma bouteille d'oxygène ici quand je souffre trop, mais parfois elle est hors d'usage à cause des coupures d'électricité. C'est aussi le dispensaire qui me fournit l'insuline ». L'insuline est un des médicaments non produits par les sept compagnies pharmaceutiques palestiniennes. Celles-ci ne peuvent fabriquer que les comprimés de base, à cause des restrictions sécuritaires israéliennes qui interdisent les produits à double usage. Tous les traitements spécifiques sont importés de l'étranger quand l'État en a les moyens, ou fournis par les

**Minwir Kaabnah (en haut) appartient à un clan de 1500 Bédouins.**

**De 25 à 35 personnes se présentent au dispensaire de Taybeh tous les jours (en bas).**

© Laure Siegel /Cuej



ONG. Depuis quelques mois, l'Autorité palestinienne a accumulé 77 millions de dollars d'arriérés vis-à-vis de ses fournisseurs de médicaments. Conséquence directe : 90 médicaments de base et 60 dispositifs médicaux manquent cruciallement dans les hôpitaux et cliniques d'État.

### Vendre ses biens pour se soigner

Comme l'éducation ou l'agriculture, la santé n'est pas une priorité dans le budget de Cisjordanie. Le gouvernement se contente de fournir une assurance publique aux 70% des foyers palestiniens qui peuvent payer 1000 shekels par an.

Source : The Palestinian Economic Bulletin, avril 2012, réalisé par le Palestine economic policy research Institute (MAS), et édité par The Portland Trust.

Cette assurance donne l'accès gratuit aux consultations généralistes de l'hôpital public mais elle est loin de tout couvrir et certains services ne sont pas disponibles dans tous les hôpitaux. Un personnel largement insuffisant et des moyens logistiques limités renforcent la mauvaise réputation de l'hôpital public. Le secteur libéral en profite et les cabinets de dentistes ouvrent à tous les coins de rues.

« Pour une échographie ou une opération, nous sommes parfois obligés d'attendre trois mois à l'hôpital de Ramallah. Alors nous allons chez un spécialiste et payons le prix fort », témoigne Norma Jasser, venue avec son fils pour une visite de routine. Sa famille ne peut pas se permettre de souscrire à une assurance privée (en moyenne 500 dollars par an et par personne) qui prendrait en charge ces frais onéreux. À Ramallah, la consultation chez un spécialiste avoisine les 100 shekels, c'est quatre fois plus pour la pose d'un plombage chez le dentiste.

Pour payer, les Palestiniens cassent leurs tirelire, font appel à la solidarité familiale ou vendent les bijoux de famille. Chez les Bédouins, installés pendant l'été à quelques kilomètres en contrebas de Taybeh, en pleine zone C, c'est le bétail qui est sacrifié. Minwir Kaabnah est le chef du camp. Récemment, la communauté a dû trouver 16 000 shekels pour l'opération à cœur ouvert d'un vieillard de la tribu et deux nuits à l'hôpital de Ramallah (500 shekels la nuit).

### L'hiver, se soigner devient plus difficile

Hormis ces coups durs, l'accès à la santé leur est bien plus facile qu'il y a une vingtaine d'années : « Nous avons des voitures, des téléphones portables pour appeler des ambulances quand il y a un problème, détaille le patriarche, entouré de ses fils et ses neveux. Les jeunes sont formés aux gestes de premiers secours. Grâce au dispensaire, nos femmes peuvent aller vérifier que tout se passe bien pendant leur grossesse et nos enfants sont vaccinés contre le tétanos, la polio, etc. Nos vies sont aux mains de Dieu mais un coup de pouce est toujours bienvenu ! » Mais quand les nomades descendent dans la vallée du Jourdain, l'hiver, pour faire paître les bêtes, se soigner devient plus difficile : « Cela serait utile qu'un médecin vienne nous voir de temps en temps dans les tentes. »

Pour un cancer ou certains accidents graves, il faut négocier avec les autorités israéliennes pour être pris en charge de l'autre côté du mur, là où se trouvent les technologies les plus avancées. « Un enfant de la tribu a été mordu par un serpent une nuit. Nous avons dû attendre trois jours la permission de pouvoir l'envoyer en Israël pour qu'il soit soigné à l'hôpital Hadassah de Jérusalem », explique Minwir Kaabnah. Les Palestiniens, qui se soignent comme ils le peuvent, entre les organisations étrangères, le gouvernement et le secteur privé, ont une espérance de vie de 70 ans pour les hommes et de 73 ans pour les femmes.

**Fabien Piégay  
Laure Siegel**

# Sois diplômée... et marie-toi !

Toutes passées par le supérieur, les filles Dweikat ne trouvent pas d'emploi. Mais rêvent d'un beau mariage.

Ce soir, c'est jour de match. Les hommes du quartier sont rassemblés chez Akrima pour suivre la finale de la Ligue des Champions. Dehors, le soleil se couche sur Naplouse, à l'intérieur de l'appartement, l'ambiance monte : le Bayern Munich doit gagner ! Akrima apporte de nombreux plats concoctés par les filles de la famille de l'autre côté de la rue. Les cinq sœurs restent en cuisine. Impensable qu'elles viennent à cette heure se joindre à l'assemblée des hommes du quartier. Encore élèves, ou au chômage, et toutes célibataires, elles habitent avec leurs parents. Au fond d'une cour fleurie, sur le seuil de la maison familiale, les filles attendent leurs visiteuses. La règle est posée : pas de photos, ce n'est pas dans la coutume. Les jeunes femmes ne quittent jamais la demeure sans être voilées. Pour le moment, elles sont en pyjama.

La famille compte sept enfants. Le père était enseignant, puis employé au ministère de l'Éducation, avant de prendre sa retraite. Tout l'or de la mère est passé dans les études des premiers enfants, puis l'emprunt bancaire a pris le relais. Aujourd'hui, seule Sawsan est encore étudiante, et Salsabeel passera son bac l'an prochain. Aucune des trois filles aînées, déjà diplômées, n'a trouvé de travail.

Atika a 26 ans. Elle n'a jamais eu l'occasion de pratiquer ses compétences en management des administrations depuis l'obtention de son diplôme en 2007. Pour s'occuper, elle cuisine bénévolement pour une ONG. Après son diplôme d'enseignante, Nousiba est restée sans activité pendant deux ans, puis s'est résignée en 2007 à prendre un job



**Aïcha, qui ne souhaite pas être photographiée, est diplômée en design et dessine ces bijoux pour une association.**

© Claire Gandanger /Cuej

Source :  
Palestinian  
Central Bureau of  
Statistics (PCBS).

de vendeuse dans une boutique de vêtements. À 28 ans, la jeune femme est lasse de travailler neuf heures par jour pour 200 dollars mensuels. Elle rêve d'exercer un jour le métier auquel elle est formée, même si plus du tiers des diplômés de sa branche sont au chômage en Palestine. L'aînée, Aïcha, est sortie diplômée en design en 2003.

Neuf ans plus tard, cela ne lui a toujours rien rapporté. De 2005 à 2006, elle a travaillé dans un cabinet d'architecte mais estimait ne pas être assez payée. Elle travaille aujourd'hui comme bénévole dans une organisation à

**« Les études, c'est beaucoup de temps et d'efforts et à la fin, on n'a ni argent ni activité. »**

entre les formations universitaires et le marché du travail. Dans tous les cas, c'est finalement la

Wasta, le fait

Jénin, et dessine des bijoux. Est-ce plus difficile pour une femme de s'insérer que pour un homme ? Le grand-frère, anglophone, répond lui-même : le chômage est un énorme problème en Cisjordanie. Qu'on ne vienne pas dire que le marché du travail est fermé aux femmes en Palestine : « Ici les femmes peuvent même être ministres ou avocates, si elles le veulent », souligne Akrima, employé à l'office du tourisme par la municipalité de Naplouse. Et qu'en pensent ses sœurs ? La même chose que lui, assure-t-il en anglais aux visiteuses, sans juger utile de leur relayer la question en arabe.

## La loi du piston

Le lendemain soir, l'excitation du match est retombée. L'échange reprend avec l'aide d'une voisine francophone. Le frère est toujours présent. Aïcha, l'aînée, est très déçue. « Les études, c'est beaucoup de temps et d'efforts investis, et à la fin on n'a ni argent ni activité. C'est un leurre. » La faute à la crise d'abord. « De toute façon, il n'y a pas de travail ici. » Et puis à une inadéquation

de connaître des gens bien placés, qui a le dernier mot et pas le diplôme, assure Aïcha. Dans son cas, elle dénonce aussi la mentalité palestinienne, peu ouverte aux métiers artistiques. Parmi ses anciennes camarades de fac « beaucoup sont devenues coiffeuses ».

Contrairement aux garçons, les filles ne quittent pas la Palestine pour travailler, question de tradition, nous explique le frère. Aucune des filles de la famille ne parle anglais. Pour les trois aînées, aller à l'étranger, c'est partir dans le Golfe. Et ça n'en fait rêver aucune. Aïcha est catégorique quand elle évoque l'Arabie Saoudite : « Pour les femmes, ce n'est pas une société ouverte.

## Les maux de l'emploi

Seules 19,3% des femmes en âge de travailler, contre 70,8% des hommes, participent au marché du travail. Parmi elles, 25,5% sont au chômage. Ce taux atteint 18,6% chez les hommes. Les jeunes sont les plus touchés et parmi eux les femmes plus que les hommes : 29,8% des 15-29 ans sont au chômage, 43,5% des femmes et 26,2% des hommes. Dans cette situation, les 150 000 fonctionnaires publics font figure de privilégiés. Leurs salaires constituent l'un des moteurs principaux de la consommation.

*On est mieux en Palestine.* » De l'avenir, les trois aînées attendent surtout un beau mariage. Travailleront-elles après si elles en ont l'occasion ? Les maris qu'elles se choisiront trancheront, rappelle Akrima.

### Alternative au mariage

Car ce long chômage n'est peut-être qu'une antichambre. Le grand frère explique qu'en Palestine, les études des filles sont très importantes car « *elles constituent une assurance, au cas où il leur arriverait quelque chose de grave, ou si elles ne parviennent pas à se marier.* » Les sœurs ne protestent pas. Selon lui, ne pas réussir ses études n'a pas les mêmes conséquences pour un

garçon que pour une fille. « *Ici un garçon s'en sortira toujours. Dans le pire des cas, il peut prendre n'importe quel job dans la rue, pas une fille.* »

Mais l'avant dernière de la famille, Sawsan a encore beaucoup de projets en tête. C'est pourquoi elle ne souhaite pas se marier pour le moment. À 23 ans, elle est diplômée en droit. Après ses deux années de stage pratique, quand elle aura réussi son examen final, elle dit rêver d'ouvrir un cabinet d'avocat et surtout de pouvoir sortir de Cisjordanie. Elle se verrait bien poursuivre ses études à l'étranger : faire un master de droit international, puis une thèse. La jeune ambitieuse s' imagine un jour professeure à

l'université. Mais une question la taraude : comment réussir à venir étudier en Europe ? Ses aînés sont catégoriques : les bourses et les programmes d'études à l'étranger profitent toujours aux mêmes : c'est encore par la *Wasta* que se font les sélections.

Salsabeel pointe le bout de son nez à la porte de la cuisine. À 17 ans, la cadette est au lycée. Après son bac l'an prochain, elle espère être acceptée à Naplouse pour des études de cinéma. Sa mère, restée silencieuse pendant tout l'échange, assure qu'elle la soutient dans son choix : elle sait qu'il lui sera dur de percer, mais elle doit pouvoir faire ce qu'elle souhaite.

Claire Gandanger



## Les mécènes de la diaspora

Éducation, culture et aide aux réfugiés, les riches familles de Ramallah réinvestissent l'argent gagné à l'étranger dans les Territoires palestiniens.

**A**u-dessus de la demeure ottomane, une terrasse surplombe les rues étroites et les maisons anciennes de la vieille ville de Ramallah. Ici est le royaume de Ramzi Abu Redwan, violoniste palestinien, qui, à l'âge de huit ans, jetait des pierres lors de la première Intifada. Il dirige aujourd'hui Alkamandjati, un conservatoire de musique pour enfants palestiniens. Comme en raccourci de l'histoire palestinienne, Ramzi Abu Redwan a trouvé refuge dans un lieu symbolique de la ville grâce à deux familles : la famille Khalaf a offert la maison, la famille Al-Qattan a financé la restauration, et accorde chaque année des bourses

d'études à l'étranger à une dizaine d'élèves.

Les Khalaf, l'une des familles fondatrices de Ramallah, alliés aux Al-Qattan, riches Palestiniens de la diaspora, sont omniprésentes aujourd'hui comme hier dans l'esprit des Palestiniens. Comme on ne prête qu'aux riches, la légende prétend même que l'un des quatre lions de la place Al-Manara, au centre de Ramallah, représente leur puissance.

Karim Hanna Khalaf, l'un des membres du clan, a été maire de Ramallah de 1972 à 1982. Destitué par les Israéliens, il est mis en résidence surveillée à Jéricho jusqu'à sa mort, en 1985. Artisan de l'union entre chrétiens et musulmans, une croix >>>

**Portraits de famille au restaurant Darna, à Ramallah, l'un des trois établissements de la famille Khalaf.**

© Renaud Février /Cuej

>>> et un croissant ont été sculptés sur son tombeau à Ramallah. Après des études supérieures à l'étranger, ses neveux, Ziad, 56 ans, chemise déboutonnée et manches retroussées, et Osama, 53 ans, costume-cravate, sont revenus chez eux poursuivre les œuvres de leurs ancêtres. En 2003, en pleine seconde Intifada, Osama ouvre le restaurant Darna « pour redonner à la ville la vie qu'Israël lui a ôtée ». L'établissement est aujourd'hui le lieu de rencontre de l'élite palestinienne, fréquentée par les hommes d'affaires, les politiques et les expatriés. La famille possède trois restaurants. Un quatrième est en construction et un hôtel aussi.

Après douze années en tant qu'enseignant à l'université de Bir Zeit, Ziad Khalaf, l'aîné de la famille a, lui, laissé le business familial à Osama pour s'investir dans le social. Depuis 1998, il est à la tête de la fondation Abdel Mohsen Qattan (A.M. Qattan), l'une des deux plus importantes ONG locales, créée et enregistrée à Londres comme association charitable en 1994 par Abdel Mohsen Al-Qattan et sa femme Leila. Elle se consacre au développement de l'éducation et la culture dans les Territoires palestiniens. Originaire de Jaffa, ville la plus importante de la Palestine sous mandat britannique, la famille d'Abdel Mohsen Al-Qattan doit quitter la région en 1948 après la création de l'État d'Israël. Elle se réfugie à Amman, en Jordanie. Plus tard, Abdel Mohsen immigré au Koweït où il quitte l'enseignement pour devenir contrôleur général au ministère de l'Eau et de l'Électricité. En 1963 il y crée Al-Hani, une société de construction et de négoce, qui devient très vite l'un des cabinets les plus importants du pays avec le boom pétrolier.

### Un centre culturel à Londres

Belle réussite, bonne fortune. Abdel Mohsen décide conformément à la tradition de consacrer une partie de son argent aux œuvres charitables. En 1983, il se joint à d'autres hommes d'affaires palestiniens de la diaspora ou restés dans les Territoires pour créer l'association Welfare. Ils sont 50 au départ. Chacun verse un million de dollars pour abonder l'ONG qui devra venir en aide aux réfugiés en souffrance. Aujourd'hui l'association Welfare regroupe 150 membres. Depuis la première Intifada, elle reçoit des aides étrangères provenant notamment des pays arabes et de l'Union européenne. Onze ans plus tard, installé à Londres, Abdel Mohsen Al-Qattan crée la fondation qui porte son nom sans cesser d'administrer la première. Rares sont les ONG locales qui ne reçoivent pas des subventions de l'une de ces deux associations.

La fondation Qattan a trois principaux programmes : un centre pour la recherche et le développement de l'enseignement, qui forme les futurs enseignants ; un centre pour les enfants de Gaza, qui reçoit chaque année 35 000 enfants défavorisés et leur donne la possibilité de s'instruire ; un programme culturel qui aide les jeunes artistes à

**En 1983, 50 hommes d'affaires créent une ONG et lui versent un million de dollars chacun.**

développer leur créativité dans tous les domaines. Son budget 2011 s'élevait à 2 289 024 livre sterling (2 857 617 euros) « 68% de ce budget provient de la famille. Le reste vient des aides étrangères et de l'argent collecté à la Mosaic rooms à Londres (un centre culturel pour la promotion de la culture du monde arabe) », explique Ziad Khalaf. La fondation emploie aujourd'hui près de 86 personnes, dont 45 dans le centre pour enfants de la bande de Gaza, 4 à Londres et 37 à Ramallah. Pendant l'été, 20 à 30 personnes supplémentaires sont embauchées pour renforcer les équipes. Ce sont ainsi des milliers de Palestiniens, adultes et enfants, qui bénéficient gratuitement chaque année de ses activités. « Tant que la situation économique en Cisjordanie et à Gaza ne sera pas stabilisée, nos programmes seront toujours gratuits, espère Ziad Khalaf. Mais dans le futur, si tout rentre dans l'ordre, on demandera une contribution symbolique. »

### Les expatriés reviennent investir

Depuis l'entrée en vigueur des accords d'Oslo, beaucoup d'hommes d'affaires de la diaspora sont revenus investir dans les Territoires palestiniens. En 1998, Sari Hanafi, sociologue franco-palestinien évaluait leur apport pour l'année précédente à 410 millions de dollars, dont 76% d'investissements. Le plus célèbre aujourd'hui est Monib Al-Masri, dont le palais florentin domine Naplouse. Il préside le conseil d'administration du groupe Padico, une société holding au capital de 350 millions de dollars créée en 1993, très présente dans le secteur immobilier à Ramallah et dans d'autres villes palestiniennes. Également à la tête de la société de télécommunication palestinienne Paltel, il contrôle le tiers des investissements du secteur privé avec 47 000 salariés.

Leyla Doup Kaigama

### Fouiller et reconstruire

Redonner vie aux ruines architecturales, c'est l'objectif que s'est fixé Souad Amiry, architecte palestinienne. En 1991, elle crée à Ramallah l'association Rewaq pour faire de sa passion, la restauration des bâtiments historiques, une source de création d'emplois. « Lorsque Souad s'est lancée dans ce projet, personne n'y croyait, on la prenait pour une folle, explique Fida Touma, la co-directrice de l'association. 20 ans après, tout le monde reconnaît son succès. » Le grand défi de Rewaq aujourd'hui est de rénover 50 villages palestiniens afin d'y faire revenir la population et par la même occasion y créer une économie. L'association Rewaq n'a jamais reçu d'aide de l'Autorité palestinienne. En 2009, se-

lon Fida Touma, celle-ci a promis un don de près d'un million de dollars qui n'a jamais été versé. « On n'en veut pas à l'Autorité, c'est plutôt elle qui a besoin de notre aide », ironise-t-elle. L'association qu'elle dirige vit donc exclusivement d'aides étrangères avec un budget variant entre 1,5 et 2 millions de dollars abondé par le constructeur d'automobile Ford, l'association suédoise Sida, l'Allemagne, la Belgique, l'Union européenne, et les fonds arabes pour le développement économique et social. L'une des conditions d'octroi de ces fonds est de prouver qu'il ne s'agit pas d'une activité lucrative. A Rewaq, 90% des dépenses passent dans les projets de rénovation. **LDK**



## Hébron est entre leurs mains

Une dizaine de familles possèdent ici usines, magasins et lieux culturels, symboles d'une puissance ancienne et tenace. Elles règlent aussi les affaires familiales et les conflits.

**Le patriarche de la famille Al Natsheh (à gauche) vient deux heures par jour dans cette quincaillerie pour échanger avec les membres de sa famille.**

© François Régner /Cuej

**F**in de matinée, à Hébron. Abu Jawad, 82 ans, sirote son café noir dans la petite quincaillerie familiale où s'empilent corbeilles colorées et fournitures de bricolage. L'homme au keffiyeh impose plus par son statut et son expérience que par sa silhouette. Tous les jours dans cette boutique défraîchie, le patriarche (*Mukh'tar* en arabe) de la famille Al Natsheh - 15 000 membres à Hébron - donne audience aux siens pendant deux heures. Les Hébronites ont la réputation d'être têtus mais doués en affaires. La ville est un carrefour économique qui génère 60% de l'activité commerciale palestinienne. Ici, « *quand tu as dix shekels, tu pèses dix shekels* », dit le proverbe. Avec près de 3500 entreprises, le district représente à lui seul un tiers du PIB du territoire. C'est aussi un point de jonction avec l'économie israélienne. Les licences d'importations et d'exportations font et défont les fortunes. D'où l'importance d'être pragmatique avec Israël.

Les Al Natsheh ont fait fortune dans la fabrication de chaussures, de vêtements, de céramique, de verre, ou encore l'importation de gaz et de voitures. Leur nom est partout : sur les enseignes des magasins, les agences de change, les usines, le fronton d'une clinique de la vieille

ville, celui d'une médiathèque et aussi sur la plus grande station d'essence de la cité appelée Al-salam (la paix). Construite il y a une quinzaine d'années, cette dernière a obtenu un permis israélien. « *C'est vraiment rare qu'ils en délivrent* », admet le patriarche. L'influence du nom de la famille et un « *partenariat* » avec le maire israélien de l'époque (la ville était alors sous occupation) ont facilité son ouverture et son approvisionnement continu.

Pas moins de dix autres clans tiennent d'une poigne de fer l'économie locale. Les Herbawi possèdent une usine de papier et de matelas, et les Al Qawasmeh sont spécialisés dans le bâtiment, les chaussures et le cuir. Basel Al Natsheh, profes-

seur d'économie à l'université d'Hébron - fondée en 1967 par un Al Jabari - parle d'un « *family business* », qu'il décrit comme « *la colonne vertébrale de l'économie hébronite. Les chefs d'entreprise emploient d'abord leurs enfants, leurs cousins, des gens proches. C'est ce qu'on appelle la wasta, le piston* ». Ici, on n'aime pas que l'argent sorte de la famille.

### Les affaires se règlent au diwan

Depuis dix ans, Abu Jawad Al Natsheh gère les affaires familiales dans son *diwan*, le quartier général de sa tribu. Une bâtisse en pierres de taille implantée au cœur de la ville depuis plus d'un siècle. Il suffit d'indiquer diwan Natsheh à un chauffeur de taxi pour s'y rendre. C'est là que le patriarche règle

contrats de mariage, divorces, mais aussi conflits. Aujourd'hui encore, lorsqu'éclate un différend entre deux grandes familles, ni la municipalité ni la police ni la justice n'interviennent. « *Quand il y a un problème à Hébron, les patriarches concernés se réunissent.*

*On prépare le café noir, on s'assoit pour discuter et on ne le boit pas tant que la famille de la victime n'a pas reçu satisfaction* », explique le vieil homme au regard sombre. Une somme d'argent, l'*A'twa*, est généralement versée pour apaiser

>>>

**« Toutes les familles ont un Conseil de sages, comme un Parlement. C'est un État dans l'État. »**

>>> les tensions. En cas d'homicide, le tarif varie entre 50 000 et 100 000 dinars jordaniens (56 000 et 112 000 euros).

### Les coutumes plus fortes que les lois

Les Natsheh ont la réputation d'être plus enclins au compromis que les Al Jabari ou les Abu Eisheh. Sauf pour ce qui concerne les femmes. Dans les cas les plus extrêmes, la résolution du conflit est radicale. « *Il y a deux ans, un chauffeur de taxi voulait approcher une fille de la famille, raconte Muneer Al Natsheh, professeur de chimie à l'université d'Hébron. Il l'a droguée pour l'endormir. Pour la venger, des membres de la famille ont exécuté le coupable.* » « *Ici, il n'y a pas de loi mais des coutumes. La tribu c'est un mode de vie* », explique son cousin Basel. Chacune a son propre système d'élection. « *Toutes les familles ont un conseil de sages, comme un Parlement. C'est un État dans l'État* », poursuit Basel. Mais le modèle économique qui a fait la puissance des grandes familles se voit menacé depuis le début des années 2000 par un nouveau type d'entre-

preneur, enrichi par le commerce avec la Chine, deuxième pays d'importation après Israël. Sans regard pour les emplois locaux, ces nouveaux riches multiplient les importations de biens à bas prix dont, par exemple, les chaussures. Conséquence : les usines des grandes familles qui embauchaient 40 000 personnes à la fin des années 1990 ont vu leur nombre d'ouvriers divisé par dix depuis. Via Hébron, le marché cisjordanien se trouve aujourd'hui envahi par les contrefaçons et les produits bon marché.

Cet esprit d'entreprise s'affiche au Forum des businessmen d'Hébron, club select où la cotisation remplace l'élection pratiquée par la Chambre de commerce et d'industrie, et où l'on préfère le costume au keffieh. Cette évolution désole un membre de la famille Natsheh, inquiet devant la dégradation des valeurs familiales au profit d'une montée de « *traditions plus occidentales qui influencent les jeunes Hébronites* ».

Marine Daviller  
François Régnier

## Le mariage, 10 000 dinars maxi

En 2010, de riches familles se sont mises d'accord pour diviser par trois les dépenses des fêtes.



riée a été revue à la baisse : « *Le jour de la cérémonie, la femme reçoit une partie de l'or promis (entre 50 et 100g). Le reste est inscrit sur le contrat et l'épouse ne pourra l'obtenir qu'en cas de divorce* », indique le texte qui limite également le nombre de fêtes et d'invités.

### Tous les frais à l'homme

C'est un véritable soulagement pour les familles qui ont plusieurs fils. La tradition veut que l'homme paie tout, ou plutôt sa famille : de la robe de mariée à la location de la salle, en passant par les nombreux repas, sans oublier la construction d'un étage supplémentaire pour le jeune couple. Ce fardeau financier incite les jeunes gens à travailler en Israël et les empêche de se marier avant d'avoir amassé le pécule nécessaire.

Mais cet accord, plébiscité par les deux tiers des familles d'Hébron, n'a pas valeur de loi. S'il proscrit les feux d'artifices et les pétards, il n'est pas rare, dès la tombée de la nuit, d'entendre leurs crépitements dans les rues de la ville.

Éléa François

**U**n mariage palestinien n'est pas à la portée de n'importe quelle bourse. En moyenne, il faut compter plus de 22 000 dinars jordaniens (24 000 euros). Face au ralentissement de l'économie, les grandes familles d'Hébron ont signé, en 2010, un contrat pour diminuer le coût de la cérémonie.

Ce texte entend diviser par trois les dépenses liées au mariage, se-

**Fleurs naturelles, divan blanc, décors fastueux, rien n'est trop beau pour ce mariage à Hébron.**

© François Régnier /Cuej

lon le mufti Mohammed Maher Shawkat Maswadeh. « *Avant, il fallait près de 30 000 dinars jordaniens pour se marier. Maintenant, si les familles respectent l'accord, 5000 à 10 000 suffisent largement* », juge celui qui a participé à la rédaction du contrat. Pendant deux mois, les représentants des familles ont négocié une série de douze propositions. La quantité d'or donnée à la ma-

# Vertiges immobiliers



À la suite de la seconde Intifada, Ramallah a vu sa population multipliée par trois. Par manque d'espace, les prix ont explosé.

**Dans les nouveaux quartiers, le prix du mètre carré dépasse désormais les 1 000 dollars.**

© Laure Siegel /Cuej

**B**âtiments de béton et échafaudages. Sous un soleil de plomb, des dizaines d'ouvriers s'activent sur les nombreux chantiers de Ramallah, perchés sur les collines qui bordent le centre historique. Autour des prestigieux bureaux du Premier ministre, ou à deux pas de la Moqata'a, place centrale de l'Autorité palestinienne, au nord-est, des villas de pierres blondes et des tours de verre et de métal découpent le paysage. Al Balou, Al Maysoun, Ein Munjed sont les nouveaux quartiers huppés et prisés de la capitale administrative provisoire des Territoires palestiniens. Depuis quelques années, des sièges d'entreprises, les institutions de l'Autorité palestinienne et des appartements de standing s'y installent. Parallèlement à la multiplication des constructions, le coût des terrains et des locaux a explosé. « En trois ans, on est passé du simple au double. Désormais, dans les nouveaux quartiers, le prix du mètre

carré dépasse les 1000 dollars. Seuls des fonctionnaires ou des employés d'entreprises étrangères peuvent s'offrir un logement », explique Fida Nasser Aldeen, à la tête de l'agence immobilière Mazaya properties.

L'agent immobilier a constaté personnellement cette inflation. Il y a six ans, elle achète un appartement de 360 m<sup>2</sup> à Al Maysoun pour 170 000 dollars. Aujourd'hui, dans le récent immeuble voisin, un lot similaire nécessite 350 000 dollars.

« C'est totalement irrationnel, estime Tareq Touqan, avocat spécialiste dans l'immobilier pour le cabinet Equity. Les investisseurs étrangers sont arrivés et ont acheté sans négocier. L'effet domino n'a pas tardé. Chacun voulait vendre au prix du voisin. Aujourd'hui, pour un dunum de terrain (1000 m<sup>2</sup>, ndlr) il faut aligner un million de dollars. »

Le phénomène n'est pas juste un jeu de spéculation. Cette surenchère est liée à la récente histoire palestinienne. Durant la seconde Intifada, l'armée israélienne Tsahal déployée dans les territoires palestiniens gèle le pays. Un couvre-feu est déclaré dans plusieurs villes. Naplouse, capitale économique historique, est étouffée.

« Le blocus israélien a poussé les entreprises à venir s'installer à Ramallah. Les employés et les fonctionnaires ont suivi. En 1996, l'Autorité palestinienne s'y est installée et en a fait la capitale administrative. La seconde Intifada en a fait la capitale éco-

nomique », résume Bassam Shalam, directeur général adjoint en charge du logement au sein du ministère des Travaux publics et du logement. En dix ans, Ramallah est passé de 14 000 à 45 000 habitants. >>>

**« Les investisseurs étrangers sont arrivés et ont acheté sans négocier. »**

>>> À cette croissance vélocité s'ajoutent des dédales administratifs propres aux Territoires palestiniens. Ramallah et les villes voisines d'Al-Bireh et Béthunia sont en zone A, sous autorité palestinienne. Les terrains attenants sont quant à eux situés en zone B et en zone C et leur construction dépend de l'administration civile israélienne (Cogat). « *L'espace de construction est très réduit. Nous ne pouvons plus nous étendre, c'est pour cela que des tours poussent un peu partout. C'est une conquête par la verticale* », constate Fida Nasser Aldeen. La croissance continue de la population dans un espace limité tire inévitablement les valeurs immobilières vers le haut.

Sources :  
Ministère des Travaux publics et du logement, Municipalité de Ramallah et Palestinien Central Bureau of Statistics.

Shireen, 33 ans, travaille pour une banque américaine. Avec un salaire d'environ 1900 dollars, elle scrute les annonces d'appartements. Ramallah jugé trop cher, elle lorgne du côté de Béthunia, valeur montante du

marché immobilier mais encore abordable. « *Je veux être propriétaire car c'est un investissement d'avenir pour ma famille et moi* », justifie-t-elle. Mariée à un salarié d'une ONG et mère d'un enfant, la jeune femme pense pouvoir s'offrir un logement de 150 m<sup>2</sup> pour environ 75 000 dollars.

Pour y parvenir, l'employée de banque aura « sans doute » recours à un crédit. Une pratique de plus en plus courante dans un marché aux prix élevés (*lire aussi p. 26-27*). Il y a deux ans, l'Autorité monétaire palestinienne a poussé les établissements financiers à augmenter les crédits, notamment dans le domaine de l'immobilier. L'Arab Bank propose à ses clients des prêts avec un taux d'intérêt de 6% sur 25 ans. Cette offre monte jusqu'à

150 000 dollars sans hypothèque, 500 000 dollars avec.

La course à l'emprunt est un phénomène nouveau. Les experts ne semblent pas pour autant s'inquiéter d'un scénario à l'américaine. « *Ici, les banques demeurent très conservatrices. La prise de risque ne fait pas partie*

**« Nous ne pouvons plus nous étendre, c'est pour cela que des tours poussent un peu partout. »**

*de la culture* », estime Tareq Touqan. La loi palestinienne limite aussi le phénomène : un client ne peut rembourser mensuelle-

ment une somme supérieure à 40% de ses revenus.

Fida Nasser Aldeen note néanmoins que depuis peu les banques accordent moins de crédits immobiliers. Après des années florissantes, l'économie palestinienne connaît un ralentissement. « *Le chômage et l'instabilité des emplois ont grimpé en flèche,*

## Rawabi, rêve de vie moyenne

Financée par des fonds privés, la première ville nouvelle de Palestine est sortie de terre au nord de la capitale.

**I**ci la mosquée, l'église à l'opposé et dans le centre, une voie réservée aux piétons. » Du bout du doigt, Nisreen Shaheen, directrice de la fondation Rawabi désigne ce que devrait être la première ville planifiée de Palestine. Pour l'heure, ce n'est qu'une maquette. A l'extérieur, à neuf kilomètres au nord de Ramallah, au milieu des oliviers, seule une barre d'immeuble est en construction.

A l'origine du projet Rawabi : Bashar Masri. L'homme d'affaires, issu d'une des familles riches de Naplouse, veut faire sur sa terre natale ce qu'il a déjà fait au Maroc, en Egypte et en Jordanie : bâtir des logements à prix accessibles pour la nouvelle classe moyenne diplômée palestinienne.

### 23 quartiers, 5000 logements

Associé à Qatari Diar, un fonds souverain de l'Emirat, Bashar Masri et sa holding Massar international est à la tête du plus grand investissement privé jamais réalisé en territoire palestinien : 850 millions d'euros. À ce prix, rien ne semble impossible. Pas même privatiser la deuxième plus grande des parcelles de la zone A. Sur environ 6,3 millions de m<sup>2</sup>, Masri veut bâtir 23 quartiers, 5000 logements, pour accueillir 25 000 personnes. Plus tard, la population comptera 40 000 âmes et 3000 à

5000 emplois permanents seront créés, surtout dans les nouvelles technologies, assure-t-il. Un petit Ramallah, en moins cher. Pour des appartements allant de 127m<sup>2</sup> à 258m<sup>2</sup>, les prix oscillent entre 75 000 et 160 000 dollars. Mais l'ambition de Rawabi ne s'arrête pas là. Ses créateurs veulent insuffler un art de vivre résumé par ce slogan : « *Vivre, travailler, grandir* ». Au chaos de

l'urbanisme cisjordanien est opposée une organisation pensée par des universitaires de la région et le cabinet d'architecture Aecom. Finis les embouteillages et leur symphonie de klaxons, promet-on. Des espaces verts seront aménagés et des bornes dispersées partout en ville pour encourager l'utilisation de la voiture électrique. Même les indéboulonnables citernes d'eau noires sur les toits seront remplacées par un système de récupération des eaux usées.

Le financement des infrastructures promis par l'Autorité palestinienne lors d'un accord en 2008 tarde à venir ? Tant pis, le projet se fera sans. « *La fondation Rawabi va débloquent des fonds*



**850 millions d'euros ont été investis dans le projet Rawabi, mais l'ambition immobilière se heurte à l'occupation.**

© Fabien Piégay /Cuej

rapporte la responsable de Ma-zaya properties. *Les banques ne trouvent plus des emprunteurs aussi facilement qu'avant. Les propriétaires vont devoir baisser les prix ou les acheteurs se feront rares.* »

Pour Bassam Shalam, la réduction de la pression démographique et des demandes de logements à Ramallah, passerait idéalement par un retour d'une partie des habitants de la capitale vers les villes et villages qu'ils ont quittés lors de la seconde Intifada. *« Cela nécessiterait d'entreprendre des programmes immobiliers là-bas, mais nous n'avons pas les ressources financières, regrette le représentant du ministère du Logement. Et puis rien ne dit que ces gens accepteraient. Ils craignent tous un nouveau blocus israélien. Ils préfèrent s'organiser, partager un appartement plutôt que vivre en dehors de Ramallah. »*

La maire de la cité, Janet Mikhail,

nourrit d'autres espoirs. *« Je souhaite qu'on ne construise pas de des buildings. La solution serait d'étendre Ramallah en zone C »,* assure-t-elle. Hypothèse illusoire. En 2011, 60 infrastructures financées par l'Union européenne en zone C ont été détruites par l'armée israélienne.

En attendant, la marche en avant se poursuit. L'Ersal Center, gigantesque complexe de treize tours s'étendra sur 50 000 m<sup>2</sup> et accueillera bureaux, hôtels de luxe, magasins et logements de haut-standing à Al-Bireh. Coût de l'opération : 400 millions de dollars financés par une holding saoudienne et le Fonds d'investissement palestinien, bras financier de l'Organisation de Libération de la Palestine, directement contrôlé par le président Abbas. Les trois premières tours devraient être livrées au cours du premier trimestre 2014.

**Renaud Février  
Fabien Piégay**

*pour construire l'école, des parcs. On ne peut pas attendre !»,* clame Nisreen Shaheen. Mais, le volontarisme a ses limites. Annoncés en 2010, les premiers arrivants sont attendus pour l'été 2013. Rawabi est rattrapée par les contraintes du territoire palestinien. Bien que basée principalement en zone A, 2,8 kilomètres de la route d'accès passent en zone C. En 2008, les promoteurs demandent l'agrandissement de cette route jugée trop étroite pour faire venir les engins de construction et acheminer les futurs habitants. Malgré le soutien de Condoleeza Rice, alors secrétaire d'Etat américaine, ce n'est qu'en janvier 2012 que l'administration civile israélienne accorde l'autorisation temporaire d'emprunter la voie, renouvelable annuellement. *« Seuls 20 camions pouvaient venir chaque jour. Désormais, on peut compter sur une centaine et les travaux vont pouvoir accélérer »,* espère Nisreen Shaheen.

### « Colonisation palestinienne »

Et si Israël ne renouvelle pas l'autorisation ? *« Nous ferons comme les colons, nous continuerons à utiliser la route et les mettrons devant le fait accompli »,* lance la directrice de la Fondation. Le village voisin, Atteret, est une colonie. Depuis le début du projet, ses habitants condamnent la ville nouvelle allant même jusqu'à évoquer une « colonisation palestinienne » de la Samarie. Cette présence n'inquiète pas pour autant Nisreen Shaheen qui résume son état d'esprit par un lapidaire : *« Quand ils partiront on s'agrandira, Inchallah ! »* F.P.

## Bethléem recherche industriels

Une zone attend les entreprises depuis deux ans.

**S**ur une partie des vingt hectares de terrain caillouteux censé accueillir la zone industrielle de Bethléem (ZIB), trônent deux centrales électriques, un réservoir d'eau pour alimenter les entreprises et un grand bâtiment administratif. À l'intérieur, certains bureaux sont encore en chantier, notamment ceux de la banque où seront payés les ouvriers. Elie Shehadeh, l'un des représentants de la Bethlehem Multi Purpose Industrial Park (BMIP), société franco-palestinienne chargée de développer la ZIB, annonce d'un air épuisé le début de la construction de la première usine palestinienne pour le 23 mai. Pourtant, la veille, rien ne le laissait imaginer.

En 2008, la France avait signé un partenariat avec l'Autorité palestinienne pour la création de cette zone, et versée dix millions d'euros. En avril 2010, les principales infrastructures construites, la ZIB est inaugurée. Deux ans plus tard, aucun investisseur ne s'est présenté à cause de la lenteur des négociations qui fixent le coût des loyers de chaque entreprise. La BIMIP a donc mis en place une offre promotionnelle. *« Nous allons proposer le premier lot de terrain de 40 000 m<sup>2</sup> à 4,25 dinars le m<sup>2</sup> par an au lieu de 8,5 pendant les dix premières années »,* explique Elie Shehadeh. Avec cette stratégie, il espère attirer cinq entreprises d'ici fin 2012 *« pour encourager les investisseurs étrangers qui hésitent. »* Cette ZIB est le projet le plus avancé depuis la fermeture de la zone industrielle de Gaza, en 2007, à la fin de la deuxième Intifada. À Jéricho, une partie des infrastructures d'un projet réalisé en partenariat avec le Japon est prête et l'Autorité >>>

### Gardes privés

Le marché de la sécurité privée prospère : ancien de la sécurité préventive du Fatah, Madji Atari, fondateur de Palsafe, plus grosse boîte de sécurité privée de Cisjordanie, l'a compris dès 2006. Au sortir de la seconde Intifada, une grande partie du matériel des forces de sécurité palestiniennes a été détruit par les bombardements israéliens.

A Palsafe, ce n'est pas le diplôme qui compte : ex des services du Fatah dont l'expérience est appréciée ou jeunes sportifs au physique approprié, 650 employés répartis dans les zones urbaines de Cisjordanie assurent aujourd'hui la sécurité et le gardiennage des entreprises Jawaal, Coca-Cola, d'ambassades, de consulats, de banques, des bars branchés et de villas. **LS**



>>> palestinienne espère trouver un promoteur pour 2013. A Jénine, le projet mené sous la houlette de l'Allemagne et de la Turquie n'est pas plus avancé. Bethléem fait figure de test. « *Techniquement tout est prêt, mais on n'est*

*jamais à l'abri avec les Israéliens. La réussite de ce projet dépend du politique* », affirme Khaled A'mleh, l'un des responsables. Il a fallu près d'un an et demi pour avoir l'autorisation de construire une route sur 700 mètres pour

relier la ZIB à Israël. Les Territoires palestiniens n'ayant ni port ni aéroport, il faudra également négocier pour faire rentrer les matières premières et sortir les produits finis.

Leyla Doup Kaïgama

## Les bons coups du téléphone

Success story palestinienne, le secteur des télécoms a explosé en dix ans. Mais commence à saturer.

**T**éléphones portables, puces, cartes de recharges et accessoires, je vends de tout ici. Et je fais aussi de la réparation et de la vente d'occasion. » Amer Habob, 41 ans, est propriétaire d'un petit magasin à Ramallah. Après des études dans l'électronique, le vendeur, réfugié installé dans le camp d'Al Amari, se lance avec son frère sur le marché de la téléphonie mobile. C'était il y a onze ans. « *On était les deuxièmes à ouvrir boutique à Ramallah, précise le père de famille. A l'époque, c'était tout nouveau et ça marchait très bien.* » Depuis, le nombre de vendeurs de mobiles et de recharges a explosé. 80% des Cisjordaniens possèdent au moins un portable.

Le boom des télécommunications palestiniennes apparaît comme une réussite majeure de l'économie de marché. Le secteur est né au lendemain des accords d'Oslo, lorsque l'État hébreu a concédé l'exploitation totale de son système de télécommunications à l'Autorité palestinienne. Revendus l'année suivante à la toute jeune *Palestinian Telecommunication Company* (Paltel) – possédée par la société *Palestine development and investment company* (Padeco) – les infrastructures et le réseau sont alors entièrement privatisés. L'Autorité palestinienne fait même le choix

d'accorder un monopole de cinq ans pour le marché du mobile. Objectif : encourager l'investissement privé dans le secteur malgré les risques économiques et politiques

de la région. Après des débuts hésitants (Jawwal a dû attendre l'an 2000 pour se voir accorder ses fréquences par le gouvernement israélien), la compagnie s'est vite développée. Les territoires, divisés et morcelés par les check-points puis par le mur, étaient demandeurs.

« *Nous sommes aujourd'hui la plus grosse entreprise de Palestine et le deuxième employeur après l'Auto-*

*rité palestinienne, avec 3000 salariés et quelques dizaines de milliers d'emplois indirects,* claironne le PDG du groupe, Ammar Al-Aker. *On a 400 000 abonnés à notre réseau de lignes fixes et 2,5 millions de clients mobiles.* » Avec 522 millions de dollars de résultat net en 2011 (en augmentation de 9,4% par rapport à 2010), Paltel a plutôt bien résisté à l'entrée sur le marché de son concurrent Wataniya. Créé en 2006, ce consortium du groupe *Qatar Telecom* et du Fonds palestinien d'investissement, détenu par l'Autorité et soutenu par Tony Blair, n'a obtenu ses fréquences qu'en 2009. Il se livre depuis à une compétition féroce contre le géant du secteur qu'il

**« Nous sommes le deuxième employeur après l'Autorité palestinienne. »**

accuse de pratiques anti-concurrentielles. Ammar Al-Aker nie : « *On avait un monopole sur les lignes fixes, mais il a pris fin en 2006 et personne n'a pris le risque d'entrer sur le marché.* »

*Pour les portables, on n'a jamais*

*vraiment été en position de monopole à cause de la concurrence des Israéliens.* » Les opérateurs téléphoniques de l'Etat hébreu, dont les antennes sont érigées dans les colonies, réussissent à couvrir tout le territoire palestinien.

Avec plus de 500 000 clients, Wataniya a obligé Paltel à réagir : « *Le marché est presque saturé, confie Ammar Al-Aker. Désormais, quand Wataniya gagne un client, nous en perdons un.* » En réalité, la plupart des Palestiniens possèdent deux portables, un Jawwal et un Wataniya, en raison du coût des appels d'un opérateur à l'autre. « *La compétition est dure. Nous avons donc choisi de communiquer sur le social* », poursuit le PDG, dont l'entreprise a imprimé T-shirts et drapeaux à l'occasion de la commémoration annuelle de la Nakba. Reste que les deux concurrents ont un adversaire commun, le ministère de la Défense israélien, qui restreint leur développement. « *Les opérateurs n'ont même pas le droit d'installer de commutateurs en Cisjordanie. Alors on n'est pas prêt d'avoir la 3G !* », explique Florid Zurba, directeur de l'unité de régulation du ministère des Télécommunications. Pour lui, les Israéliens empêchent l'essor du secteur. « *Ils invoquent des questions de sécurité. En réalité, ils ont peur que le secteur se développe. Car les communications faciliteront le développement économique de la Palestine et amélioreront aussi la circulation des informations à caractère politique.* »

Renaud Février



**Amer Habob (au milieu) a ouvert sa propre boutique de téléphonie fin 2011.**

© Renaud Février /Cuej



## L'or blanc de Palestine

De l'extraction des blocs au polissage des plaques, la pierre de Jérusalem est un secteur florissant. 5% du PIB palestinien dépend de sa commercialisation.

**A**u volant de son camion, Mohammad Amar cahote sur les étroits chemins poussiéreux de la carrière d'Alshoyoukh, au nord d'Hébron, où il travaille depuis deux ans. 20 km<sup>2</sup> de roche blanche où s'agitent excavatrices, tronçonneuses et bulldozers. Trois entreprises concessionnaires y extraient des blocs de pierres destinés pour l'essentiel à la zone industrielle sud de la cité hébronite, où 200 entreprises de taille, de finition et de polissage sont implantées. « Je fais neuf aller-retour par jour, explique Mohammad Amar. Cela fait une trentaine de blocs. » Sous le soleil de midi, il embarque son cinquième de la journée. Sur le chemin du retour qui mène à Hébron, il pointe du doigt une luxueuse villa noyée dans la verdure en contrebas. « C'est celle de mon patron Abeed Elsamad

*El Atrash.* » Visiblement, cette pierre dite de Jérusalem vaut de l'or. En 2011, la filière affiche un chiffre d'affaires de 400 millions de dollars, soit 5% du PIB de la Cisjordanie, selon l'Union de la pierre et du marbre. Dans la zone industrielle, des berlines allemandes et des 4x4 derniers cric stationnent dans un nuage de poussière. Abu Adel Rajabi dirige l'entreprise Al-Bondikeye. Il l'a acquis en 2010 pour s'étendre, après 20 ans d'exploitation d'une carrière. « Le secteur marche fort, confie l'entrepreneur. Depuis 2007, le bâtiment a repris en Cisjordanie et l'on vend bien en Israël. »

Abu Adel Rajabi y exporte blocs de calcaire brut et dalles ouvragées. 65% des exportations cisjordanaises se font vers ce voisin. Mais l'entrepreneur ne souhaite révéler ni son chiffre d'affaires ni son salaire. « Je gagne beaucoup mais c'est secret. La concurrence

est forte à Hébron. Je ne veux pas attiser les jalousies », lâche-t-il dans un sourire, en caressant sa barbiche. Il a six employés qui touchent près du double du salaire moyen. « Mais lorsque les commandes sont plus nombreuses, notamment en été, ça peut monter jusqu'à dix ouvriers. »

### Une filiale en Turquie

La filière pierre est l'un des plus importants pourvoyeurs d'emplois du pays. On en recense quelque 8000 pour 200 entreprises dans le district, soit près de la moitié du secteur en Cisjordanie. Du matin au soir, ils scient, brossent, poncent pour transformer la pierre brute en grandes dalles polies ou en petits blocs taillés. Sans masque, « car cela reviendrait bien trop cher ».

A quelques pas de là, les hangars de Holy land Jerusalem Stone company abritent les couteuses machines à découper et calibrer ainsi que les lignes de polissage. « A lui seul, le four a coûté 500 000 euros », explique Roshdai Alhousni, chef d'équipe, depuis 17 ans. Jamal Gaiss, son patron « est en Turquie pour quelques mois. Il y achète des carrières pour y établir une filiale », explique Dai'ai, son fils âgé de 20 ans. Longtemps employé, son père a fondé sa société en 1998 « pour gagner plus d'argent ».

La Holy land Jerusalem Company a développé une autre stratégie. Des 3000 à 4000 mètres carrés de plaques qu'elle exporte chaque mois, aucunes ne terminent sur le sol israélien. « Nous sommes si nombreux sur le marché que si l'on veut gagner beaucoup d'argent il faut sortir d'Israël et de la Palestine », explique le fils du patron.

Comme 35% de la production palestinienne, il vise le marché international. Ses pierres se retrouvent en Chine, en Corée du Sud, en Italie ou au Mexique. Mais là encore, salaires et chiffres d'affaires restent secrets. Seul indicateur du succès : « Mon frère est en Espagne pour promouvoir nos produits. »

**Marjorie Lenhardt  
Marion Michel**

**Dans la zone industrielle d'Hébron, 200 entreprises travaillent les blocs extraits des carrières.**

© Marion Michel /Cuej

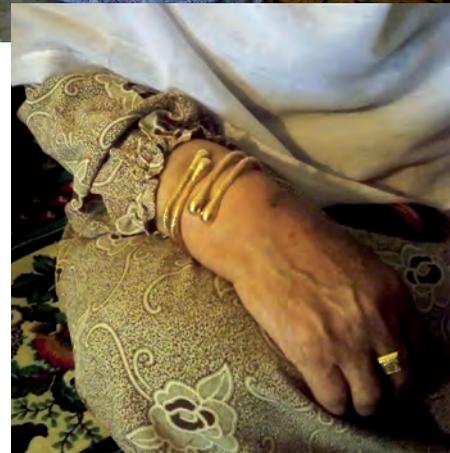
# Des bijoux à la carte bancaire

Les banques veulent convertir les Palestiniens au crédit. Pas facile.

**A**ssise en tailleur sur un fin matelas fleuri et adossée au mur de terre de l'unique pièce de sa maison, Azea offre du pain, de l'huile d'olive, et un mélange d'herbes grillées, le zaatar. « *J'avais beaucoup d'or, au moins pour 3000 euros de bijoux* », explique la vieille femme. Elle n'a pas pu donner d'enfants à son époux qui l'a donc quittée. Mais pendant 31 ans, Azea avait conservé chez elle la dot de ses noces. En 2005, en pleine Intifada, alors qu'elle s'était rendue chez son frère pour la nuit, son trésor a disparu. Elle nous montre la minuscule fenêtre par laquelle le voleur a emporté son or ainsi que sa cagnotte de 2000 shekels, issus de la vente d'un terrain. Tous les trois mois, les Nations unies lui donnent un sac de 50 kg de farine, et deux autres de sel et de sucre. Dans les zones rurales, les cas de trésors dérobés pendant la dernière Intifada sont nombreux. Le conflit a rendu les villageois plus prudents avec leurs bijoux. Et il a surtout laissé leurs économies exsangues. Mais Azea n'a pas tout perdu. Malicieuse, elle relève la manche froncée de sa robe traditionnelle et dévoile un bracelet en or massif qui serpente autour de son poignet - toute sa fortune, dont elle ne se sépare plus jamais.

## Priorité aux études

À deux rues de là vit la famille de Nahla. Comme le veut la tradition, la trentenaire a reçu de son époux pour son mariage une parure en or, qu'elle a choisie dans une bijouterie de Naplouse. Il y a 22 ans, elle avait coûté 1200 dinars jordaniens. Depuis, les prix de l'or se sont envolés. Le mois dernier, son frère a dépensé 3000 dinars pour doter son épouse. La mère de famille porte ses bijoux pour les grandes occasions mais réserve surtout ce trésor familial pour les investissements les plus importants. Le foyer n'a pas de compte en banque. En prévision des études de ses trois premiers enfants, Mosa, le père, en avait ouvert un il y a 15 ans à la CairoAman Bank, la seule banque de Palestine avant les Accords d'Oslo de 1994. Mais la seconde Intifada a fait dégringoler les revenus de la famille. Mosa a fermé le compte. Aujourd'hui, ses revenus de chauffeur de minibus varient de 2000 à 4000 shekels. À peine de quoi couvrir le quotidien du couple et de ses sept enfants. Les deux fils aînés sont étudiants, et leur fille Tasnaem ira à la fac à la rentrée prochaine pour devenir enseignante. À raison de 500 euros le semes-



tre, les études sont une dépense énorme dans le budget familial, mais c'est aussi la priorité. Il y a cinq mois, il manquait 500 euros à la famille pour régler le semestre du fils. Nahla s'est alors rendue à Naplouse et a échangé son bracelet contre 1000 dinars. S'ils parviennent à stabiliser leurs finances, Nahla et Mosa espèrent pouvoir ouvrir à

nouveau un compte, mais cette fois dans une banque islamique, par convictions religieuses, « *mais aussi parce que cela coûte moins cher : ces banques ne prennent pas d'intérêt* ». Si la conversion de la société palestinienne au système bancaire fonctionne à plein dans les villes, les villageois peinent à faire confiance aux banques. Sous l'impulsion de l'Autorité monétaire palestinienne, les 18 banques qui opèrent depuis 1994 tentent d'atteindre les zones rurales éloignées. 226 agences maillent aujourd'hui les territoires. En ville, les bijoutiers, qui ont le monopole de la vente de l'or massif, se résignent à cette modernisation avec. Ils rachètent les bijoux au prix de l'or brut, pour les fondre dans des fabriques et en vendre de nouveaux. Seules trois des huit fabriques que comptait la région de Naplouse ont survécu à la

**Ci-dessus à droite, Azea chez elle avec ses voisines. Sa seule fortune, un bracelet en or dont la vieille femme ne se sépare jamais.**

© Claire Gandanger /Cuej

Sources : Rapports 2011 de la Bank of Palestine et de la Palestine Islamic Bank.

seconde Intifada.

« En ce moment, à cause de la crise, les femmes viennent faire estimer leurs bijoux pour tenter d'en tirer le meilleur prix, constate Zaher Brek, bijoutier à Naplouse. On vend peu. Pour les mariages, les gens n'investissent plus dans les parures complètes en or massif, qui ne représentent plus qu'une vente sur cinq. » Les citadins se contentent d'acheter des bagues. Ce sont des villageois qui tirent son commerce. Dans la plupart des cas, ils rapportent encore leur or chez eux. Mais les banques proposent aussi des coffres, pour garantir la sécurité. « Aujourd'hui, la plupart des jeunes mariées viennent revendre leurs bijoux directement après les noces et vont mettre l'argent à la banque », constate de son côté Mohammad Tami-mi, bijoutier à Ramallah. « Avant l'Intifada les gens travaillaient en Israël, aujourd'hui ils travaillent pour l'Autorité palestinienne. Leur salaire arrive directement à la banque et ils le consomment ou l'épargnent. » Dans une économie où les principaux employeurs sont les administrations et les ONG étrangères, pouvoir toucher son salaire est la première raison qui pousse les Palestiniens à s'ouvrir aux banques. À 30 ans et après six ans de chômage, Sajeeda vient de décrocher son premier poste, à Naplouse. Cette mère de quatre enfants s'empresse donc de faire l'aller-retour entre la ville et son village pour ouvrir un compte, sésame pour la signature de son contrat. Avec ce salaire, elle et son époux, chauffeur de taxi, espèrent se libérer plus vite des emprunts qu'ils ont contractés pour acheter le minibus et leur maison. À 22 ans, Azza a eu plus de chance que Sajeeda. À peine ses études terminées, cette fille d'entrepreneur a décroché un poste de manager commercial. Il lui faudra aussi ouvrir un compte pour toucher son premier salaire. La jeune femme coquette s'enthousiasme à l'idée d'avoir une carte de crédit avec laquelle elle pourra faire du shopping et voyager.

### Le crédit explose

Sous l'influence de l'Autorité monétaire palestinienne, les banques sont incitées à développer le crédit et à établir un système de paiement moderne. Grâce à ce mouvement massif d'ouvertures de comptes, l'ensemble des banques palestiniennes veillaient en 2011 sur 7,65 milliards de dollars de dépôts, soit près de 30% de plus qu'en 2007. La Bank of Palestine, le plus gros établissement du pays, avait délivré en 2001 un peu moins de 20 000 cartes de retrait à ses clients. En 2011, elle en délivrait 130 000. Cette normalisation des économies des Palestiniens a permis aux banques, via de multiples offres de crédits, immobiliers ou à la consommation, de faire exploser ce marché. Entre 2007 et 2011, les prêts bancaires ont augmenté de 240% pour atteindre 3,6 milliards de dollars en 2011, soit plus de 40% du PIB de cette même

**Les dépôts bancaires s'élevaient à près de 8 milliards de dollars en 2011.**

année. Symbole de cette explosion du crédit, les classes moyennes palestiniennes se sont endettées pour devenir propriétaires et s'équiper de grosses voitures, pour 250 à 300 dollars mensuels. Cela concerne surtout les entrées de gamme, dont les prix oscillent entre 20 000 et 30 000 dollars. En Cisjordanie, les jeeps neuves ont aujourd'hui volé la vedette aux deux-chevaux. Mais les banques n'ont pas encore converti les 4,3 millions de Palestiniens à la culture du crédit. Le bas de la classe moyenne reste attaché au « payer cash ». Anwer a ouvert il y a trois ans un petit restaurant à Al-Bireh. Il n'a pas voulu faire d'emprunt et a financé les 10 000 dinars nécessaires à son projet sur ses économies. « Si tu veux 10 000, ils te prendront 2000, je ne peux pas me le permettre. » Il a pourtant un compte à la banque et une carte bleue depuis trois ans. On estime aujourd'hui à 54 000 le nombre de cartes en circulation parmi les Palestiniens, un chiffre en constante augmentation. En 2011, près d'un milliard de dollars de transactions ont été passées via les quelque 5000 terminaux installés dans les commerces des territoires palestiniens, plus du double du montant enregistré en 2007.

Ahmal a monté sa boutique de prêt-à-porter à Al-Bireh grâce à l'argent de sa dot. Après plusieurs visites de la Bank of Palestine, elle a accepté avec méfiance un terminal de cartes de crédit il y a un an. « J'en suis très satisfaite. Ça a augmenté mes ventes. Quand les clientes voient qu'elles peuvent utiliser leur carte, elles prennent plus d'articles. » Mais la commerçante est consciente que ses clients, employés et fonctionnaires, ne représentent qu'une infime part de la population et que tout le monde ne profite pas du gâteau. Convertir les petites et moyennes entreprises à la culture de la banque est un autre défi. « C'est difficile parce qu'elles craignent la transparence sur leurs comptes », confie un banquier. Souvent, les PME n'ont pas de comptes attirés et leur trésorerie se mêle aux finances personnelles des gérants. Bahaa tient un magasin de réfrigérateurs à Al-Bireh. Il refuse de prendre un terminal de carte et vend ses machines cash. « J'achète ma marchandise en Israël. Pour traiter avec les Cisjordaniens, les Israéliens veulent du liquide, donc je préfère fonctionner comme ça avec mes clients. »

**Claire Gandanger  
avec Moaz Amle**

Ce résumé en arabe de l'article *Des bijoux à la carte bancaire* a été réalisé par Moaz Amle.

### بين أسفل المنازل وبطاقات الائتمان

ت الأوضاع الاقتصادية في المناطق الفلسطينية مع اختلاف أوضاعه الاقتصادية  
تقوم السلطة الفلسطينية عام 1994 ازداد عدد البنوك من بنك واحد الى 18 بنك وتشهد البنوك نمو بعد  
نظام الاقراض وتسيب المنتجات ونظام تحويل الرواتب عن طريق البنوك . ونشكل القرى وضع مختلف  
ناس يميلون عادة الى الاحتفاظ بأموالهم والذهب في منزلهم . اما بالنسبة للمدن فإن الوضع مختلف لأن  
يقومون ببيع الذهب بعد الزواج غالباً . بينما في القرى يحتفظون به لظروف الصعبة .  
ير ان اقبال الناس على بطاقات الائتمان ضعيف نسبياً ويميل الناس الى الشراء بقدر رغبهم ان البنوك تعمل  
تطوير هذا النظام لكن النمو بطيء نسبياً



# La bataille du lait

Malgré les normes phytosanitaires et les règles de sécurité imposées par Israël, Al-Juneidi, premier producteur palestinien de laitages, parvient à se développer.

**S**ur les étals réfrigérés de Bravo, petit supermarché situé sur la longue avenue Ein Shara d'Hébron, briques de lait, yaourts et plats cuisinés des leaders palestiniens Al-Juneidi ou Al-Jebrini doivent affronter la concurrence de l'Israélien Tnova. En territoire hébreu, la réciproque n'est pas vraie. Depuis 1996 et l'application du protocole de Paris, l'agroalimentaire "made in Palestine" n'a plus accès au marché hébreu. Seule exception : Jérusalem Est, hautement politique, où Al-Juneidi, le numéro un cisjordanien, réalise seulement 10% de son chiffre d'affaires mais bataille pour le garder.

Terrain du bras de fer : les normes phytosanitaires, régulièrement invoquées par Israël pour interdire l'entrée des chargements quotidiens d'Al-Juneidi au terminal de Beitoumia « *On devait en permanence répondre à leurs exigences* », se rappelle Amal Tayseer Wazwaz, l'assistante du directeur général de l'usine implantée à Hébron. Les négociations entre les deux ministères de l'Agriculture ont depuis mars 2011 arrêté une rè-

**Le laitier réalise 10% de son chiffre d'affaires à Jérusalem Est.**

gle du jeu avec la référence aux normes ISO. « *Depuis que l'on a obtenu, en décembre 2010, l'ISO 9001 - 2008, ça va mieux. Mais certains jours, l'accès est encore bloqué.* »

Mais rien n'est définitif et l'autorisation, est renouvelable tous les six mois. Pour sa poursuite au-delà de décembre 2012, Al-Juneidi devra passer à l'ISO 22 000. « *Ça nous oblige à changer presque toute la chaîne de production dans l'usine. On doit par exemple agrandir notre laboratoire et faire évoluer tout notre système de contrôle, note Iyad Ahmed Taradeh, responsable de la qualité de l'entreprise. On va le faire mais ça va nous coûter un million de dollars.* » L'interdiction d'importer certains produits jugés dangereux pour la sécurité d'Israël grève également les coûts de production. Pour le conditionnement en brique, Al-Juneidi ne peut ainsi suivre les recommandations de son fournisseur suédois Tetra Pak puisque l'un des liquides chimiques indispensable à la stérilisation, le peroxyde d'hydrogène (H<sub>2</sub>O<sub>2</sub>) figure à la trentième place sur la liste des substances proscrites. Celui-ci peut être utilisé dans la

fabrication d'explosifs. Il a fallu la médiation de George Mitchell, l'envoyé spécial de Barack Obama au Moyen-Orient, et de Tony Blair, l'émissaire du Quartet, pour arracher un compromis. L'entreprise peut importer d'Israël de l'H<sub>2</sub>O<sub>2</sub>, moins concentré (17% au lieu des 35% conseillés) mais sa moindre efficacité diminue la durée de consommation du lait et occasionne des arrêts bien plus fréquents des machines pour des raisons sanitaires. Autant de coûts supplémentaires et imprévus pour la compagnie palestinienne.

## 50 km en 12 heures

La modernisation des équipements acquis à l'étranger est limitée par les exigences de sécurité des douanes israéliennes. « *En 2008, on avait commandé deux cuves de pasteurisation en Turquie, l'une pour Hébron et l'autre pour notre usine en Jordanie. En deux jours, la première était à Amman alors que l'autre est restée bloquée six mois à l'aéroport de Tel-Aviv. Il a fallu négocier catalogue en main pour pouvoir la réceptionner.* » Conserver le marché de la bande de Gaza, 35% du chiffre d'affaire de l'entreprise, est aussi un parcours d'obstacles quotidiens.



**Al-Juneidi dispose aujourd'hui d'équipements ultra-modernes, réalise un bénéfice d'un million d'euros et parvient à concurrencer les produits israéliens. En 1982, son fondateur distribuait le lait à bicyclette puis en camionnette, désormais exposés dans le musée de l'entreprise comme des trophées (photos ci-dessous).**

© Thibaut Gagnepain et Marion Michel /Cuej

Une cinquantaine de kilomètres sépare Hébron de l'enclave. Pour les parcourir, les quatre à cinq chargements Al-Juneidi mettent chaque jour « plus de douze heures » selon Iyad Ahmed Taradeh. Pour chaque camion, le Cogat (administration militaire israélienne chargée de la coordination des affaires civiles dans les territoires occupés) exige plusieurs certificats : un sur la qualité des produits, deux vétérinaires (un Palestinien, un Israélien). En outre, les noms des conducteurs et les plaques d'immatriculation des véhicules doivent être communiqués à l'avance. A chaque terminal ou checkpoint « nos camions doivent décharger leurs cargaisons pour les transférer dans d'autres, ceux

avec une plaque jaune, les seuls qu'autorisent les Israéliens », poursuit le responsable de la qualité. Les temps d'attente et les changements de chauffeurs font aussi exploser le coût du transport. « Pendant le contrôle des soldats israéliens, la marchandise est exposée au soleil, ajoute Amal Tayseer Wazwaz. Pour Gaza, on perd environ 5% de la cargaison et le reste n'arrive pas dans les meilleures conditions. »

Malgré les contraintes liées à l'occupation, cette entreprise familiale, prospère, revendique un bénéfice annuel d'un million de dinars jordanien (1,1 million d'euros) Une branche a été ouverte en 2008 en Jordanie pour pouvoir exporter dans les pays du Golfe et l'Irak. Son fondateur, Hashim Abu Noman Al-Juneidi, qui a commencé à distribuer du lait à bicyclette, est aujourd'hui un très riche entrepreneur. En attestent les agrandissements de

photos accrochés dans les bureaux de la compagnie où Yasser Arafat et Salam Fayyad sont à ses côtés. Le développement de cette société intégrée qui dit posséder 65% du marché des produits laitiers en Palestine se poursuit. Au début des années 2000, la société modernise également les exploitations familiales de ses fournisseurs locaux pour répondre aux exigences israéliennes. Elle implante ses propres fermes

industrielles autour d'Hébron pour autonomiser sa production et ne plus dépendre des importations de lait israélien.

### Vaches israéliennes

La première, créée à Yatta en 2002, compte actuellement 400 vaches et 350 veaux. Une quatrième ferme va voir le jour d'ici 2013 près de Jéricho et faire passer le cheptel de 3000 à 5000 vaches, « uniquement des holstein », s'enorgueillit Naeem Anwar Esied, le manager de la ferme de Yatta. « Les premières venaient d'Israël, précise Iyad Ahmed Taradeh. On voulait les faire venir de Hollande mais les Israéliens nous ont imposé leur holstein », les Israeli-Holsteins, vaches les plus productives du monde. Elles se rendent à la salle de traite trois fois par jour (6h,

14h, 22h). Le reste du temps, pas de pâture dans de vertes prairies mais de la boue sous de vastes hangars et des

auges remplies de nourriture importée... d'Israël. « Ça nous coûte 200 dollars la tonne de foin et 600 dollars pour une tonne de compléments alimentaires, détaille le docteur Hammoury, superviseur de la production pour le groupe. C'est très cher mais on ne peut pas faire autrement. Israël nous a pris l'eau, la terre, il ne nous reste que l'atmosphère ! »

**Thibaut Gagnepain  
Marion Michel**



# Blocus fatal au savon de Naplouse

Le traditionnel produit fait à base d'huile d'olive, l'une des nombreuses activités palestiniennes victimes du blocus israélien depuis 1987, pâtit aujourd'hui de la concurrence dans le secteur des cosmétiques.

**S**ituée sur la place Al Shohadaa en plein cœur de Naplouse, la savonnerie Tûqân est l'une des plus anciennes de la ville. Dans cette vieille bâtisse en pierre blanche, le "savon de Naplouse" est produit selon la même recette et le même procédé depuis 1872. Seule avancée en plus d'un siècle : l'homme qui mélangeait l'huile d'olive, l'eau et la soude a été remplacé par un bras mécanique. Le reste est accompli à la main par une vingtaine d'employés, de la découpe jusqu'à l'emballage. « *Le savon c'est notre patrimoine. Le savoir-faire, c'est notre mémoire*, résume Abdullah Muhammad, le gérant de la fabri-

que. *C'est important de protéger ça.* » Pourtant, lui-même sait que ce patrimoine est menacé tout autant que son savoir-faire. Car le savon est aussi une économie, autrefois fleurissante, aujourd'hui à l'agonie.

Ce produit a fait la richesse de Naplouse depuis le XIX<sup>e</sup> siècle. A l'époque où les manufactures de textile souffraient de la pénétration des marchés européens, il s'exportait dans tout le Moyen-Orient et jusqu'en Europe. Dans les années 1950, N a p l o u s e

**Il ne reste plus que cinq manufactures sur les trente que comptait la ville.**

comptait encore une trentaine de savonneries en activité. Aujourd'hui, elles ne sont plus que cinq, dont trois ne fonctionnent qu'occasionnellement.

## L'Ocha, base de données humanitaires

Le bureau de la coordination des affaires humanitaires - Occupied Palestinian Territories (Ocha-oPt) a été établi en décembre 1991 par la résolution 46/182 de l'Assemblée générale des Nations unies. Il est chargé de coordonner les actions des agences de l'ONU et des ONG humanitaires afin d'assurer une réponse cohérente lors des situations d'urgence. L'Ocha, présent dans

les Territoires depuis 20 ans, publie régulièrement des rapports sur les mesures prises par l'occupant : expansion des colonies, restrictions de mouvements, démolitions d'infrastructures et de maisons dans la zone C, blocus de Gaza, actes de violence... Il produit également un riche ensemble de cartes, accessibles en ligne et compilées dans un « Atlas huma-

nitaire ». Elles détaillent les blocages utilisés par Israël et leur localisation précise par zone, ville et territoire : mur, check-points, colonies. Ces outils permettent à l'organisation d'analyser l'impact de l'occupation israélienne sur l'accès des Palestiniens à l'eau, santé, logement, éducation, propriété, lieux de travail.

M.L

[www.ochaopt.org/](http://www.ochaopt.org/)

Pour Abdullah Muhammad, c'est l'emprise d'Israël sur l'économie palestinienne qui a étouffé sa manufacture et conduit de nombreux concurrents à la faillite. « *Après l'union douanière en 1967, les licences d'exportation sont devenues extrêmement complexes à obtenir*, explique-t-il. *Et puis les taxes augmentent, rognant nos profits.* »

Sa savonnerie, qui exporte plus de la moitié de sa production vers la Jordanie et les pays du Golfe voit son activité bridée. « *Nous sommes limités à une production de 400 tonnes par an alors que nous pourrions atteindre 600 tonnes et exporter plus* », regrette-t-il.

## Opération Remparts

Mais la véritable « *Nakba du savon* » (la catastrophe) date de 1987, lorsque la première Intifada a mis l'économie palestinienne à l'arrêt, et celle de Naplouse tout particulièrement. « *C'était dangereux d'aller travailler car Israël attaquait les cibles économiques*, se souvient Abdullah Muhammad. *Beaucoup de savonneries ont fermé à ce moment.* »

En 2001, à la veille de la seconde Intifada, la ville ne comptait déjà plus que 15 manufactures de savon. La plupart d'entre elles n'ont pas survécu au siège de la ville par l'armée israélienne en avril 2002 dans le cadre de l'opération Remparts. « *Les clients se détournent de nous car nous n'étions plus capables d'honorer les contrats. Nous manquions de matière première, les chargements étaient immobilisés aux check-points. Nous avons perdu beaucoup, beaucoup d'argent*, explique Abdullah Muhammad. *Aujourd'hui, nous sommes pris dans un cercle vicieux, nous n'avons plus assez de capital pour nous développer et reconquérir les marchés.* »

Mais le conflit n'a pas eu raison à lui seul de l'économie du savon. Pour Véronique Bontemps, chercheuse à l'Institut du Proche-Orient, « *une concurrence des produits étrangers ainsi que les nouvelles habitudes de consommation sont peut-être les raisons*



Ces ouvriers emballent jusqu'à 5000 pièces par jour pour un salaire mensuel inférieur à 1000 shekels (200 euros environ).

© Anne-Claire Poirier/Cuej



## Barrage aux produits des colonies

Depuis 2010, ils sont interdits en Palestine.

**D**ès 2005, le service de protection de la consommation du ministère de l'Économie nationale a tenté de circonscrire l'arrivée sur le marché palestinien des produits des colonies juives, en les épinglant sur le non-respect des critères sanitaires et de qualité. Puis en février 2010, Mahmoud Abbas a consacré par décret leur caractère illégal. Le service de protection des consommateurs a initié une campagne de sensibilisation auprès des commerçants et des consommateurs et a distribué un million d'exemplaires de son guide 2010 qui répertorie des centaines de produits. Cette liste évolue, les colons innovent sans cesse pour tromper les contrôles. Les commerçants palestiniens qui vendent des produits israéliens doivent s'engager à ne pas traiter avec les colonies, respecter les réglementations valables en Cisjordanie, et prouver, en cas de contrôle, la provenance précise des marchandises.

Aujourd'hui, les six fonctionnaires du ministère et leurs inspecteurs s'appuient sur un réseau d'informateurs volontaires sur le terrain. Un catalogue actualisé en 2011 a été mis en ligne sur le site du service, mais faute de budget, la nouvelle édition n'a pu être imprimée. La bataille se poursuit sur le terrain légal. Des avocats vérifient l'existence des lieux de production déclarés.

Depuis fin 2009, les brigades du département de protection des consommateurs ont saisi plus de 30 millions de shekels de marchandises produites dans les colonies. Les produits manufacturés représentent 50% des saisies, les produits alimentaires et les animaux vivants, 25%. Cette discipline aurait permis l'an passé aux produits palestiniens d'augmenter de 23% leur part de marché en Cisjordanie.

**Claire Gandanger**

*les plus importantes du recul. Les petites savonneries productrices de savon "vert" (de moindre qualité, utilisé pour les tâches ménagères, ndlr) ont été victimes de l'introduction des produits détergents et des machines à laver. Le shampoing, les produits parfumés et au design attrayant ont également fait leur apparition. »*

### Folklore ou souvenir

Autrefois produit de tous les jours, le savon de Naplouse a été progressivement relégué dans la catégorie du folklore. Et de folklore, il pourrait devenir un souvenir, comme l'explique Abdelafo Kafer, chargé du patrimoine à la municipalité de Naplouse. « Tout repose sur l'initiative personnelle des fabriques, or elles n'ont plus les moyens de se développer, de se diversifier. » Peu respectueux du droit de réserve qui le lie à l'Autorité palestinienne, Abdelafo Kafer pointe la passivité coupable de ses dirigeants.

*« L'Autorité n'a jamais travaillé sérieusement au soutien de cette industrie, regrette-t-il. C'est un manque d'intérêt pour notre patrimoine historique et culturel. ». Abdullah Muhammad, gérant de la savonnerie, rejoint ce point de vue. « Nous n'avons jamais reçu aucune aide. Aujourd'hui, s'ils veulent que les manufactures se maintiennent, il faut qu'ils négocient des allègements de taxes, qu'ils nous subventionnent. » Mais comme le rappelle Véronique Bontemps, chercheuse, « Israël a rendu impossible toute protection de la production locale. L'Autorité palestinienne n'a pas de contrôle sur les douanes » et le versement de subventions s'avère difficilement envisageable à l'heure où l'Autorité se débat dans ses propres difficultés financières. Celle-ci semble condamnée à laisser mourir l'industrie du savon, et avec elle une partie du patrimoine palestinien.*

**Anne-Claire Poirier**

*Naplouse, le savon et la ville - Patrimoine familial, travail ouvrier et mémoire au quotidien, thèse présentée par Véronique Bontemps en vue de l'obtention du doctorat d'anthropologie, décembre 2009.*



## Les colonies de croissance

Le Gush Etzion est devenu une région où il fait bon vivre. Les Israéliens s'y implantent de plus en plus, oubliant qu'ils ne sont pas en territoire hébreu.



**A** l'entrée du kibboutz de Kfar Etzion, le gardien fait une petite vérification d'usage : la plaque d'immatriculation de la voiture, les visages des passagers. Feu vert, la barrière se lève. On entre dans le « Gush Etzion historique ». C'est ici que des « pionniers » juifs ont tenté à plusieurs reprises de s'implanter, non loin de l'endroit où Jacob, le petit fils d'Abraham, aurait posé ses tentes après la mort de sa femme Rachel. Le

kibboutz a été détruit lors de la guerre de 1948 mais les colons sont revenus s'installer en 1967. « *La Cisjordanie appartient à Israël*, lance Gershon Barak, petit homme à la barbe grise et imposante. *C'est pour cela que je suis venu ici.* » Arrivé avec sa femme en 1969, ce Français d'origine gère le garage de la colonie. Les 100 familles du kibboutz, organisation sociale en voie de disparition en Israël, n'ont pas de voiture personnelle mais les





empruntent à la communauté. C'est Gershon Barak qui s'occupe des réservations. « Kfar Etzion est le dernier kibboutz encore communautaire, les autres deviennent de plus en plus individualistes. » Ici, les colons cultivent céréales, fruits, légumes, coton et possèdent un élevage intensif de dindons. Le kibboutz de Roch Tzurin, à une dizaine de kilomètres, a pris l'aspect d'un grand lotissement où chaque famille a sa petite propriété privée et sa parcelle de terre. « Cette privatisation commence à toucher Kfar Etzion, regrette le petit barbu. Nous sommes en train de construire des maisons pour les vendre à des particuliers. 50 familles se sont déjà installées. »

### Rues désertes

La population augmente dans les 14 colonies du Gush Etzion : 20 000 habitants, 60 000 en incluant Efrat et Beitar Illit. Sur les dix dernières années, le nombre de maisons a doublé, passant de 2000 à 4000. « Lorsque je suis entré en fonction, mon but était de doubler la population, explique Yair Wolf, ancien vice-président du conseil régional du Gush Etzion. L'objectif a été atteint, mais cela ne suffit pas

**Les maisons typiques des colonies, en pierres de Jérusalem, ont souvent été construites par des ouvriers palestiniens. Ceux-ci sont environ 3000 à travailler pour les colonies du Gush Etzion. Comme ceux ci-contre à gauche qui trient des cerises ou construisent des maisons.**

© Thibaut Gagnepain/Cuej

car il y a plus de demandes que d'offres. Si demain, on construit 1000 logements supplémentaires, ils trouveront preneurs en deux semaines. » Certaines colonies comme Alon Shvut sont de véritables cités résidentielles. Les maisons propres et leurs toits avec gouttières contrastent ici avec les tanks de récupération d'eau des villages palestiniens alentours. Chacun a son petit jardin, sa place de parking, souvent son drapeau. En journée, seules les mères de familles et leurs poussettes – chaque femme aurait cinq enfants en moyenne – brisent la monotonie ambiante.

### Le choix du cadre de vie

Dans la région, pas d'industrie. La seule zone dédiée, derrière Efrat, ne compte que deux entreprises, une compagnie de bus et une petite usine de sacs plastique. « On a essayé pas mal de choses pour attirer des investisseurs mais c'est très difficile de les faire venir car les produits des colonies ne peuvent être exportés qu'en Israël », poursuit Yair Wolf, actuellement chargé du reclassement des réfugiés israéliens expulsés de Gaza auprès du premier ministre, Benyamin Nétanyahou. L'une des rares activités du Gush Etzion, exceptées l'agriculture et la viticulture, est commerciale. Yair Wolf se félicite d'avoir convaincu Rami Lévy, le Édouard Leclerc israélien, d'y installer l'un de ses supermarchés. La petite zone compte aujourd'hui un opticien, une station d'essence et un restaurant anglais, « mais cela va encore se développer ».

Pour le reste, les habitants travaillent dans l'éducation ou l'informatique, surtout à Jérusalem, et sont venus s'installer dans le Gush Etzion pour son cadre de vie. L'idéologie a laissé place au calcul. « On a un jardin et un peu plus de surface pour le même prix qu'à Jérusalem, apprécie Adina Hershberg, Américaine arrivée en Israël il y a une dizaine d'an-

nées et qui vit désormais à Roch Tzurin. On n'est pas les seuls à venir. L'été dernier, 50 familles sont arrivées dans le quartier ».

Une extension qui contraste avec le gel foncier des cinq villages palestiniens, de plus en plus enclavés dans les colonies. Mohamed Brahim Saïd, le maire de l'ensemble, n'a pas obtenu un seul permis de construire depuis 1967. Malgré cela, les 600 habitants outrepassent les règles et n'hésitent pas à bâtir, s'exposant aux foudres des militaires. « L'armée israélienne vient de m'envoyer un avis d'expulsion avant destruction pour la maison d'un cousin, témoigne-t-il en montrant la missive. 28 maisons ont déjà été détruites et ça va continuer. Les gens sont obligés de partir car on n'a plus assez de place. » En 2010, Tony Blair, l'émissaire du Quartet, est venu en personne apporter son soutien à la concession d'une zone où les Palestiniens seraient libres de construire. Sans suite.

Nichée au sommet d'une des nombreuses collines de la région, une famille chrétienne vit une situation analogue. Daher

**« Si on construit 1000 logements demain, ils trouveront preneurs en deux semaines. »**

Massour et les siens ont créé une association pacifique comme acte de résistance. « Le message de "Tent of Nations" est de dire que nous refusons d'être des ennemis », explique-t-il. Toute l'année, des volontaires du monde entier viennent planter des arbres et participer à la vie de la ferme en guise de soutien.

Le développement des colonies profite pour autant à certains Palestiniens. Ils sont 3000 à travailler directement ou indirectement dans le Gush Etzion, d'après l'ancien vice-président du conseil régional. « Ici, on est payé près de 6000 shekels contre 2000 pour le même emploi en Palestine », se félicite Nazem qui travaille notamment dans l'entretien à Kfar Etzion. Sur la chaîne de tri des cerises du kibboutz, tous sont arabes. >>>



**Les drapeaux israéliens flottent sur de nombreuses maisons. Et aussi sur certains véhicules.**

© Marjorie Lenhardt/Cuej

affirme Yoram Bitane, entrepreneur qui promeut « le tourisme politique ». « Israël fait l'erreur de ne pas communiquer sur l'intérieur de son territoire (sic). Ici aussi, il y a des choses superbes à voir. On essaie d'informer les gens pour qu'ils n'aient pas peur de venir de ce côté et qu'au moment des négociations, ils pèsent pour que l'on garde ces territoires. » Avec son assistante, il organise des événements comme la fête de la cerise pour « que les peuples se côtoient de façon quotidienne ». L'homme l'assure, de plus en plus de gens sont attirés par « l'esprit Gush », au point d'en oublier qu'ils vivent dans une implantation illégale pour le droit international. « Une colonie ? C'est quoi une colonie ? », s'étonne une habitante de Roch Tzurin.

**Thibaut Gagnepain  
Marjorie Lenhardt**

>>> À Bet' Ayin en revanche, pas de travailleurs palestiniens. La communauté de 150 familles, aussi ultra religieuse que hippie, est connue pour son extrémisme. Mais aussi pour son paysage urbain : les mobilhomes côtoient des maisons bourgeoises et colorées, le tout dans un large désordre. « À Efrate, ce sont les riches, ici à Bet' Ayin, ce sont les pauvres, résume Danielle Tvash, une habitante. Pour les enfants, c'est mieux, les écoles sont plus religieuses. » « C'est une exception dans le Gush Etzion qui est une région exemplaire en terme de cohabitation »,

## À Tarqumia, peu d'export, beaucoup d'imp

Le ballet des camions à ce terminal au sud d'Hébron donne la mesure du déséquilibre des échanges entre Israël et la Palestine.

**T**arqumia, 5 h. Le long de la route 35, une dizaine de camions stationnent en amont du terminal militaire qui fait office de douane. Tous attendent son ouverture pour transférer leur chargement ou récupérer la marchandise en provenance d'Israël. Deux kilomètres plus loin, des taxis collectifs déposent les journaliers titulaires d'un permis de travail israélien.

La resquille est de rigueur pour être plus rapidement intégré dans le couloir d'attente du check-point. D'un côté, des hommes se fauillent par l'échancrure d'une tôle arrachée. D'autres s'accrochent aux poutrelles pour escalader les grilles de fer et grappiller quelques places. « Même en venant plus tôt le matin, on n'arrive pas avant au travail », soupire Mohammed Awad, ouvrier du bâtiment.

Point de canalisation des transfrontaliers, Tarqumia est aussi le lieu de passage des marchandises qui dessert Hébron et les villes du sud de la Palestine. À une dizaine de kilomètres au nord de la ville, le terminal, ouvert en novembre 2007, a vu en 2011 passer 467 camions par jour en moyenne. On dénombre de 25 à 50% de camions supplémentaires destinés aux importations. Ici se creuse le colossal

déséquilibre de la balance commerciale palestinienne – 3,383 milliards de dollars en 2010 – tiré par une croissance exponentielle des importations. A elles seules, elles représentent 65% du PIB de la Palestine. Dans la région d'Hébron, la valeur des exportations était près de cinq fois inférieure à celle des importations en 2010. Le plastique, les chaussures, le granit et les blocs de construction s'y échangent contre du diesel, du gaz naturel, de l'essence ou encore du fourrage pour animaux. Autrement dit, des biens à plus forte valeur ajoutée.

A 5 h 50, les premiers engins se positionnent dans la file pour accéder au terminal. Environ un tiers ne transporte rien ou seulement des palettes vides. Celles-ci seront transférées sur un camion israélien pour y être chargées de produits destinés au marché palestinien.

A 6 heures, les premiers camions pénètrent dans l'enceinte du terminal. Une dizaine en tout. Les autres camions avancent puis sont contraints de couper leur moteur. En l'espace de cinq secondes, tout s'arrête. On entend les voix des chauffeurs et le bruit des oiseaux. Certains quittent leur cabine et vont acheter un café près du check-point. Commence l'attente de dix minutes avant que la barrière ne se lève à nouveau.

6 h 15. Un chauffeur s'affaire à dessangler les blocs de calcaire, destinés à la construction, à transférer

**« Parfois, ça prend 30 minutes, parfois trois heures. »**

# Ses courses chez l'Israélien du coin

Un hypermarché entre Hébron et Jérusalem accueille Israéliens et Palestiniens. En apparence, leurs relations sont bonnes.

À l'entrée de l'hypermarché, pas de différence. Israéliens et Palestiniens doivent se plier au contrôle du vigile. Pas question de pénétrer avec des explosifs dans un lieu où les deux peuples font leurs courses côte à côte. Depuis juin 2010, Rami Levy, le Édouard Leclerc israélien, propose ses prix imbattables sur la route 60, à l'entrée du Gush Etzion, aux colons et aux Arabes des environs.

Une mixité qui se retrouve aussi chez les 110 employés, habillés en polo vert, dont 70% sont Palestiniens. « À l'ouverture, c'était un choc pour certains, se rappelle Rinat Sulimani, la jeune manager du lieu. *Beaucoup de Juifs ont dit*

*qu'il ne fallait pas venir.* » De son côté, l'Autorité palestinienne appelait au boycott.

Sur le parking, une mère de famille palestinienne affirme venir souvent car « *c'est beaucoup moins cher qu'à Hébron, mais je ne prends pas ma viande ici.* »

Le boucher est pourtant palestinien, tout comme le responsable des fruits et légumes que salue une Israélienne. « *Je commence à connaître les clients, je leur parle et leur demande s'ils ont besoin d'aide. Je n'ai jamais eu de problèmes avec eux* », témoigne ce dernier. « *Cela ne se passe*

*pas toujours bien, puisque tous les clients sont différents. Je ne peux pas les éduquer mais j'insiste toujours sur la notion de respect mutuel* », reprend la responsable.

Loin des apparences, la réalité n'est pas toujours si rose. « *Il y a souvent des problèmes avec les gens d'Hébron (ville au régime sec) qui viennent chercher de l'alcool le soir* », assure l'un des membres de la sécurité. Tzvi Fletcher, un colon d'Efratoriginaire du Canada, a l'habitude de venir pousser son charriot, arme automatique en bandoulière, « *pour (sa) sécurité* ». « *C'est bien de se mélanger mais j'espère qu'on ne va pas avoir à le regretter. Il y a une expression dans la Torah qui dit « Respect*

*et suspicion* », conclut Aviva Sutyck, bouteille de shampoing à la main.

T.G. & M.L.

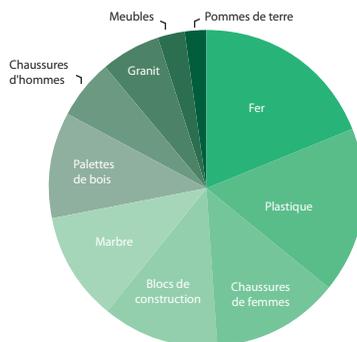


**Tzvi fait ses achats là où Palestiniens et Israéliens se côtoient.**

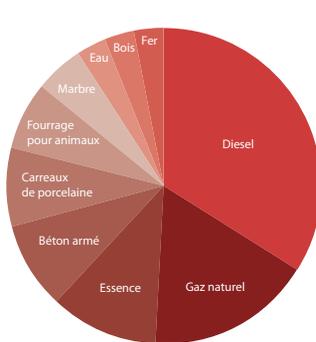
© T.G. / Cuej

## port

**Dix produits les plus importants exportés d'Hébron en 2010**

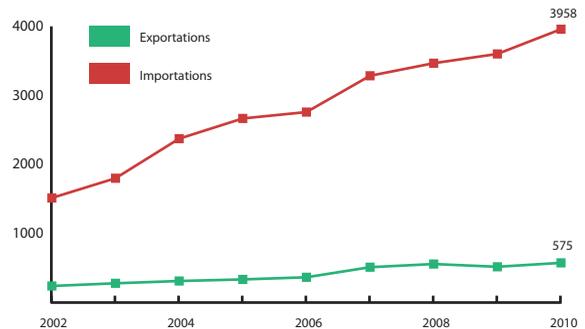


**Dix produits les plus importants importés à Hébron en 2010**



**Entre 2002 et 2010, les importations croissent de manière exponentielle dans les Territoires palestiniens**

(En millions de dollars)



sur un camion israélien. Certains véhicules ont des numéros de passage donnés en amont. D'autres connaîtront le leur une fois dans l'enceinte du terminal. Les chauffeurs palestiniens doivent attendre que les camions israéliens soient disponibles. « *Ceux avec la lettre P passent plus vite. Ce sont ceux des grandes compagnies qui paient beaucoup pour faciliter les choses avec les Israéliens* », explique Rami Toumieze, un chauffeur palestinien.

### Des horaires pour exporter et importer

À l'intérieur, de l'autre côté du grillage électrique, les conducteurs doivent ouvrir toutes les portes du camion ou retirer la bâche. L'engin passe ensuite au scanner avant que son fret soit soumis à une vérification des Israéliens. En fonction du type de marchandise, entre 15 et 60 % du chargement est inspecté manuellement. Parfois avec des chiens. Une fois ces contrôles passés, les camions se positionnent dos à dos. Des transpalettes orange

prennent les marchandises dans le ventre du mastodonte pour les déposer sur le camion israélien. « *Ça prend 30 minutes à trois heures* », raconte un chauffeur. La moyenne constatée pour importer est de 2 h contre 2 h 52 pour exporter.

**7 h 05.** Le camion de la laiterie Al-Juneidi se positionne dans la file. Son chargement partira à destination de Gaza. Toutes les dix minutes environ, un camion repart chargé de marchandises. Le trafic est plus dense au petit matin. Les compagnies ont jusqu'à 16 h pour exporter et 18 h pour importer. Plus en retrait, un homme branche un tuyau relié à son camion. Il vient faire le plein de béton apporté par un autre camion israélien. Il réalise trois à cinq voyages par jour. Sans compter l'attente, le transfert nécessite trente minutes.

**8 heures.** La file de véhicules s'amenuise. Le soleil perce les nuages. Au loin, on entend le signal d'un camion qui recule.

François Régnier

# L'économie de fortune du camp d'Al-Fawwar

Sous perfusion des Nations unies, le village de réfugiés proche d'Hébron développe petits commerces et entreprises pour faire vivre ses 850 familles.

**D**ominés par la tour de surveillance de l'armée israélienne, commerces de bric et de broc, ateliers de réparation improvisés et maisons en chantier s'alignent le long de la rue principale qui borde en contrebas le camp d'Al-Fawwar déployé sur la montagne à 8 km au sud d'Hébron. Abdallah Qasas, 30 ans, un des 8000 réfugiés qui y habitent, tient une épicerie. Il se dit originaire de Bir As-Saba, l'actuelle Beer-Sheba israélienne. « *J'ai grandi dans ce camp et je n'en sortirai que lorsque je pourrai retourner dans le village de mon père et de mon grand-père.* » Comme beaucoup de réfugiés, Abdallah ne se sent pas chez lui en Cisjordanie. Ici, on ne dit jamais « *je viens du camp d'Al-Fawwar* » mais « *je suis de Beit-Jibrin ou de Al-Falluja* », villes desquelles leurs parents ont été forcés de partir lors de la guerre israélo-arabe de 1948.

## Pas de TVA

Une camionnette est arrêtée devant son magasin, un livreur décharge des cartons remplis de marchandises, riz, farine, maquillage. « *Les affaires marchent bien*, affirme le jeune homme, souriant. *J'achète en gros à Hébron et je revends moitié moins cher que mes concurrents des environs, du coup j'ai beaucoup de clients qui viennent des villages alentours.* » Si sa petite affaire est florissante, c'est aussi parce que ses clients ne payent pas de TVA, car normalement toute activité commerciale est interdite dans le camp.

En réalité, les petites entreprises prolifèrent. Au rez-de-chaussée d'une habitation, des jeunes ont improvisé un atelier où ils re-

tapent des vélos pour quelques shekels. Chambres à air, squelettes de deux-roues et outils sont éparpillés sur le sol. Le cambouis a maculé les murs. A quelques mètres de là, à l'entrée principale du camp, une demi-douzaine de garages de réparation d'automobiles. L'un fait face à un parking où sont stationnées des carcasses de voitures récupérées à la casse. A côté, un hangar est rempli de pneus de camions, de tracteurs et de voitures. On trouve de tout au camp d'Al-Fawwar : narguils, vêtements, fruits et légumes, ventilateurs, téléviseurs ou pièces détachées. À la sortie, la présence énigmatique d'un conteneur.

Au centre du camp, de jeunes enfants ont leurs petits commerces ambulants : un vendeur de maïs cuit à la vapeur fait le tour des ruelles escarpées, un autre s'ar-

rête devant les habitations pour distribuer du jus de figue. Des milliers d'habitants vivent là, entassés. Ceux qui n'ont pas les moyens de s'acheter un terrain en dehors du camp agrandissent leur maison par le haut. En face de la future place centrale du village en cours de construction, une maison ressemble désor-

**Dans le camp, le chômage s'élève à 32% alors qu'il est de 24% dans le district d'Hébron.**

mais à un petit immeuble : elle abrite déjà quatre générations, une par étage. Dans cet enchevêtrement de

rues et d'habitations parfois en ruines, près de 200 familles sur les 850 du camp vivent sous le seuil de pauvreté.

La riposte israélienne à la deuxième Intifada a eu de lourdes conséquences sur la situation économique du camp. Plus de la moitié des hommes travaillaient en Israël, la quasi-totalité s'est alors vu retirer son permis. En



**8000 réfugiés habitent dans le camp d'Al-Fawwar, à 8 km au sud d'Hébron.**

© Marjorie Lenhardt/Cuej

## L'Unrwa a 64 ans

L'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (Unrwa) a été créé après la première guerre israélo-arabe de 1948 par la résolution 302 de l'Assemblée générale de l'ONU. Celle-ci considère comme réfugiés les Palestiniens ayant quitté leur région du fait de cette guerre. Douze camps de réfugiés ont été établis après le conflit. Progressivement, les tentes de fortune ont été remplacées par de vraies maisons. Le nombre de réfugiés est passé de

750 000 en 1950 à cinq millions aujourd'hui. Ils sont encore 30% (soit 1,3 million) à vivre dans les 59 camps établis au Liban, en Syrie, à Gaza, en Cisjordanie et en Jordanie. Le statut de réfugié se transmet de génération en génération, uniquement par les hommes.

L'Unrwa est la plus grande agence des Nations unies, avec 30 000 employés, dont 99% sont des réfugiés palestiniens recrutés localement et œuvrant comme enseignants, médecins ou travailleurs sociaux. En Cisjordanie, l'agence

emploie 4500 personnes. C'est le domaine éducatif qui recrute le plus : 750 écoles réparties dans les camps avec plus de 20 000 enseignants et personnels de soutien. L'éducation de base est disponible pour tous les enfants réfugiés enregistrés, gratuitement, jusqu'à l'âge de 15 ans. En 2010, 500 000 élèves étaient inscrits.

Le mandat de cet organisme, qui devait être temporaire, a été constamment renouvelé. Il vient d'être étendu jusqu'en juin 2014.

M.L.



travers les comités de camp, élus par leurs associations et affiliés à l'OLP.

Les services publics, tels que l'éducation, la santé, le logement, la construction des routes et l'aide alimentaire ne sont pas dispensés par l'Autorité mais par l'Unrwa, organe des Nations unies créé spécialement pour les réfugiés palestiniens de 1948. À Al-Fawwar, comme dans les autres camps, les deux écoles primaires, l'une pour les filles et l'autre pour les garçons, ont été créées et financées par cet organisme. La directrice de l'école des filles, Rihab Qatanari, est l'une des 130 employés de l'Unrwa à Al-Fawwar, qui sont pour la plupart enseignants, et le reste infirmiers, maçons et agents d'entretien.

### Surpopulation

Pendant plus de 60 ans, les réfugiés palestiniens ont mené leur vie à part, dépendant en grande partie des services et des aides des Nations unies. Mais ces ressources peinent à faire face à la surpopulation des camps et à l'explosion du nombre de réfugiés, passé de 750 000 en 1950 à cinq millions aujourd'hui.

A la clinique d'Al-Fawwar, qui dépend intégralement de l'Unrwa, les inquiétudes grandissent. « *Nous ne recevons plus suffisamment de médicaments, le bâtiment se dégrade, les infirmiers qui partent à la retraite ne sont plus remplacés, s'indigne Saeda Abu Hashhash, infirmière. L'Unrwa fait des coupes dans ses services au moment où nous avons le plus besoin d'eux.* »

Beaucoup craignent que l'agence ne les considèrent plus comme prioritaires par rapport aux réfugiés des autres camps de Jordanie, de Syrie ou du Liban. « *Maintenant que l'Autorité palestinienne est en place, l'Unrwa pense que nous n'avons plus besoin de leurs services. Mais nous, nous ne sommes pas d'ici. L'Autorité ne nous représente pas. Si les Nations unies nous lâchent, nous sommes perdus et nous ne retrouverons jamais notre terre.* »

**Marjorie Lenhardt**



2012, le chômage s'élève à 32% alors qu'il est de 24% dans le district d'Hébron. Abed était maçon en Israël. Il est aujourd'hui chauffeur de taxi collectif et fait chaque jour le trajet entre Al-Fawwar et Hébron, comme une vingtaine d'autres personnes du camp. « *Je gagnais bien ma vie. Maintenant, je vis au jour le jour* », regrette-t-il.

Comme beaucoup de réfugiés, Abdel-Wahab Khouri, qui a vécu l'exil à l'âge de six ans, rejette tout lien avec l'Autorité palestinienne : « *Je n'ai pas confiance en Mahmoud Abbas car il n'a jamais rien fait pour nous. Notre souffrance a continué toutes ces années, les militaires israéliens ont continué à entrer dans notre camp et à mettre des gens en prison.* »

« *Le camp est un monde à part* », confirme Adel Mahseeri, membre du comité de camp, qui représente les réfugiés. Les habitants des 19 camps de Cisjordanie ne payent ni impôt, ni électricité, ni eau, du fait de leur statut d'exilé de 1948. Ils s'administrent eux-mêmes à





# Les Bédouins passent le mur

L'édification de la ligne verte aux portes d'Ar-Ramadin a poussé Nawaf Zagarnie et sa tribu à trouver de nouveaux moyens pour survivre.

**A**ux portes de son madafa, le traditionnel salon bédouin réservé à la réception et aux discussions, Nawaf Zagarnie, a une vue presque imprenable sur la frontière israélienne très proche. Depuis 2008, ce chef de la tribu éponyme de 3500 membres, sur les 4500 âmes d'Ar-Ramadin, peut apercevoir les barbelés qui tiennent ici lieu de mur.

« Avant », comme les nombreux éleveurs de ce village de bédouins sédentarisés, il pouvait laisser paître ses troupeaux sans se soucier des frontières. L'érection des barbelés les a privés de ces immenses espaces de natch, abhat et autres « herbes à chèvres » dont déborde le Néguev. Mais elle leur a aussi permis de tirer profit d'une autre de leur ancestrale activité, le commerce.

« On a perdu énormément de terres avec cette frontière. On ne peut plus avoir autant d'animaux qu'avant, faute d'espace », explique sans s'émouvoir Ahmad Sleman Zagarnie en buvant une gorgée de café. Il dit avoir réduit son nombre de chèvres « de 200 à 5 ». Conséquence directe : l'élevage est devenu davantage un moyen de subsistance qu'une source de profits pour la majorité des familles.

A la suite de la forte baisse des permis de travail accordés par Israël et dont profitaient de nombreux hommes d'Ar-Ramadin, le taux de chômage serait officiellement ici de 80%, contre 5% en 2005 à en croire Nawaf Zagarnie. Officieusement, la situation

**Nawaf Zagarnie est le chef d'une tribu bédouine sédentarisée d'environ 3500 membres.**

© Thibaut Gagnepain/Cuej



**Les autochtones sont aussi bien passeurs, travailleurs, que marchands en tout genre.**

n'est pas si noire.

Les Bédouins se sont adaptés à cette nouvelle donne pour survivre sans quitter la terre qui les accueille depuis 1948. Implantés historiquement dans la zone de Beersheba, aujourd'hui israélienne, ils avaient été forcés de quitter les lieux après la guerre. L'Unrwa les considère depuis comme des réfugiés et leur fournit farine, sucre et céréales plusieurs fois par an. Des dons qui aident « le clan Zagarnie » mais qui ne constituent pas sa principale ressource.

Leurs moyens de subsistance, les Bédouins d'Ar-Ramadin les trouvent dans leur proximité avec cette frontière dont ils ont su faire un gruyère. De toute la Cisjordanie, les travailleurs se pressent pour profiter, contre rémunération, des nombreuses brèches qui ont été aménagées. Les autochtones sont aussi bien passeurs, travailleurs, que marchands en tout genre.

Beaucoup avouent ainsi toujours aller gagner leur vie de l'autre côté où les salaires seraient « deux à trois fois plus élevés ». Un des rares commerçants du village prétend aussi voir passer « des vêtements, chaussures et jeux pour enfants le matin vers 6 h ».

Ceux-ci sont ensuite revendus en Israël. Certains habitants reconnaissent aussi la contrebande de voitures et même d'armes. Oui, d'armes, concèdent-ils avant de demander à « *changer de conversation* ».

Ces trafics expliquent-ils pourquoi l'État hébreu se montre de moins en moins tolérant avec les constructions dans une partie du village, située

en zone C ? Quartoze chantiers de maisons sont à l'arrêt depuis le 1er avril. Ce jour-là, des soldats israéliens auraient menacé de démolir la moindre nouvelle entreprise. « *Ils font ça pour récupérer nos terres et s'étendre. Ils veulent inclure les trois colonies qui nous entourent (Achkalot, Sansona, Tena) dans leur territoire* », imagine Nawaf Zagarnie.

Thibaut Gagnepain

## Chasse aux voitures fantômes

En zone B, le trafic de voitures israéliennes de seconde main prolifère.

L'activité de Kamel Abdel Baqi, installé dans le village de Mazraa Sharqiyah, à l'est de Ramallah, est de nature bien particulière : l'homme de 42 ans vend des voitures illégales. Les véhicules proposés à la vente sont d'anciennes voitures israéliennes qui auraient dû partir à la casse. « *Souvent déclarés accidentés pour toucher l'argent des assurances* », complète Iyad Maaddi, mécanicien et lui-même ancien vendeur de voitures illégales à Taybeh, un village voisin. « *L'autorité de circulation israélienne raye ces voitures de la liste des véhicules autorisés à rouler, poursuit-il. Elles n'existent plus légalement. Ensuite, elles sont envoyées à la casse pour être écrasées. Mais elles sont achetées par des commerçants israéliens qui les amènent dans les Territoires palestiniens.* »

### De 1500 à 10 000 shekels

Là, elles retrouvent une nouvelle vie sous le nom de « *voitures rayées* » et sont revendues en Palestine. Chacun y trouve son compte : les Israéliens qui tirent profit de leurs vieilles automobiles, et les Palestiniens, qui peuvent rouler pour moins cher que dans un véhicule tout neuf. « *Elles coûtent entre 1500 et 10 000 shekels (300 à 2000 euros), précise Iyad. En général, elles sont en bon état. Parfois meilleur que celui des voitures légales.* » Seul inconvénient, elles ne peuvent être utilisées qu'en zone B : en zone A, sous contrôle palestinien,

la police repère vite ces voitures dotées de fausses plaques palestiniennes ou d'anciennes plaques israéliennes et sanctionne les conducteurs de fortes amendes.

Pour favoriser le marché des voitures importées et fidèle à sa démarche sécuritaire, l'Autorité palestinienne a tenté de sévir. En 2010, après avoir obtenu

l'aval des autorités israéliennes, la police palestinienne confisque et détruit plusieurs milliers de voitures en circulation dans les zones B, proches de Ramallah, Naplouse et Béthléem. La même semaine, le gouvernement palestinien baisse les taxes sur les voitures importées. Issa Karnaz, ministre des Transports, explique alors que le but est de « *renouveler la flotte des véhicules civils en Palestine et d'assouplir le coût des nouvelles voitures pour les consommateurs* ». Et d'ajouter que les voitures rayées constituaient « *un danger pour l'ordre public* ».

**Elles retrouvent une nouvelle vie comme « voitures rayées ».**

Ahmad Amer, responsable des ventes de Hyundai à Ramallah, assure que la lutte de l'Autorité palestinienne contre les voitures rayées a favorisé les importations. « *Dans un village de 3000 habitants, pour 200 voitures*

*rayées, on trouve désormais 30 ou 40 voitures neuves achetées à crédit.* »

Les véhicules rayés n'ont pas pour autant disparu des zones B. Kamel Abdel Baqi prétend même que 100 voitures en provenance d'Israël sont débarquées chaque jour dans sa zone et trouvent acquéreur le jour même. Selon Massoud Younes, officier en retraite de la sécurité préventive, le contrôle sur les voitures rayées est impossible sans une présence policière permanente, irréalisable en zone B. « *On peut lancer des opérations de temps en temps, mais si on ne peut pas exercer notre autorité sur le terrain, cela ne sert à rien !* »

Qassam Muaddi

Ce résumé en arabe de l'article *Chasse aux voitures fantômes* a été réalisé par Qassam Muaddi.

### مطاردة السيارات "المشطوبة"

في عام 2010 أطلقت السلطة الفلسطينية حملة للقضاء على هذه الظاهرة ، ولإعتاش سوق السيارات المستوردة. فبعد الحصول على التنسيق من قبل السلطات الإسرائيلية، دخلت الشرطة الفلسطينية قرى مناطق رام الله، ونابلس ، وبيت لحم، وصادرت آلاف السيارات ودمرتها. في نفس الأسبوع، أعلن وزير النقل والمواصلات الفلسطيني، د. عيسى كرنز، في مؤتمر صحافي، عن خفض الجمارك على السيارات المستوردة. كما أعلن، في ذات المؤتمر، عن إطلاق الحملة الأمنية في الأسبوع التالي. يشير أحمد عامر، مسئول مبيعات في شركة هيونداي في رام الله، إلى أن حملة السلطة الفلسطينية ضد السيارات المشطوبة أتت بنتائج إيجابية على قطاع السيارات المستوردة. « *في قرية عدد سكانها 3000 نسمة حيث يجد المرء 200 سيارة مشطوبة، أصبح بالإمكان الآن العثور على 30 أو 40 سيارة جديدة مستوردة* ». غير أن السيارات المشطوبة لم تختف من المناطق "ب". بحسب ما يؤكد كامل عبد الباقي، تصل منطقته فقط 100 سيارة مشطوبة يومياً، وتباع كلها في نفس اليوم. مسعود يونس، ضابط متقاعد من الأمن الوقائي في منطقة شرق رام الله، يتشدد على استحالة الرقابة الفعالة على السيارات المشطوبة بدون حضور دائم في المناطق "ب". « *نستطيع أن نطلق حملة من وقت لآخر* » يقول مسعود، « *لكن إن لم نستطع فرض سلطتنا على الأرض، لن نجد الأمر نقياً* ».

كامل عبد الباقي من قرية المزرعة الشرقية قضاء رام الله تاجر سيارات من نوع خاص. فالسيارات التي يعرضها هذا التاجر ابن الأثني وأربعين عاماً هي غير قانونية، أو كما يسميها الفلسطينيون في الضفة الغربية "سيارات مشطوبة". يشرح كامل أن هذه السيارات هي بالأصل مركبات إسرائيلية، قرر أصحابها داخل الخط الأخضر التخلص منها. « *في الأغلب من أجل الحصول على أموال التامين بعد حادث بسيط* » يقول إياد معدي (41 عاماً) ميكانيكي من قرية الطيبة قضاء رام الله. تُشطب هذه المركبات عن اللوحة لدى سلطة السير الإسرائيلية، وتعلن غير صالحة للاستخدام، ثم تُرسل مواقع التحطيم، حيث تباع لأحد التجار الإسرائيليين، الذي يبيعها في الضفة الغربية لتجار فلسطينيين. تتراوح أسعار هذه المركبات بين 1500 و10000 شيكل "حسبما يؤكد كامل". « *في الغالب* » يقول إياد « *تكون هذه السيارات في حالة ممتازة بل في أفضل حال من السيارات القانونية* ». يستفيد الجميع من هذه الظاهرة: يتخلص الإسرائيليون من سياراتهم بطريقة مربحة، ويحصل الفلسطينيون على سيارات في حالة جيدة بأسعار رخيصة. هناك عائق واحد: عدم إمكانية استخدامها في غير المناطق "ب"، إذ أنها في المناطق "أ" تكون عرضة للمصادرة ومخالفة أصحابها من قبل الشرطة الفلسطينية.

## Boulevard des clandestins

Malgré les risques, des milliers de Palestiniens se rendent illégalement en Israël pour travailler.

**P**ostés au sommet de la colline, les guetteurs scrutent l'horizon désertique. En contrebas, une petite ferme plantée seule au milieu des herbes sèches et des pierres. Soudain, un pick-up déboule en trombe trainant un nuage de poussière. Dans sa caisse, trois jeunes hommes sont couchés : des travailleurs clandestins partant chercher un meilleur salaire en Israël.

Ils arrivent d'Adh-Dhahiriya, à quelques kilomètres au nord, plaque tournante de ce trafic fructueux. Le véhicule vient d'ouvrir la voie à des allers et venues quasi-continus. Chaque jour des centaines de Palestiniens venant de toute la Cisjordanie transitent par ici. Selon le Cogat, 51 493 permis de travail pour Israël et les colonies ont été délivrés en 2011.

### 250 shekels pour passer

Côté palestinien, comme dans les colonies, on estime que le nombre de clandestins est au moins égal. De l'autre côté de la frontière, ils hantent jour et nuit les chantiers, bâtissant les immeubles israéliens. Abu Mohammed, la soixantaine grisonnante, emprunte cette route depuis 20 ans. « *J'étais jardinier avant. Mais quand mon permis n'a pas été renouvelé, il a fallu que je me cache. Désormais je travaille dans*

*le bâtiment.* » L'homme, marqué par les années de labeur, aide les Bédouins qu'il estime riches à bâtir leurs baraquements. « *Ils ont beaucoup d'argent avec leur bétail et leurs produits laitiers. En plus, ils reçoivent des aides du gouvernement israélien qui veut qu'ils arrêtent de bouger.* » Chez eux, il gagne 6000 shekels par mois, loin des 1600 du salaire moyen palestinien. « *Pour traverser la frontière, il faut verser 250 shekels aux passeurs.* »

### Se faufiler sous le grillage

Il y a cependant des risques. Abu Mohammed s'est fait arrêter trois fois par la police israélienne. « *La première fois, j'ai payé une amende de 2000 shekels, la deuxième de 1500 et la troisième fois je me suis retrouvé en prison* », raconte-t-il en clignant des yeux. Une motivation porte ce père de dix enfants à continuer. L'une de ses filles est malade. Son hospitalisation coûte 2000 shekels par mois. Au point de passage, les hommes sautent des pick-up, courent et se faufilent sous le grillage, seule barrière. De l'autre côté, un véhicule les attend. Ils sont passés malgré les hélicoptères israéliens qui survolent la zone depuis quelques heures.

**Marion Michel  
avec Céline Jankowiak  
et Brice Lambert**



## L'étable de Be



Première ville touristique des Territoires palestiniens, Bethléem est le symbole de l'étouffement d'un secteur, écrasé par Israël.

**U**ne photo devant la petite porte en pierre de l'église de la Nativité, qui donne directement sur la place Manger de Bethléem, puis, têtes baissées, casquettes jaunes et chapeaux verts s'engouffrent dans l'immense basilique. Une fois la porte de l'Humilité franchie, le rythme s'accélère. Les guides mènent leurs grappes de Russes, Américains, Indiens ou Européens au pas de charge : mosaïques byzantines, lampes éternelles, poutres de la charpente en bois. Les descriptions du lieu s'accompagnent d'histoires bibliques liées à la naissance du Christ. Enfin, la foule se masse à l'entrée de la célèbre grotte où serait venu au monde Jésus. C'est le point d'orgue de la visite. Recueillement rapide et il faut

**La traversée du désert permet aux travailleurs d'obtenir jusqu'à 6000 shekels par mois contre 1600 en Cisjordanie.**

© Marion Michel /Cuej

# Bethléem, un trésor inexploitable



Une touriste dans la grotte de la Nativité (à gauche). À l'entrée de la grotte, des centaines de pèlerins attendent pour se recueillir (à droite).

© Renaud Février /Cuej

déjà ressortir, car des centaines de chrétiens patientent dans l'escalier. C'est l'heure des derniers clichés. Seule une partie de ces pèlerins ira jusqu'à l'église de la Grotte-du-Lait, à trois minutes à pied de la place Manger. Presque aucun ne se laissera porter jusqu'au marché palestinien ou dans les petites ruelles du centre historique. Les bus attendent. Nabil tient une boutique de souvenirs fabriqués à la main avec son père et son frère. « Il m'arrive de fermer le magasin sans même avoir fait 80 dollars ! », se lamente le jeune homme. Situé place Manger, leur « Christmas House » fait pourtant face à la basilique de la Nativité. « Les guides les emmènent dans de grands magasins de souvenirs, plus chers, où ils reçoivent 40% de commission ! », lâche le vendeur, dépit.

## Moins de nuitées à Bethléem

Selon les statistiques du ministère du Tourisme et des Antiquités de l'Autorité palestinienne, les hôtels palestiniens ont enregistré 886 214 nuitées en 2011 (dont

766 423 pour des étrangers), alors que 4 832 053 touristes ont été comptabilisés par la police du Tourisme (dont 2 280 920 étrangers). Environ un tiers des touristes préfèrent loger à l'extérieur des territoires palestiniens.

« Les touristes sont effrayés par ce qu'ils voient à la télé, explique Raed Khatib, directeur exécutif

de l'Association des tours-opérateurs Holly land incoming et de l'Association des hôtels arabes. *Ils pensent que c'est la guerre ici.* » Les grands guides touristiques Israël-Cisjordanie, souvent peu détaillés concernant les Territoires palestiniens, ne rompent pas clairement avec cette vision. L'entrée de la vieille ville de Bethléem au patrimoine mondial de l'Unesco, réclamée par l'Autorité palestinienne, permettra peut-être de restaurer une image entachée par des décennies de violence. La décision de l'Unesco, attendue pour juillet, ne supprimera pas pour autant l'horrible mur de béton israélien qui encercle et défigure la ville.

Les pèlerins, qui constituent 90% du tourisme en Cisjordanie, s'installent principalement à l'intérieur de l'État hébreu, par lequel ils entrent dans la région. Confiant,

Israël prévoit de construire un ensemble de 1100 chambres d'hôtels à Jérusalem Est et plusieurs milliers de logements, au sein de la colonie israélienne de Givat Hamatos où ne vivent

aujourd'hui que quelques dizaines de falachas éthiopiens, dans des caravanes.

Bethléem ne sera qu'à quelques minutes

du complexe hôtelier. Le projet, dénoncé par la France notamment, a été rendu public début mai. Les appels d'offres sont attendus pour juillet. Majed Ishaq, directeur du département Marketing de l'antenne du ministère du Tourisme et des Antiquités de Bethléem s'insurge : « *Politiquement, nous condamnons ces constructions qui sont illégales car elles se trouvent sur des terres palestiniennes. Mais, au-delà, c'est une compétition économique qui se joue. 92% des revenus issus du tourisme en Terre sainte (Israël et Territoires palestiniens, ndlr) reviennent à l'Etat hébreu. Et Israël continue à s'attaquer au tourisme palestinien.* »

Selon le responsable, l'économie de la Ville sainte repose sur cette manne. « *Avec les hôtels, les restaurants, les magasins de souvenirs et les ateliers* »

**35% des habitants de la ville dépendent du tourisme, soit environ 15 000 familles.**

>>>

Source :  
Statistiques 2008-2011 du ministère du Tourisme et des Antiquités

>>> de fabrication, 35% des habitants de la ville dépendent directement du tourisme, soit environ 15 000 familles. C'est la première source de revenus. » La compétition avec Israël ne s'arrête pas à la porte de l'église de la Nativité. Mustapha Allawi est un guide palestinien. « C'est très dur pour nous car nous sommes en zone A, mais tous les groupes viennent avec leurs guides israéliens ! » se lamente l'ancien comptable [les zones A sont interdites aux Israéliens depuis la fin de la seconde Intifada, mais le ministère du Tourisme israélien délivre des autorisations à ses guides, ndlr].

**Visite de camps**

Le guide qui parle couramment français doit se contenter de petits contrats. Aujourd'hui, il s'agit d'un jeune couple de touristes anglais, qui ne resteront à Bethléem que deux heures. De son côté, Lena, guide depuis 15 ans trouve normal que les guides israéliens puissent aller à Bethléem et Jéricho, mais précise que les Palestiniens sont également autorisés à faire des visites en Israël. « Seuls 42 guides palestiniens ont un permis israélien, nuance Majeed Ishaq. L'une de nos missions au ministère est justement de faire pression sur les Israéliens sur ce sujet. » Il faut dire que le budget ne permet pas à l'institution de promouvoir le tourisme comme elle le désirerait : « 85% sert à payer les salaires des 300 employés, en Cisjordanie et à Gaza, détaille le docteur Ahmed Rjoob, directeur du département chargé du développement des sites culturels au ministère du Tourisme. Le reste part dans les frais de fonctionnement et la logistique. Il ne reste rien pour le développement. » Le travail de promotion du ministère se limite donc pour l'instant à financer la présence des tour-opérateurs palestiniens sur les salons internationaux consacrés au tourisme. Ce sont donc de petits acteurs privés qui se sont emparé du tourisme culturel. Sabri Giroud est l'auteur du seul guide touristique consacré à la Palestine et aux Palestiniens et le directeur

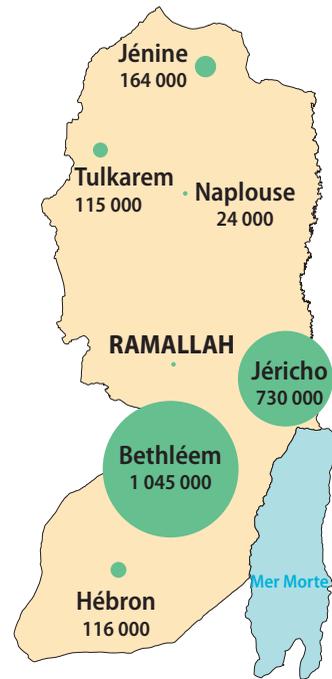
de Diwan voyage, une agence qui promeut un tourisme dit « responsable ». Son credo : « sortir du programme unique », utiliser les initiatives locales et amener les touristes à aller à la rencontre des Palestiniens. « Il y a une vraie demande, affirme-t-il. Nos clients sont sensibilisés à la situation palestinienne et les rencontres humaines que l'on peut faire valent bien des monuments. »

Ce tourisme de solidarité reste toutefois limité. L'agence compte seulement entre 200 et 300 clients par an. De son côté, l'Alternative tours & transportation offre des visites plus politiques, pour des touristes désireux de mieux comprendre la réalité de la vie palestinienne. Au-delà des itinéraires habituels à Jérusalem et Bethléem, l'agence propose des circuits à Hébron, Naplouse et Jéricho, axés sur la vie dans les camps de réfugiés, sur les colonies israéliennes ou sur le mur de séparation.

Renaud Février

**LE TOURISME EN CISJORDANIE**

► Nombre de touristes étrangers en 2011



Source : Ministère du Tourisme palestinien / © Simon Castel/Cuej

**Micro-tourisme à Taybeh**

Dernier village chrétien de Cisjordanie, Taybeh se tourne vers le tourisme pour résister à la crise économique et démographique.

Perdu dans les collines de Cisjordanie, le petit village de Taybeh, situé au nord-est de Ramallah, est « unique, car 100% chrétien ». Reposant autrefois sur l'agriculture, la vie économique du village s'est fortement ralentie après 1967, suite à la confiscation de terres par les Israéliens et au début du rationnement en eau. Le chômage a explosé, la population a chuté. Le village aux quatre églises, tiré par de grandes familles, des communautés

catholiques et orthodoxes, parie sur le tourisme, pour « sauver » Taybeh. Le village se vend aussi sur Internet. Tout est conçu pour attirer les touristes : Taybeh rénove les vestiges de l'église byzantine Al Khader et d'un château de Croisés, ouvre un centre d'accueil de quarante lits pour

les pèlerins et un bar-restaurant. L'association de préservation de l'héritage chrétien Holylanders a même financé la création d'un petit musée au sein d'une ancienne maison traditionnelle palestinienne, où sont disposées les poteries issues des fouilles de l'église byzantine. Mais l'attraction principale reste sa fabrique artisanale de bière, ouverte aux dizaines de touristes qui visitent le village chaque semaine. Créée en 1995 par Nadim Khoury, la Taybeh, unique bière palestinienne, s'exporte en Israël, en Europe et aux Etats-Unis. Depuis 2005, la brasserie, organise tous les ans son « Oktoberfest », au service de la production locale. Selon la fille du brasseur, Madees Khoury, qui travaille à la fabrique, la localité a accueilli plus de 20 000 touristes en deux jours en 2011.

Renaud Février



Chaque année, 6000 hectolitres de bières Taybeh sont produits.

© Claire Gandanger /Cuej

# « J'ai grandi dans cette rue, j'y suis comme en prison »

A Hébron, un potier palestinien refuse de céder à la pression israélienne depuis 18 ans. Témoignage.

**K**halid Al-Fakhori, 43 ans, vit rue Shuada face à la mosquée d'Ibrahim. Rare commerçant palestinien au milieu des colons. Il raconte. « Mon père a ouvert ce magasin de poterie en 1964. Aujourd'hui, nous le tenons avec mes trois frères et mon cousin, entouré par les colons. Il marchait jusqu'en 1994. Depuis, j'ai perdu 90% de mon chiffre d'affaires. Après que Goldstein a tué 29 des nôtres dans la mosquée d'Ibrahim (1), l'armée a fermé la rue aux Hébronites. Ils avaient peur des représailles. Nous étions les victimes mais nous avons payé le prix fort. Avant l'arrivée des colons, il y avait beaucoup de touristes ici. Maintenant, il n'y a plus que les Juifs et ils ne s'arrêtent pas chez moi. Les colonies se sont réellement implantées à partir de 1985. Nos relations n'ont jamais été amicales. Ils représentent l'ennemi, celui qui tue nos enfants. Ceux qui sont venus sont racistes et sionistes. Si j'aban-

donne mon magasin les Israéliens vont le prendre. Alors, je reste mais je n'investis plus.

Pour vivre, on travaille la nuit dans une autre usine de poterie. En plus, chaque mois, je produis 1000 petites amphores pour un prêtre orthodoxe que j'ai rencontré en 1996 ou 1997. Il m'a demandé "Comment fais-tu pour gagner ta vie, alors que personne ne peut venir ?" En partant, il a pris des petits pots dans ma boutique. Dans son monastère de Naplouse, il les remplit avec l'eau d'un puits sacré et les vend aux pèlerins. Ces commandes nous aident mais ne facilitent pas pour autant notre vie au milieu des colons.

Avec la seconde Intifada, nos relations avec eux se sont encore dégradées. Un jour, ils ont démonté la porte de la boutique et ont cassé toutes nos poteries. On n'a pas travaillé pendant 57 jours. Le soutien du comité de réhabilitation de la vieille ville nous a permis de rouvrir en 2003. À notre retour, une vingtaine de colons étaient à genoux sur le seuil de la porte pour nous empêcher d'entrer. J'étais alors le seul à ouvrir au milieu des colons. Jusqu'en 2000, il y avait 1300 magasins ici. Les propriétaires étaient mes amis. Maintenant, nous sommes seuls et les provocations continuent. Les

soldats nous ont insulté, cassé nos tables et jeté des pierres. À plusieurs reprises, ils ont tenté de condamner ma boutique avec un cadenas. Ils font tout pour me faire partir. L'armée israélienne m'a proposé quatre millions de dollars et une Mercedes. Mais ils peuvent m'offrir quatre milliards, je ne quitterais pas ce lieu. Je leur ai dit : "Ne dépensez pas votre argent. Si vous voulez prendre mon magasin. Il faudra me tuer." Je résiste pour la Palestine. C'est moi qui défend le pays où je suis né. Un jour, un Irlandais m'a demandé de lui montrer la maison de mon enfance, à cinquante mètres d'ici. Les colons m'ont tabassé. J'ai grandi dans cette rue, aujourd'hui j'y suis comme en prison entouré de 480 colons, 2000 soldats et 61 check-points, qui au

fur et à mesure de leur installation ont tout bloqué. Pour acheter une simple bouteille de gaz, on doit demander l'autorisation de la police. Si on est malade après 21 h, on ne peut pas aller à l'hôpital. Les check-points sont fermés.

Les choses se sont un peu calmées avec l'arrivée des observateurs internationaux en 2008. Régulièrement, ils viennent partager un thé. Maintenant les colons et les soldats

savent qu'avec les observateurs, ce qu'ils nous font sera transmis au monde entier. Malgré cela je me suis fait agresser par un colon en avril 2010. Il est venu et m'a menacé avec une arme. Cette fois, les soldats sont intervenus et m'ont fait porter plainte. Quatre mois après, on a été au tribunal de Jérusalem. Les militaires ont témoigné. Le juge a condamné mon agresseur à 250 shekels. Je n'ai toujours rien touché. Et je n'estime pas avoir gagné. Si un Arabe avait attaqué un Israélien, il aurait fini en prison.

Pendant l'année, je ferme 22 jours lors de fêtes juives. De nombreux Israéliens viennent et je ne prends plus le risque d'ouvrir. Il y a deux ans, pendant Pessah (la pâque juive), des gamins sont venus devant mon magasin. Ils ont crié aux autres colons "Le propriétaire est du Hamas. Il est armé, si vous vous approchez, il va vous tirer dessus." Ensuite, ils ont apporté une image de cochon avec mon prénom écrit dessus. Je raconte mon histoire aux étrangers qui passent. Depuis 2007, ils sont de retour. Quand ils rentrent chez eux, ils en parlent à leurs amis. C'est comme cela que les gens sauront ce qui se passe en Palestine. »

**Marion Michel**



**Khalid Al-Fakhori et ses frères travaillent aussi pour un prêtre à qui ils vendent 1000 petites amphores par mois pour survivre.**

© Marion Michel /Cuej

(1) Le 25 février 1994, Baruch Goldstein, un juif fondamentaliste venu des États-Unis entre armé dans le tombeau des Patriarches pendant la prière du vendredi. 29 musulmans sont tués, 125 blessés. Baruch Goldstein est battu à mort par les survivants.

LE DIAGNOSTIC DE DEUX ÉCONOMISTES, SAM BAHOUR, PALESTINIEN ET

EPHRAÏM KLEIMAN, ISRAËLIEN

# « Croissance ? Non, dépendance ! »



Sam Bahour, est consultant et chercheur pour le groupe AIM (Applied information management).

© DR

Sam Bahour ne croit pas en une politique économique viable tant que l'occupation israélienne perdure.

**D**epuis dix ans maintenant, Salam Fayyad impulse la politique économique palestinienne et tente de poser les fondations d'un État moderne. Comment définiriez-vous le concept de fayyadisme ?

Ce terme a été trouvé par un editorialiste du *New York Times*, pour décrire un système de gouvernance plus centré sur le développement économique intérieur que sur des solutions politiques au conflit. Je ne crois pas en cette stratégie. Nous sommes confrontés à une crise politique et je ne pense pas que c'est en ignorant la politique au profit du seul développement économique que nous en viendrons à bout. Il faut y faire face avec des outils politiques, par exemple un gouvernement politique et non technocratique. De plus, sous occupation militaire, je ne crois pas que l'on peut prospérer. Même si on se concentre sur le développement de l'économie et la construction des institutions, l'occupation sera toujours une entrave. Enfin, je ne peux pas accepter un courant politique qui repose sur une désignation et non une élection. Salam Fayyad n'a jamais été élu. On ne peut pas bâtir une démocratie sur ces bases. Même s'il est bon d'avoir sa propre police, ne nous mentons pas, mettre des moyens dans la sécurité ne mettra pas fin à cette crise politique.

**L'ambition de Salam Fayyad est de construire un État, notamment en dotant l'Autorité palestinienne de fonds propres. Cette étape n'est-elle pas indispensable ?**

C'est un programme économique classique basé sur les impôts et la consommation. Mais il ne peut être totalement abouti car les ressources économiques ne sont pas sous contrôle. L'Autorité palestinienne est en fait un oxymore, elle n'en a aucune. Sans contrôle des frontières, il est impossible de construire son propre système économique. Sans la maîtrise de ressources économiques comme le territoire ou l'eau, il est impossible d'appliquer sa propre politique fiscale. Le meilleur exemple est celui des ondes, sous contrôle israélien. L'Autorité n'a pas accès aux fréquences, il faut passer par Israël pour les obtenir. L'État hébreu à toutes les clés de l'économie en

main, ce qui met en échec toute tentative de politique économique.

**Pourtant, la croissance existe en Cisjordanie...**

Certes les chiffres indiquent une croissance. Pendant que toute la planète voit l'économie s'effondrer, la Cisjordanie connaîtrait une période de croissance... Ça n'a pas de sens. Cette présumée croissance a une autre cause. Ce matin, je suis allé à Bethléem pour une conférence. Normalement, le trajet prend vingt minutes en passant par Jérusalem. A cause de ce système fermé, j'ai mis une heure et demie. Ce temps perdu est une aubaine pour la croissance économique. Je dépense plus d'essence, plus d'électricité sur les routes, etc. Pour les chiffres de la croissance, c'est bon. Le PIB augmente avec les check-points. La paix serait nuisible pour ce type de croissance, car une partie est due aux contraintes israéliennes sur l'économie. De plus, 40% du budget vient des donateurs extérieurs. Ce que certains nomment croissance, je l'appelle dépendance.

**Quelles seraient les réformes à appliquer ?**

L'amélioration de la police, le meilleur contrôle du trafic et du système budgétaire sont des actions positives. Mais nous ne sommes pas dans une phase où l'on doit bâtir une vie meilleure sous l'occupation. On doit y mettre fin.

**Vous dénoncez l'absence de réponse politique, mais qui peut l'apporter si ce n'est pas Salam Fayyad ?**

Aujourd'hui, il n'y a pas de système politique opérant en Palestine. Cette absence existe depuis la division entre le Fatah et Hamas à la suite des élections de 2006. Depuis, toutes les lois passent par décret présidentiel. Les leaders politiques sont en-dehors de ce système et, faute d'élection, n'ont aucun moyen de s'exprimer. Mahmoud Abbas ne peut pas dire « le peuple est avec moi », puisqu'il n'y a pas d'élection. Personne ne bénéficie de légitimité démocratique.

**Cette politique d'inspiration néolibérale, crée-t-elle un écart entre riches et pauvres ?**

Oui, cet écart croît. Nous sommes dans une guerre économique et dans chaque guerre éco-

nomique, il y a des bénéficiaires. D'un côté, une petite partie de la population tire grandement partie de la situation, notamment dans les télécoms. De l'autre, la grande majorité des Palestiniens tombe dans la pauvreté. A Gaza, 70% des personnes sont sous le seuil de pauvreté. En Palestine, nous avons connu des crises politiques, mais jamais une crise humanitaire. Aujourd'hui, nous sommes dans une crise humanitaire.

#### Ramallah est-elle un contre exemple ?

Ramallah est une bulle. Allez dans la vallée de Jéricho pour constater que l'eau est à sec, allez à Hébron et voyez les colons au sein de la ville, allez à Jérusalem où les maisons sont démolies. Voilà ce qu'est la réelle occupation. Ramallah est une illusion. L'occupation est moins stricte parce qu'il y a les médias, la présence de diplomates internationaux, de représentants économiques. Mais il suffit de faire un kilomètre pour voir les check-points. C'est une cage comme une autre, même si elle est un peu plus grande.

#### Faut-il voir un lien entre l'idée de « paix économique » de Benjamin Netanyahu et le fayyadisme ?

Vous voulez faire aboutir la paix économique ? Donnez de l'eau, libéralisez le marché des télécommunications, remettez le droit de se déplacer librement et partout. Il est facile de prôner une paix économique quand vous détenez toutes les cartes de cette économie.

#### Quel est le pire danger : l'écart entre riches et pauvres ou Israël ?

Les deux. Il y a un conflit de classe et celui-ci ne pourra disparaître si la colonisation perdure. La colonisation joue toujours dans les mouvements sociaux. Les pauvres sont politisés. Bien que critiques sur cette fracture sociale, ils gardent en tête la responsabilité de l'occupation militaire sur le développement.

Recueilli par Renaud Février  
et Fabien Piégay

# « Un marteau piqueur pour écraser une cacahuète »

Ephraïm Kleiman, professeur d'économie, analyse les relations israélo-palestiniennes.



Ephraïm Kleiman, exerce à l'Université hébraïque de Jérusalem.

© Laure Siegel /Cuej

## Quel est l'état des lieux des relations économiques entre Israël et les Territoires palestiniens ?

En Israël, le débat sur l'intégration économique des Territoires palestiniens remonte à 1967. À l'époque, le général Moshe Dayan, ministre de la Défense, défendait l'idée que l'ouverture économique empêcherait les Palestiniens de se révolter ; d'autres, comme le leader du mouvement des travailleurs, récusait cette démarche.

À l'époque et jusqu'en 1993, il n'y

Au check-point de Tarqumia, à 5h30 du matin.

avait pas de check points, excepté à Jérusalem. Les travailleurs de Gaza et de Cisjordanie pouvaient s'intégrer au marché du travail israélien sans aucun effet négatif sur l'économie israélienne, qui en était même boostée. Le gouvernement a donc décidé de favoriser cet afflux car les Palestiniens étaient moins bien payés et les employeurs n'avaient pas de frais de sécurité sociale. Cette intégration économique forcée a surtout servi les intérêts de certains investisseurs israéliens, pas de l'État d'Israël en général. Pendant 15 ans, on a vécu sur ce schéma classique de main-d'œuvre pauvre intégrée à une économie prospère, qui a généré des riches et du capitalisme. La liberté de circulation des personnes, des véhicules et des biens était totale. Entre 1968 et 1992, l'économie palestinienne a eu une croissance double de celle d'Israël. Beaucoup de gens ont du mal à accepter que l'occupation ait eu cet effet positif. Pendant la première Intifada, certains activistes, pour faire pression sur Israël, ont voulu stopper l'entrée des travailleurs palestiniens, mais ils se sont heurtés au refus des travailleurs eux-même.

#### Qu'est ce qui a mis fin à ce schéma d'intégration ?

Les choses ont changé avec la détérioration de la situation sécuritaire. De jeunes filles juives ont été retrouvées tuées par des Palestiniens, Israël a imposé une barrière autour de Gaza. L'installation des colons à Hébron a également suscité des >>>

© François Régulier/Cuej



>>> incidents. Par crainte des attentats suicides, les Israéliens ont réagi très durement, enfermant la Cisjordanie et Gaza ; en un an, le nombre de travailleurs palestiniens en Israël a diminué de moitié. Israël a commencé à admettre des travailleurs chinois, soudanais, russes, etc. Les travailleurs palestiniens ont été poussés hors du secteur des services et travaillent surtout dans la construction. Mais en 2000, il y en a encore eu un nombre record de travailleurs en Israël : 130 000, presque tous de Cisjordanie. Puis il y a eu la seconde Intifada et de graves attaques à partir de 2002 contre des hôtels, des ambassades. Israël en a profité pour violer les règles d'Oslo et son armée a pénétré en zone A. Les Israéliens ont commencé à avoir peur des Palestiniens et ont appelé à la construction d'un mur.

### Quels sont aujourd'hui les principaux obstacles au développement de l'économie palestinienne ?

Le mur, bien sûr. Personnellement, je suis contre. D'abord, ce n'est qu'une solution de dernier recours. Cette barrière non tarifaire a fait beaucoup de mal à l'économie palestinienne, qui ne peut tirer avantage de ses exportations : une petite économie doit exporter pour s'en sortir. Et puis j'ai grandi avec l'idée d'un seul État, car il n'est pas possible de construire deux États distincts sur un même territoire physique, surtout à cause des difficultés d'exportation et d'ouverture au reste du monde. Israël utilise un marteau piqueur pour écraser une cacahuète. L'autre problème, ce sont les colons : ils sont en position dominante, et imposent des blocages de la circulation. A Hébron, 100 000 Palestiniens doivent faire un énorme détour pour que 2000 Israéliens aient leur raccourci. C'est une question politique qui n'est pas encore prête d'être réglée.

### « Les Palestiniens refusent un accord économique avant une solution politique. »

### Seule l'invocation de la sécurité justifie ces mesures restrictives, ou existe-t-il une volonté politique israélienne d'asphyxier l'économie palestinienne ?

C'est une attitude très commune en Israël de croire qu'empêcher les exportations palestiniennes aide l'économie israélienne.

Si les légumes palestiniens n'étaient pas autorisés sur le marché israélien, les paysans israéliens en profiteraient, mais le consommateur paierait beaucoup plus cher. Les gens n'en ont pas conscience. Beaucoup sont vicieux, ils haïssent les Arabes et se sentent en position légitime de pouvoir leur mener la vie dure.

L'adaptation des entrepreneurs palestiniens à ces contraintes est impressionnante, mais elle ne compense pas toutes les restrictions qu'ils subissent. Il y a deux ans, un fabricant de chaussures à Gaza a tenté de décrocher un contrat pour fournir l'armée yéménite. C'est bien, mais cela reste un petit marché et il subit la concurrence de la Jordanie, dont la croissance augmente autant que celle de la Cisjordanie. Des hommes d'affaires peuvent toujours trouver des niches, mais la solution serait qu'ils puissent s'intégrer massivement sur le marché mondial. Ils n'y arrivent pas. Le premier grand marché à proximité, c'est Israël, alors ils s'habituent à traiter avec. C'est la politique de Salam Fayyad : garder à tout prix le marché israélien.

### Quelle solution voyez-vous pour dépasser ces blocages ?

Pendant longtemps, d'autres collègues et moi avons essayé de persuader les Palestiniens qu'une union douanière était la bonne solution pour eux. Si vous voulez des douanes séparées, il faut une frontière physique, sinon, les produits palestiniens moins chers inonderaient le

marché israélien. Mais s'il n'y a pas d'obstacle physique difficile à franchir, alors il faut une union douanière, surtout dans un petit territoire. C'est le prix à payer par les Palestiniens pour avoir accès aux biens israéliens. Ils ont refusé, à la fois pour des raisons émotionnelles, et parce qu'ils estimaient que, vu les disparités entre les deux économies, un mécanisme conjoint n'aurait pas été efficace. L'alternative la moins pire, c'est un accord de libre échange.

### Quelle amélioration apporterait-il ?

Aujourd'hui, à Gaza, il y a des ateliers de couture qui font de la sous-traitance pour des firmes israéliennes. Beaucoup de femmes travaillent dans ces ateliers et fabriquent des jeans dans des conditions déplorables. Ceux-ci retournent en Israël puis sont vendus aux États-Unis. En réalité, les produits palestiniens ont accès au marché mondial, mais ce n'est pas eux qui en retirent les bénéfices. Il serait beaucoup plus profitable qu'ils traitent directement avec les Américains.

### Croyez-vous à la paix économique ?

Les Palestiniens, même les pro-paix très cultivés qui ont fait leurs études à Harvard, même Fayyad, refusent d'envisager un accord économique avant une solution politique. Je comprends qu'ils

### « À Gaza, il y a des ateliers de couture qui font de la sous-traitance pour des firmes israéliennes. »

ne veulent pas d'union, pas de notre monnaie et qu'ils veulent nous envoyer au diable, mais en même temps ils ne veulent pas perdre le mar-

ché israélien. C'est un paradoxe. Les aider à construire un État, à mettre en place leurs institutions et à développer leur économie revient, pour eux, à vouloir leur faire accepter l'occupation. Ils devraient prendre tout ce qu'il y a à prendre chez nous et en profiter.

Recueilli par Fabien Piégay et Laure Siegel

# Strasbourg

ville de **rencontres**  
et de **débats**

- **Forum mondial de la démocratie**  
du 5 au 11 octobre 2012
- Sessions du Parlement européen
- Sessions de l'Assemblée parlementaire du  
Conseil de l'Europe
- Sessions du Congrès des pouvoirs locaux et  
régionaux du Conseil de l'Europe
- Prix Sakharov du Parlement européen
- Semaine européenne de la démocratie locale
- Dialogues de Strasbourg
- **Forum européen de bioéthique**  
du 4 au 9 février 2013